

## Le «oui» du général Aoun

Le Liban va-t-il sortir enfin de son sanglant cauchemar ? Trop d'amères déconvenues depuis quinze ans incitent au plus grand scepticisme. Du moins aperçoit-on désormais une pâle lueur d'espoir. Le général Michel Aoun, chef du gouvernement militaire chrétien, a en effet, après mûre réflexion, accepté vendredi 22 septembre le plan de paix élaboré par le triumvirat arabe (Arabie saoudite, Algérie, Maroc).

Ce plan prévoit dans l'immédiat la mise en place d'un «comité de sécurité» pour veiller au cessez-le-feu, la levée du blocus imposé au «pays chrétien» par la Syrie et la réouverture de l'aéroport de Beyrouth. Échéance plus ambitieuse : les députés libanais sont invités à débattre, à partir du 30 septembre, des réformes politiques exigées par les dirigeants musulmans alliés de Damas.

Le général Aoun a justifié sa décision par son souci de «donner une chance à la paix». Ainsi sortait-il de son rôle de héros en faisant oublier sa réclame. Car le chef du camp chrétien - qu'il l'admette ou non - a été contraint de céder sur deux points essentiels jugés pourtant par lui «non négociables». D'abord, aucun militaire syrien ne participera - aux côtés d'officiers algériens et libanais de tous bords - à la surveillance de la trêve, contrairement aux exigences du général, qui tenait ainsi à désigner Damas comme belligérant. Ensuite, le dialogue politique entre Libanais devra s'ouvrir «à l'ombre du canon syrien», ce que le chef chrétien jugeait intolérable.

La «guerre de libération», déclenchée il y a six mois par le général Aoun, a donc fait long feu. Son objectif majeur, le départ du Liban des trois-cinq mille soldats syriens, demeure un vœu pieux. La Syrie a seulement consenti non pas à quitter le Liban, mais à redéployer son armée dans l'est du pays dans un délai de deux ans après la mise en œuvre de l'ensemble des réformes politiques. Un engagement aussi lointain qu'insaisissable. Après avoir - on se demande aujourd'hui encore par quelle audace - évoqué, en juillet, l'éventualité d'un retrait syrien, le triumvirat arabe est vite rentré dans le rang, avalisant pour longtemps le protectorat de Damas sur le «pays du Cèdre».

Le général Aoun, quant à lui, n'avait plus guère le choix. Ayant militieusement échoué, pouvait-il poursuivre sans scrupules une tragique aventure qui a fait plus de mille morts et cinq mille blessés parmi une population beyroutaine rongée par le désespoir ? Face à la brutale intransigence syrienne, il faisait de plus en plus figure d'homme seul.

SOUFIS à d'insistantes pressions arabes, le chef chrétien avait été «lâché» par une Amérique soucieuse de ménager Damas. La France elle-même, pourtant plus attentive aux aspirations du Liban chrétien, ne cessait, ces derniers temps, de l'inciter au compromis. On comprend qu'elle se déclare aujourd'hui «pleinement satisfaite».

Le général Aoun n'a pourtant pas échoué sur toute la ligne. Non seulement il a réussi à affirmer son autorité sur l'ensemble du camp chrétien, associé à sa décision, mais il peut surtout se targuer d'avoir, avec courage, brisé l'hypocrisie en proclamant à la face du monde le caractère inacceptable, pour un Etat souverain, d'une occupation étrangère.

Lire page 4

L'article de LUCIEN GEORGE

M 0146 - 0925 - 6,00 F



3790146006000 09250

## Un communiqué du ministère français des transports

# Des explosifs se seraient trouvés à bord du DC-10 d'UTA

Selon un communiqué publié dans la nuit du vendredi 22 au samedi 23 septembre par le ministère français des transports, la commission d'enquête envoyée au Niger pour examiner les restes du DC-10 de la compagnie UTA qui a explosé en vol mardi dernier, a fait savoir que les premières investigations «conduisent à retenir la présence d'explosifs à bord». On précise, par ail-

L'explosion en vol du DC-10 de la compagnie UTA, tombé avec cent soixante et onze personnes à bord le 19 septembre, dans le désert du Ténéré (Niger), a-t-elle été provoquée ou non par une bombe ? Le ministère français de l'équipement, du logement et des transports le pense, puisqu'il a affirmé, dans un communiqué publié samedi matin 23 septembre : «Les premières investigations effectuées sur le site de la catastrophe conduisent à retenir l'hypothèse de la présence d'explosifs à bord du DC-10 d'UTA. Des expertises complémentaires devraient

leur, que des traces de «criblage» auraient été retrouvées sur un sac postal ainsi que des vêtements. D'autre part, l'analyse des «boîtes noires» prouve que tout était normal dans l'avion au moment de l'explosion. L'Élysée, de son côté, a démenti vendredi soir que quelque administration française que ce soit ait été mise en garde récemment contre un danger terroriste.

qui risquent d'orienter les conclusions de l'enquête.

Hormis les «boîtes noires» de l'avion, qui sont arrivées, le 23 septembre, en France, et qui ont été décryptées et ne font rien apparaître d'anormal, les membres de la commission d'enquête disposent de deux sortes d'indices pour trouver la cause de la catastrophe : en premier lieu, les corps des cent soixante et onze victimes - dont une soixantaine seulement ont été retrouvées.

Lire la suite page 5



## Les élections sénatoriales

Le renouvellement triennal du Sénat, dimanche 24 septembre, concerne un tiers des effectifs de la Haute Assemblée. Cent deux sièges sont à pourvoir. Le scrutin devrait renforcer le RPR et le PS. Les trois cent vingt et un sénateurs éliront le 2 octobre le président du Sénat. M. Alain Poher, quatre-vingts ans, qui préside cette assemblée depuis 1968, devrait être candidat, une nouvelle fois, à sa propre succession, malgré les réticences de certains élus de droite.

Lire nos informations page 6

## Radioscopie du ministère de la justice

Une enquête confidentielle dresse un portrait peu flatteur du fonctionnement des services de la chancellerie page 7

## Michelin numéro un du pneumatique

La firme de Clermont-Ferrand a passé un accord pour le rachat d'Uniroyal page 13

## Le PCF et la perestroïka

«Soutien indéfectible» de M. Marchais à M. Gorbatchev page 3

## L'attentat de l'IRA en Grande-Bretagne

Dix tués, vingt-deux blessés dans une caserne du Kent page 3

## La prise d'otages de Tiffl

La mère et ses deux enfants ont été libérées ; un des malfaiteurs a été tué, les deux autres arrêtés page 16

## Le «Grand jury RTL-Le Monde»

M. Pierre Bérégovoy invité dimanche à 18 h 30 en direct de Washington

Le sommaire complet se trouve page 16

# Volte-face soviétique sur le désarmement

L'URSS a fait une concession majeure : elle renonce à lier la négociation sur les armements stratégiques à un accord sur la défense spatiale

JACKSON (Wyoming) de notre envoyé spécial

L'Union soviétique a modifié unilatéralement une de ses positions essentielles concernant la négociation sur les armements stratégiques, qui, du coup, pourrait prendre un nouvel élan : elle n'établit plus de «lien» entre la conclusion d'un accord START et un accord sur la défense spatiale. En clair, le différend américano-soviétique sur l'initiative de défense stratégique (IDS) doit cesser d'entraver la négociation, qui est censée aboutir à une réduction de 50 % des armements stratégiques.

La nouvelle est tombée vendredi 22 septembre, à la surprise générale, au terme d'une très longue journée dont on n'attendait rien de bien spectaculaire. Venant rendre compte des entretiens devant la presse, très tard dans la soirée de vendredi, l'un des négociateurs américains a laissé tomber : «En réponse à

une question du secrétaire d'Etat [James Baker], M. Cherdnadze a indiqué que l'URSS n'établissait plus de lien («linkage») entre la conclusion et l'application d'un accord START et un accord sur l'espace et la défense.»

Depuis leur arrivée à Washington puis dans le Wyoming, les Soviétiques avaient bien laissé entendre à plusieurs reprises qu'ils avaient modifié leur approche des problèmes posés par le traité ABM interdisant les armes antibalistiques qui, selon Moscou, couvre l'IDS. Mais ni leur porte-parole ni l'un de ces principaux négociateurs interrogés à ce sujet n'avaient laissé supposer un mouvement aussi considérable. De même la lettre adressée par M. Gorbatchev au président Bush abordait le sujet en termes apparemment beaucoup plus vagues.

La réponse, cette fois, a été tout à fait nette, et, de toute évi-

dence, elle laisse les Américains perplexes. Harcelé par les journalistes, qui essayaient d'en savoir plus, le «haut responsable américain», qui rendait compte de l'entretien, n'a pu que répéter six fois au moins la même déclaration : «En réponse à une question du secrétaire d'Etat...» Il a tout de même ajouté que cette prise de position «paraissait être un développement positif», mais les Américains essaient pour l'instant de mesurer «toutes les conséquences» de ce mouvement de la part de Moscou.

Rien n'indique pour autant que les Soviétiques aient renoncé à s'opposer à la constitution, par les Américains, d'un bouclier - ou un fragment de bouclier - spatial, et ils semblent toujours résolus à insister pour que l'IDS ne dépasse pas le stade de la recherche à un niveau modeste.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 5

# Les démêlés de l'économie et du social

La grève chez Peugeot repose la question : faut-il importer le modèle japonais pour résister à l'offensive commerciale nipponne ?

Plus la grève se prolonge à Mulhouse et à Sochaux, plus apparaissent des méthodes que l'on croyait révolues : refus de négocier d'abord, de la part du PDG, M. Jacques Calvet ; puis chantage auprès des grévistes ; transformation des cadres en policiers ; recours à des «jaunes», etc. Par son aspect salarial, le conflit est symbolique du retour de la croissance des profits et de la nécessité du nouveau «partage» de l'après-crise commencée (Le Monde du 19 septembre).

La gestion sociale de Peugeot, elle, semble dater d'avant la crise. Par trop d'aspects, cette grève renvoie aux années 70 : patron contre ouvriers, les cadres au milieu. A telle enseigne que la

classe politique apparaît unanime pour dénoncer M. Calvet. Hier porté aux nues pour avoir réussi le redressement financier et commercial de son groupe, il est devenu un patron «archaïque».

Ni M. Calvet ni PSA ne méritent sans doute cette subite première place du déshonneur. Le PDG, parce qu'il est sûrement plus entêté que réactionnaire ; Peugeot, parce que, en matière d'archaïsme social, il y a, hélas ! bien pire dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, par exemple.

Mais le problème posé à Mulhouse concerne la France dans son entier. Quel système développer qui soit économiquement

efficace et qui respecte les intérêts et la dignité de chacun ? Comment marier les traditions françaises avec les exigences d'une compétition mondiale ?

Si on ne répond pas à ces questions, le redéploiement industriel, auquel on assiste depuis deux ans, ne conduira pas très loin. Les entreprises auront beau masquer le recul par de glorieuses OPA, elles subiront la compétitivité japonaise.

M. Calvet a raison sur un point : le danger japonais est considérable. Comme un rouleau compresseur, l'industrie japonaise avance, depuis vingt ans, sans pratiquement aucun échec.

ÉRIC LE BOUCHER  
Lire la suite page 13

1939 - 1940  
L'ANNÉE TERRIBLE

LE FEUILLETON  
DE L'ÉTÉ  
DISPONIBLE  
EN UN SEUL  
NUMÉRO

Le Monde

NUMÉRO SPÉCIAL HORS SÉRIE - 40 p. 22 F  
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91 ou 45-55-91-71

Téléx MONDPUB 204 136 F

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 37 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms

et index du Monde au (1) 42-47-99-61.

## Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE

ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-99-72

Tel	FRANCE	REUNION	SURSE	AUTRES PAYS
3 mois	345 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 380 F	1 380 F	1 900 F	2 650 F

ÉTRANGER :

Par voie aérienne. Tarif sur demande.

Pour vous abonner

RENOUVEZ CE BULLETIN

accompagné

de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL

3615 LEMONDE

code d'accès ABO

PORTAGE :

Pour tous renseignements :

tél. : 05-04-83-21 (numéro vert)

Changements d'adresse effectués en pré-

vision : nos abonnés sont invités à for-

mer leur demande deux semaines avant

leur départ. Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois

6 mois

1 an

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité :

Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'imprimerie. 921 MOND2

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beau-Méry (1944-1969)

Jacques Fauvet (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef :

Daniel Verne

Corédacteur en chef :

Claude Sèze

Administrateur général :

Bernard Weiss

7 RUE DES ITALIENS,

75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Téléx MONDPAR 850572 F

Télécopieur : (1) 45-23-08-61

## DATES

Il y a quarante ans

## La condamnation à mort de Laszlo Rajk à Budapest

24 septembre 1949. Dans la grande salle de la Maison des métallos transformée en chambre spéciale du tribunal de peuple de Budapest, le président Peter Janko ouvre la séance. Il donne lecture du verdict : trois condamnations à mort ; deux à la réclusion à vie ; de longues années de prison pour deux autres. Le général György Palfy et le colonel Bela Korondy sont rouvroyés devant une cour martiale : ils seront fusillés alors que Laszlo Rajk, Tibor Szanyi et Andras Szalai finiront leur vie à la potence.

Le procès, commencé le 16 septembre, retransmis par la radio nationale, s'est déroulé en présence de quarante-sept journalistes étrangers parmi lesquels les envoyés spéciaux de la presse occidentale. Procès stupéfiant en raison des aveux apparemment spontanés des accusés, tous de vieux militants communistes dont plusieurs dirigeants de la résistance antifasciste. Ils déclaraient calmement devant le tribunal avoir été de vulgaires indicateurs, des mouchards de différents services de renseignement de pays capitalistes et de la Gestapo.

« Absolument rien ne corrobore l'hypothèse selon laquelle l'attitude des accusés s'expliquerait par l'action d'une drogue, par l'hypnotisme ou autre procédé semblable », écrit Serge Karsky, envoyé spécial du Monde. La presse communiste ironise sur l'attitude embarrassée des organes de la bourgeoisie. « À mesure que les heures passent, la réalité des crimes de Laszlo Rajk s'impose à tous, remarque Pierre Courtade, le correspondant de l'Humanité à Budapest. Personne ne peut nier l'essentiel, à savoir que Rajk a reconnu être entré il y a dix-huit ans (c'est-à-dire en 1931) au service de la police de Horthy (le régent de Hongrie de 1920 à 1944), que pendant les longues années de la clandestinité et de l'émigration, il a continué son travail d'agent secret ; qu'après la Libération, repris en main, il est devenu un agent politique des ennemis du régime populaire, puis que cette « politique » l'a conduit par degrés à la conspiration, à l'organisation du coup de force, au crime. » De son côté, André Wurmser, l'un des chantres français du stalinisme, estime que « c'est au noble justicier qui crie au truquage de prouver que le procès de Budapest fut truqué et non aux juges qui ont enregistré les aveux publics des accusés de prouver l'évidence. Si Dreyfus avait avoué, il n'y aurait pas eu d'affaire Dreyfus » (Les Lettres françaises).

En fait, « l'affaire Rajk est devenue une affaire Dreyfus internationale ». C'est le titre d'une étude parue en novembre 1949 dans la revue Esprit, rédigée par François Fejtő. Démissionnaire de la direction du bureau de presse de la légation de Hongrie en signe de protestation (comme le ministre néo-socialiste, le comte Mihaly Karolyi), il résume point par point les accusations lancées contre son ami d'enfance Laszlo Rajk. « C'est une conscience bouleversée qui parle », note Emmanuel Monnier, le directeur de la revue, dans son éditorial, ajoutant : « Nous n'avons pas les moyens de vérifier toutes les affirmations de l'auteur, mais nous publions volontiers toute contestation probante. »

## Tito et ses acolytes

Elles ne sont jamais venues : la démonstration faite par le futur auteur de l'Histoire des démocraties populaires est irréfutable. Fejtő réussit à prouver que Rajk et ses compagnons étaient des victimes d'un nouveau « procès de Moscou » engagé dans le cadre de la guerre menée par Staline contre Tito. D'ailleurs, dans son réquisitoire et après avoir déclaré que « nous nous trouvons en face de reptiles, de serpents sinueux et rampants, d'ennemis plus dangereux et plus odieux que jamais il en fut », le procureur Gyula Alapi (émule hongrois d'Andrei Vychinsky) tenait à ajouter que « avec Rajk et sa bande, ce sont Tito et ses acolytes qui sont assis sur les bancs des accusés ».

Si des liens directs existent entre l'affaire Rajk et la condamnation de la Yougoslavie titiste par le Kominform en 1948, cette affaire était également en rapport avec la situation intérieure. Comme celle de plusieurs pays de l'Est à l'époque, la direction

du PC hongrois se divise entre Moscovites ayant passé les années de guerre en émigration en URSS, rentrés avec l'armée rouge, et des résistants de l'intérieur qui ont combattu dans la clandestinité l'ancien régime. Parmi ces derniers se trouvaient Laszlo Rajk et Janos Kadar. Pendant un certain temps, les quatre principaux représentants de la tendance dite moscovite (Matyas Rakosi, le secrétaire général du parti, Ernő Gerő, Josef Reval et Mihaly Farkas) associaient les communistes de l'intérieur à l'exercice du pouvoir. Jusqu'en 1949, ils occupaient les principaux postes-clés de la police et de l'armée : Laszlo Rajk était le tout-puissant ministre de l'Intérieur.

Professeur de français au collège Eötvös (équivalent de notre Ecole normale supérieure), officier politique en Espagne dans les brigades internationales, puis interné en France, Laszlo Rajk était l'un des chefs du mouvement antifasciste pendant la guerre en Hongrie : « C'est à son nom que sont liées la consolidation de l'ordre intérieur de la démocratie après 1945 et la répression des complots dirigés contre la République », écrit-il, le 6 août 1948, le quotidien du Parti communiste hongrois, Szabad Nép.

## Torturés

Rakosi, « le meilleur disciple hongrois du grand Staline », haïssait Laszlo Rajk. Mais pour liquider cet homme populaire, et pas seulement parmi les jeunes, il fallait procéder par étapes. Un dimanche du mois de juillet 1948, Janos Kadar était invité dans la ville de Matyas Rakosi pour y retrouver Ernő Gerő, Mihaly Farkas et Josef Reval, les membres du « quadrige moscovite ». Rakosi annonce à Kadar (approuvé par les trois autres) qu'il est à supposer — « selon des rapports fournis par des agents à toute épreuve » — que Laszlo Rajk travaillait pour des services secrets américains. « Impossible », aurait répondu Kadar avec indignation. Néanmoins, quelques minutes plus tard, Rakosi mettait fin aux « discussions » en déclarant qu'en raison des suspicions « d'ailleurs pour le moment invérifiables » qui pèsent sur Rajk, il était préférable que celui-ci abandonne le ministère de l'Intérieur pour prendre celui des affaires étrangères « moins exposé aux convulsions des impérialistes » (sic) et que Janos Kadar le remplace. C'est chose faite le 5 août 1948. Du moins telle est la « version kádari » révisée en 1982 au cours d'une conversation avec un écrivain hongrois.

Une certitude : parmi les premières décisions officiellement annoncées à l'époque par le nouveau ministre de l'Intérieur figure la création de l'Autorité de la sécurité de l'Etat

(AVH) (ordonnance n° 288 009/1948) confiée au général Gabor Peter. Par la suite, Janos Kadar expliquera à plusieurs reprises que son ministère n'exerçait aucun contrôle sur l'AVH aux mains de Mihaly Farkas, ministre de la défense.

Aux élections législatives du 15 mai 1949, Laszlo Rajk, quatrième sur la liste nationale, est élu avec 96,27 % des voix député de l'Assemblée nationale, composée des seuls représentants du Front populaire. Cependant le 30, c'est au milieu de sa famille qu'il est arrêté par le général Gabor Peter, patron de l'AVH. Le communiqué officiel du ministère de l'Intérieur ne sera publié que le 19 juin, mais, depuis le 1<sup>er</sup> juin, la presse hongroise déclenche une virulente campagne antititiste orchestrée par Matyas Rakosi lui-même. Le secrétaire général publie un article, repris le 5 juin à Moscou par la Pravda et intitulé : « Les trotskistes yougoslaves sont des troupes de choc de l'impérialisme ».

Pendant ce temps, Laszlo Rajk et d'autres personnes arrêtées sont interrogées (plus précisément torturées) jour et nuit dans les sinistres locaux de l'AVH. Selon certaines informations, Mihaly Farkas et Janos Kadar auraient été chargés par Matyas Rakosi de superviser le déroulement de l'enquête.

Sans aucun doute, les « aspects yougoslaves » de l'affaire avaient une importance particulière. D'où le rôle réservé par les organisateurs « diaboliques du montage » du procès à Lazare Brankov, chef de la mission militaire yougoslave à Budapest puis chargé d'affaires de la représentation diplomatique. En effet, au moment de la rupture entre Moscou et Belgrade, Brankov démissionne de son poste et choisit le camp soviétique. Parti à Moscou pour y rassembler des Yougoslaves kominformistes, au lieu d'être présenté à Molotov comme il s'y attendait, l'expatrié se retrouve en état d'arrestation pour devenir, contraint et forcé, le principal témoin à charge dans l'affaire Rajk. C'est lui qui, dans la logique des Soviétiques, devait établir par ses aveux les liens existant entre les différents accusés hongrois et Tito. Le diplomate yougoslave se faisait piéger par ses deux interrogateurs, Viktor Semionovits Abakoumov, ministre de la sécurité d'Etat (exécuté en 1954...) et le général Fiodor Belkin, chargé de la mise en scène du procès de Budapest.

## Réhabilitations

Lazare Brankov s'est comporté au procès conformément au scénario mais sans éviter pour autant — contrairement aux promesses concernant sa discrète libération — d'être condamné à perpétuité.

Il quitte la prison de Budapest en avril 1956. Quelques jours plus tôt, le 27 mars

(nous sommes au lendemain du 20<sup>e</sup> congrès du PC soviétique et du discours antistalinien de Nikita Khrouchtchev), Matyas Rakosi annonce avec cynisme la « réhabilitation de Laszlo Rajk et de quelques autres victimes de l'agent impérialiste Beria et de ses acolytes hongrois dirigés par Gabor Peter, aujourd'hui démasqués ». Un jeune écrivain hongrois qualifié aussitôt Rakosi, en public, de « Judas aux mains couvertes du sang de Rajk ». Le secrétaire général s'accroche pourtant au pouvoir et restera encore pendant plusieurs mois en place.

Le 20 juin de la même année, une femme dont les cheveux argentés et les rides profondes témoignaient des souffrances qu'elle a endurées monte à la tribune au cours d'une réunion du parti. Dans un discours passionné, Julia Rajk demande vengeance pour son mari et réclame « l'élimination des assassins qui sont à la tête du PC ». On apprend aussi qu'elle avait été arrêtée le même jour que son époux. Bien que détenus tous les deux dans la même prison, elle ne devait plus jamais le revoir. Mais le 15 octobre 1949, elle avait pu entendre de sa cellule tous les bruits horribles de la pendaison.

6 octobre 1956. Toutes les rues de Budapest arborent des drapeaux ornés d'un crêpe noir : des centaines de milliers d'hommes se dirigent vers le cimetière central pour rendre un dernier hommage à Laszlo Rajk et à ses camarades, héros de la classe ouvrière assassinés, et solennellement réhabilités. Au premier rang, face aux cercueils : un homme monastiqué à lunettes, porteur d'un parapluie. Il s'appelle Imre Nagy. Ecarté du pouvoir, son retour est souhaité par l'immense majorité du peuple. Près de lui, Julia Rajk entourée avec tendresse son petit garçon Laci, arraché en 1949 du foyer familial et placé par l'AVH, sous un faux nom, dans un orphelinat.

16 juin 1989 : Laszlo Rajk fils, architecte, l'un des chefs de file de l'opposition démocratique hongroise, est à Budapest parmi les organisateurs des obsèques grandioses d'Imre Nagy. Chef du gouvernement pendant la révolution de 1956, condamné à mort à l'issue d'un simulacre de procès, exécuté en 1958, Nagy est réhabilité treize ans plus tard, au moment où Janos Kadar, numéro un du parti jusqu'en mai 1988, agonise sur son lit d'hôpital.

Aujourd'hui, la plupart des acteurs et témoins de l'affaire Rajk ont disparu. Parmi les rares survivants, un certain Lazare Brankov. Cet aimable retraité aux cheveux blancs habite depuis de longues années une petite villa de la proche banlieue parisienne où il est connu comme étant un passionné d'échecs.

THOMAS SCHREIBER

## "GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

en direct sur

PIERRE  
BEREGOVVOYanimé par  
Olivier MAZEROLLEavec Paul FABRA  
et Jan KRAUZE (Le Monde)  
Jean-Yves HOLLINGER  
et Dominique PENNEQUIN (RTL)

RTL

سكرا من الامم



# ÉTRANGER

URSS

## Moscou dénonce la volonté d'indépendance du PC lituanien

L'agence Tass a vivement réagi, vendredi 22 septembre, au projet de « programme du Parti communiste lituanien », programme distinct de celui du PCUS.

L'agence souligne que le statut du Parti communiste soviétique est « valable sur tout le territoire soviétique ». Elle qualifie donc de « peu ordinaire le fait que le parti lituanien ait décidé d'élaborer son propre programme ». « D'autant plus, rappelle Tass, que le principe fondamental de ce programme contient l'idée de fédéralisation du PCUS, condamnée par Mikhaïl Gorbatchev » devant le comité central du PCUS qui s'est achevé mercredi.

Le Parlement lituanien a, d'autre part, approuvé vendredi un projet de loi soviétique sur « l'autonomie économique de la Lituanie, de l'Estonie et de la Let-

tonie » prévoyant notamment des politiques financières indépendantes.

Ce projet de loi doit être soumis au Parlement des trois Républiques, au Soviet suprême de l'URSS, qui avait donné en juillet dernier son feu vert à l'instauration de cette autonomie à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain.

M. Iouri Maslounkov, promu mercredi au bureau politique du PCUS, avait déclaré la veille devant le comité central du PCUS qu'il était opposé à l'adoption de tels plans d'autonomie économique des Républiques baltes.

**M. Ligatchev**  
contre « la voie capitaliste »

Par ailleurs, la presse soviétique a publié vendredi l'intervention de M. Egor Ligatchev devant le comité central. Pour le chef de file

des conservateurs, le « principal danger » pour la perestroïka réside du côté des nationalistes et des partisans de la « voie capitaliste » et non pas du côté des « conservateurs ».

« C'est précisément du côté de ceux qui nous poussent vers la voie capitaliste, qui voudraient démolir notre union, du côté des nationalistes et de ceux qui jouent avec eux aux « jeux démocratiques » que réside le principal danger pour la perestroïka. Et non pas [du côté] de ceux auxquels ils accolent l'étiquette de « conservateurs » pour leur foi dans le socialisme... Il serait temps de ne pas les mettre dans le même panier », a notamment déclaré l'ex-numéro deux du parti.

« Si nous favorisons les nationalistes, les séparatistes, les colonialistes, et ils ont déjà beaucoup prospéré, la perestroïka sans aucun doute tombera », a encore affirmé M. Ligatchev. — (AFP.)

## M. Marchais assure M. Gorbatchev du « soutien inébranlable » du PCF

M. Marchais aurait-il amorcé un nouveau virage ? Après avoir montré, jusqu'à présent, à peu près autant d'enthousiasme pour la perestroïka que les dirigeants est-allemands, il vient en effet, « au nom des communistes français », d'assurer M. Gorbatchev de son « soutien solide et inébranlable pour la perestroïka révolutionnaire ».

MOSCOU

de notre correspondant

« Le Parti communiste français est intéressé au succès de la perestroïka » car il « œuvre en faveur d'un socialisme aux couleurs de la France (...) », a affirmé M. Marchais, selon l'agence Tass, vendredi 22 septembre, au cours d'un entretien au Kremlin avec le secrétaire général soviétique. Ce n'est évidemment pas là la même musique que l'année dernière encore, lorsque

M. Marchais se déclarait, au congrès du parti portugais, du nouveau cours soviétique, ou que l'Humanité envoyait à Moscou un second correspondant pour faire contre-poids aux évidentes sympathies gorbatchévienne du premier.

On en a-t-on pas, pour autant, pas encore eu tout cas, à l'union et la dédicace de Tass (il n'y a ni con- séquences ni déclarations communes) laisse parfaitement voir tout ce qui fait discussion entre les deux hommes.

Alors que l'agence officielle soviétique s'emploie d'ordinaire à gonfler tous les angles, on entend, en effet, presque à la fois l'entente qui s'amorce d'un côté lorsque M. Gorbatchev déclare que « le trait distinctif de la perestroïka tient au fait qu'elle ne détruit pas la base jétée par (...) la révolution d'Octobre 1917 ».

C'est un peu comme si le pape expliquait à Mgr Lefebvre, que, mais il n'a pas remis le Credo, et le secrétaire général soviétique

pourrait en définissant cette perestroïka comme « le renouveau de tout ce qui est de valeur dans le vaste potentiel hérité de cette révolution ».

« Nous sommes ouverts, dit-il encore, à l'assimilation des réalisations des autres systèmes sociaux — mais uniquement dans le but de faire plus pleinement éclorre les potentialités du socialisme. » (...) Tass n'indique pas si M. Marchais a compris la nuance, mais on pouvait lire mercredi matin dans l'entretien qu'il a accordée à la Pravda, une tout autre définition de l'entreprise gorbatchévienne : « Aujourd'hui, expliquait-il, le peuple soviétique a entrepris de liquider définitivement [les] tares du passé capitaliste et même pré-capitaliste qui se sont maintenues, y compris dans la société socialiste. (...) »

Hormis M. Ligatchev, on aurait plutôt tendance à considérer aujourd'hui à Moscou que si la révolution ne s'était pas tant acharnée à détruire le marché et l'esprit d'entreprise, l'URSS ne serait pas soixante-dix ans plus tard dans un tel état.

Rien d'étonnant donc à ce que les deux hommes aient souligné « l'importance du travail théorique des communistes, y compris commun, pour comprendre le présent et le passé et tirer les leçons des diverses expériences des révolutions, du mouvement ouvrier et de la société socialiste ».

« La sous-estimation des changements... »

Et si tôt fait ce constat, on est passé à un « large échange de vues », c'est-à-dire à une discussion serrée, sur « le contenu des valeurs humaines communes », de ces valeurs (la paix, la défense de l'environnement, la morale, le respect de la vie, etc.) qui doivent, selon M. Gorbatchev, primer sur les valeurs dites « de classe ». Si l'on traduit la langue de bois, cela veut dire que la fin ne doit plus

justifier les moyens et que si le socialisme est fait pour l'homme, cela signifie que l'homme est plus important que la révolution.

C'est sans doute là, sur le fond, le changement le plus radical apporté par M. Gorbatchev à la vision communiste du monde et Tass rapporte qu'il « a été noté que l'incompréhension de certains partis concernant la nouvelle pensée est apparemment liée à la sous-estimation des changements radicaux qui sont apparus dans le développement de la civilisation ». Est-ce à dire que le PCF compte parmi ces partis ?

Ce n'est pas précisé, mais la dépêche officielle soviétique se poursuit ainsi : « Marchais a souligné que les valeurs humaines communes comprennent la justice et la liberté. Il est donc encore plus important que le socialisme proclame son adhésion à ces valeurs et comprenne leur primauté, a dit Gorbatchev [puisqu'il] prend ainsi un nouveau visage et devient associé au désarmement (...), aux droits de l'homme, à la protection de l'environnement, à l'indépendance nationale, à l'effort pour éliminer la pauvreté dans le monde. »

Par instants, on croirait entendre la perestroïka expliquée aux enfants et après qu'une « grande attention » eut été consacrée aux relations internationales, et notamment au processus d'intégration européenne, « une complète identité de vues (...) s'est manifestée ».

Complète ? « Je ne dirais pas, déclarait vendredi, à l'issue de cette rencontre, M. Gorbatchev aux micros de France-Inter et TF1, que nos positions sont identiques mais elles sont très proches, et chaque fois que je rencontre le camarade Marchais nous avons quatre ou cinq heures de discussions et d'explications ». Cela se dit, dans le primaire : il comprend vite, mais il faut lui expliquer longtemps.

BERNARD GUETTA

HONGRIE

## Le gouvernement va indemniser les victimes du stalinisme et de l'insurrection de 1956

Budapest (AFP). — Les victimes de l'insurrection d'octobre 1956 et celles du régime de Matyas Rakosi, chef du PC hongrois de 1949 à 1956, vont toucher des indemnités financières, a annoncé vendredi 22 septembre, le porte-parole du gouvernement hongrois.

Au total, a précisé le porte-parole, 55 000 personnes ont été internées et 43 000 déportées sous le régime stalinien de Rakosi ; 17 000 anciens internés ou déportés sont toujours en vie. Ils recevront à partir du 1<sup>er</sup> novembre une indemnité mensuelle de 500 forints (850 dollars) qui s'ajoutera à leur retraite. De leur côté, les personnes emprisonnées après l'échec de

l'insurrection de 1956 toucheront un supplément de retraite dès le 1<sup>er</sup> octobre.

Parmi les autres décisions prises par le gouvernement, le porte-parole a annoncé la révision du procès du cardinal Mindszenty, ancien primat de l'Eglise hongroise, emprisonné de 1949 à 1956. Mgr Mindszenty, a estimé le gouvernement, avait été soumis « à des tortures physiques et psychiques ».

« Les dirigeants politiques de l'époque ont manipulé les procès [staliniens] et personnellement donné des instructions aux membres de la cour. »

Mgr Mindszenty avait été libéré de prison en 1956 par des partici-

pants à l'insurrection. Après l'écrasement du soulèvement hongrois, les chars soviétiques, il s'était réfugié à l'ambassade des Etats-Unis à Budapest, où il était resté quinze ans.

A la suite de longues négociations entre le Saint-Siège et le gouvernement hongrois, le cardinal devait quitter son pays en 1971 pour Vienne, où il est mort (et a été enterré) en 1975.

Enfin, le gouvernement hongrois a décidé de débarrasser les bâtiments publics de l'étoile rouge. L'emblème de communisme sera remplacé par les armoiries Kossuth, emblème rouge-blanc-vert du soulèvement hongrois de 1848.

GRANDE-BRETAGNE : dix morts, vingt-deux blessés

## L'IRA a revendiqué l'attentat contre une caserne dans le Kent

L'Armée républicaine irlandaise (IRA) a revendiqué l'attentat à la bombe qui a dévasté, vendredi 22 septembre, l'école de la fanfare des Royal Marines, à Deal, dans le Kent, dans le sud-est de l'Angleterre, tuant dix personnes et en blessant vingt-deux autres. Il s'agit de l'attentat le plus meurtrier commis par l'IRA en Angleterre contre des militaires.

DEAL (KENT)

de notre envoyé spécial

Une grue est dressée à côté de ce qui était le foyer des élèves de l'école de musique des Royal Marines (fusiliers marins), tout près du bord de mer, dans cette petite ville tranquille peuplée de retraités à proximité de Douvres, dans le sud de l'Angleterre. Le bâtiment de trois étages est entièrement effondré. La grue a servi à soulever les dalles de béton du toit, mais l'essentiel du travail de déblaiement a été accompli à la main pour dégager aussi doucement que possible les élèves musiciens pris sous les décombres.

Il venait de défilé en musique dans les rues de la ville comme chaque matin lorsque le temps le permit et se reposait dans le foyer lorsqu'une bombe de forte puissance a explosé, vendredi 22 septembre, peu avant 8 h 30. Dix morts (neuf fusiliers marins et un civil) ont été retirés de l'amoncellement de béton et de briques. Vingt-deux blessés, dont huit dans un état grave, ont été hospitalisés. Presque tous avaient autour de vingt ans.

L'IRA a revendiqué vendredi après-midi cet attentat, le plus meurtrier que l'organisation républicaine irlandaise ait jamais commis en Angleterre même. Les services de sécurité redoutaient depuis plusieurs mois que l'IRA ne veuille frapper un grand coup pour célébrer à sa manière le vingtième anniversaire du déclin des

troupes britanniques en Irlande du Nord, qui avait commencé le 15 août 1969. On a un peu oublié depuis leur entrée dans Belfast que les soldats avaient été envoyés en Ulster pour séparer catholiques et protestants, et qu'ils avaient été alors plutôt bien accueillis par les premiers.

L'IRA a choisi une cible facile puisqu'elle s'en est prise à du personnel non combattant, dans une caserne mal gardée d'une petite ville paisible. Mais aux yeux de l'organisation républicaine, seul le symbole compte puisque la fanfare des Royal Marines servait régulièrement en Irlande du Nord.

Les normes de sécurité en vigueur dans la caserne de Deal, où ne sont stationnés que 250 élèves, très jeunes et inexpérimentés, ont d'ailleurs immédiatement suscité une polémique. La caserne n'était plus protégée, depuis janvier 1988, que par une firme de gardiennage privée, Reliance Security, dont les employés ne sont pas armés, et qui surveille de la même façon une trentaine de bases militaires en Grande-Bretagne. Ce système est jugé moins coûteux, pour les installations sans importance stratégique, que le recours aux sentinelles classiques. L'armée britannique est une armée de métier, qu'il faut payer en conséquence.

« Economies de bouts de chandelle »

La caserne de Deal est composée de trois îlots, imbriqués dans la ville et traversés par des rues ouvertes au public. Le foyer jouxte une série de petits potagers dont il n'était séparé que par un mur sur lequel les enfants du voisinage grimpaient sans difficulté pour assister aux répétitions de la fanfare. Seule l'entrée principale était surveillée en permanence par l'agence de gardiennage. Le porte-parole du Parti travailliste pour les questions de défense, M. Martin O'Neill, a vivement critiqué vendredi ces « économies de bouts de chandelle » et réclamé que les

bases militaires soient à nouveau gardées par des « soldats en uniformes et bien entraînés ».

L'IRA avait pour la première fois attaqué l'armée britannique en Angleterre même en février 1972, faisant exploser une bombe lorsque le rassemblement des officiers de la base d'Aldershot, à 80 km au sud-ouest de Londres et tuant sept personnes. Les attentats se sont à nouveau multipliés depuis deux ans en Angleterre et sur le continent. Trois attentats ont eu lieu cette année en RFA, le dernier provoquant, le 8 septembre, la mort de l'épouse allemande d'un soldat britannique, près de Dortmund.

Les services de sécurité sont persuadés que des unités dormantes de l'IRA sont installées en permanence sur le continent. Leur chef, dont l'identité leur serait connue, serait âgé de trente-neuf ans et résiderait depuis dix ans dans le sud de la République d'Irlande. L'attentat de Deal pourrait avoir été commis par une de ces unités, qui aurait profité de la proximité de Douvres pour regagner aussitôt le continent.

L'IRA ne s'est pas expliquée sur cette recrudescence de ses activités hors d'Irlande du Nord. Ce type d'attentat est peut-être plus facile à exécuter : les unités dormantes seraient composées d'Irlandais originaires de République d'Irlande, qui n'ont jamais été inquiétés, et sont donc moins aisément repérables que ceux qui viennent d'Ulster et ont déjà eu maille à partir avec les services de sécurité.

La reine s'est déclarée « profondément choquée ». M<sup>me</sup> Thatcher, qui a été informée de l'événement dans l'avion entre Tokyo et Moscou, a fait part de sa « grande tristesse ». M. Tom King, le ministre de la Défense, a visité vendredi après-midi le site de l'explosion. « Ceux qui commettent ces crimes, comme les parrains qui les envoient, savent que ceux-ci ne serviront à rien. Ces actes ne sapent pas le moral des soldats, que ce soit en Grande-Bretagne, en Irlande du Nord ou en RFA », a-t-il déclaré.

DOMINIQUE DHOMBRES

ESPAGNE

## La lettre piégée de Renteria pourrait avoir été envoyée par l'ETA militaire

MADRID

de notre correspondant

Qui a envoyé la lettre piégée destinée au militant de la coalition Herri Batasuna (proche de l'ETA militaire) Iñaki Salazar, et qui a coûté la vie, mercredi 20 septembre, à Renteria, au jeune facteur qui la transportait (le Monde du 22 septembre). Le mystère s'épaissit quant aux circonstances exactes de cet attentat, qui est en train de mettre à nouveau le feu aux poudres au Pays basque.

Pour les « bases » de Herri Batasuna, la cause est apparemment entendue : on aurait affaire à un « terrorisme d'Etat » visant un sympathisant déclaré de la coalition, déjà arrêté à plusieurs reprises pour son activisme politique. Deux dirigeants de cette formation avaient d'ailleurs organisé, juste après l'attentat, une conférence de presse en présence de Salazar lui-même, lors de laquelle il avait mis directement en cause le gouvernement. Jeudi soir, les funérailles du facteur, à Renteria, ont donné lieu à de vifs affrontements avec les nationalistes radicaux. De nouveaux incidents se sont produits vendredi dans la ville.

Mais dans les milieux de la lutte antiterroriste à Madrid, c'est une tout autre hypothèse qu'on développe, après divers recoupements, avec de plus en plus d'insistance. On considère que l'attentat est l'œuvre de l'ETA militaire qui soupçonnait Iñaki Salazar (à tort ou à raison, il est difficile de le savoir) d'être un indicateur de la police et d'avoir plus particulièrement fourni les informations ayant permis, il y a une semaine, le démantèlement du commando Araba et de ses collaborateurs, l'un des coups les plus sérieux récemment portés à l'ETA. Il est vrai que c'est la flature du camionneur le transportant qui avait permis à la police de remonter jusqu'au commando. Or Iñaki Salazar appartenait, lui aussi, au monde des transports routiers, un monde au sein duquel beaucoup se connaissent, ce qui n'a pu que renforcer les soupçons de l'ETA.

Iñaki Salazar avait une autre raison de susciter la méfiance des plus « durs » de l'ETA. Il était lié au secteur modéré de Herri Batasuna, l'un de ses dirigeants les plus clivoyants, et c'est précisément fait l'apôtre, à plusieurs reprises, d'un honorable « adieu aux armes » des séparatistes. Il y a quelques semaines déjà, une autre lettre piégée, détectée à temps celle-là, avait été adressée à un homme d'affaires et responsable d'un club de football de Saint-Sébastien, Joaquim Aperribay. C'était curieusement, lui aussi, un ami d'Enxola.

THIERRY MALINIAC

□ Rencontre entre M<sup>me</sup> Thatcher et M. Gorbatchev. — Le premier ministre britannique, M<sup>me</sup> Thatcher, est arrivé vendredi 22 septembre à Moscou, après une visite de quatre jours au Japon, et devait rencontrer M. Mikhaïl Gorbatchev samedi.

Selon l'agence Tass, les discussions entre les deux dirigeants devaient porter sur le désarmement, les relations Est-Ouest, les relations bilatérales, et la sécurité en Europe.

« Même si les points de vue des deux pays ne coïncident pas toujours, les rencontres entre leurs dirigeants ont donné une impulsion supplémentaire à la recherche de compromis et de points de convergence », a écrit l'agence officielle. — (AFP.)

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET L'ÉCONOMIE  
Décollage ou catastrophe ? François Hinciner  
LE SYSTÈME FINANCIER FRANÇAIS  
Crises et mutations. Jean-Pierre Faugère/Colette Voisin  
CRISES D'HIER, CRISE D'AUJOURD'HUI  
1873... 1929... 1973... Bruno Marcialle/Jacques Taïeb  
LA PROTECTION SOCIALE  
Les enjeux de la solidarité. Dominique Lamio/Pierre-Jean Lancy  
A paraître : ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ BRÉSILIENNE  
Croissance ou développement ? Eric Tüchsen

Une fois refermés,  
vous comprendrez combien ils sont ouverts.

NATHAN



## PROCHE-ORIENT

La visite de l'émir du Koweït à Paris

## Un contrat de quinze Mirage-2000 est en discussion

L'émir du Koweït, le cheikh Jaber Al Ahmed Al Sabah, séjournera à Paris, lundi 25 et mardi 26 septembre. Il sera des entretiens avec MM. François Mitterrand et Michel Rocard, ainsi qu'avec plusieurs membres du gouvernement, parmi lesquels le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement. Il y a un an, presque jour pour jour, l'émir du Koweït avait déjà séjourné à Paris, et M. Chevènement s'était rendu dans son pays, au début de septembre 1988.

Après le dernier Salon aéronautique du Bourget, qui a permis à la France de régler son contentieux avec Abou-Dhabi sur la livraison de trente-six avions de combat Mirage-2000 (*le Monde* du 10 juin), les discussions momentanément interrompues avec l'émirat du Koweït ont repris sur l'achat éventuel d'un escadron d'une quinzaine d'appareils de ce modèle (*le Monde* des 30 août et 6 décembre 1988).

Ce dossier pourrait être l'un des principaux sujets débattus lors de cette nouvelle visite à Paris du cheikh Sabah, avec d'autres dossiers relatifs aux échanges culturels entre l'émirat et la France. En effet, le président-directeur général du groupe Dassault, M. Serge Dassault, a lui-même séjourné, à deux reprises, en août dernier et à la mi-

septembre, au Koweït pour relancer les discussions. Il ne semble pas cependant que l'on doive s'attendre à la signature officielle d'un quelconque contrat sur l'acquisition d'une quinzaine de Mirage-2000.

Entre 1984 et 1986, le Koweït a commandé à la France quarante-deux Mirage F-1 de défense aérienne et d'entraînement, dont une demi-douzaine ne sont plus en service. Un temps, l'armée de l'air du Koweït a songé à demander au groupe français de moderniser sa flotte. Puis elle a choisi de mettre en concurrence Dassault (avec son Mirage-2000) et les États-Unis (avec le F-18). En août 1988, le Koweït a donné sa préférence à l'achat de quarante F-18, qui remplaceront des avions américains anciens du modèle Skyhawk A-4.

Les difficultés de Dassault avec l'émirat d'Abou-Dhabi ont, un moment, incité le Koweït à attendre le règlement de ce contentieux avant de reprendre ses discussions avec les Français : une commande de Mirage-2000 lui permettrait de compléter sa flotte en diversifiant ses sources d'approvisionnement. En juin dernier, le différend technico-financier avec Abou-Dhabi a trouvé une solution avec la livraison, avant la fin de cette année, des trente-six Mirage-2000 à cet émirat du Golfe. Depuis, les discussions avec le Koweït ont repris. Il s'agit d'un contrat qui vise à constituer un escadron d'une quinzaine de Mirage-2000 dans leur version dite de défense aérienne.

ISRAËL : M. Alain Decaux à Jérusalem

## La pratique du français est en déclin

Quatre journées de visite officielle en Israël, du mardi 19 au vendredi 22 septembre, auront permis à M. Alain Decaux, ministre chargé de la francophonie, de dresser un constat réaliste : la pratique du français est ici affaire de génération, presque une histoire de famille et aussi celle d'un déclin.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Dans la principale communauté francophone d'Israël, les juifs d'Afrique du Nord venus s'installer en Israël au cours des années 50, si grande-parents et parents parlent encore le français, ce n'est plus, ou presque plus, le cas des enfants. « La francophonie se perpétue difficilement, c'est le prix de l'intégration », dit un spécialiste. Les générations nouvelles parlent d'abord hébreu.

À l'école, l'anglais est très tôt la première langue étrangère obligatoire ; l'arabe ou le français ne sont proposés qu'en seconde option. Le directeur de l'Institut français de Tel-Aviv, M. Jean-Luc Gavat,

estime que quelque 45 000 jeunes israéliens étudient le français à l'école, soit 3 % environ de la population scolaire — mais toutes les grandes universités israéliennes ont un département de français. Au total, les optimistes parlent d'une communauté francophone israélienne de 500 000 personnes et les plus réalistes avancent une estimation de l'ordre de 300 000 personnes.

Mais le ministre chargé de la francophonie, qui est tout le contraire d'un esprit chagrin, aura trouvé plusieurs motifs de satisfaction dans un pays qui compte encore nombre d'intellectuels et d'universitaires francophones et pas moins de quatre instituts culturels français : à Tel-Aviv, Haïfa, Beer-Sheva et Nazareth. Sans parler de l'Alliance française à Jérusalem et d'une présence culturelle française appréciée dans la partie arabe de la ville sainte comme dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza.

Il n'y a pratiquement pas de presse écrite francophone en Israël, mais la radio diffuse quotidiennement trois bulletins d'informations et un magazine en français. Enfin, si dans une classe politique obnubilée par l'opinion publique et les médias américains, l'anglais fait partie du bagage obligatoire, il reste quelques francophones, à commencer par l'actuel premier ministre, M. Itzhak Shamir, avec lequel M. Decaux a pu s'entretenir longuement et sans interprète.

ALAIN FRACHON

## BIBLIOGRAPHIE

Rédaction des « Cent Portes du Proche-Orient », d'Alain Gresh et Dominique Vidal

S'il est un endroit « remuant » au monde, c'est incontestablement le Proche-Orient. Cette caractéristique d'une région constamment bouleversée par les conflits a amené Alain Gresh et Dominique Vidal, chercheurs mais aussi journalistes, à enrichir leur ouvrage les Cent Portes du Proche-Orient, paru en 1986 le Monde du 15 mai 1986), d'une nouvelle édition vient de paraître.

Les auteurs ne se sont pas contentés de compléter ce « dictionnaire » en fonction de l'évolution de l'actualité (soulèvement palestinien dans les territoires occupés, Liban, guerre du Golfe...), mais en ont étendu le champ, y ajoutant une douzaine de « mots » consacrés à des sujets que la première édition ne traitait pas en tant que tels. Mais, sur le fond, soulignent Alain Gresh et Dominique Vidal dans leur introduction, la démarche qui les guidait à l'origine n'a pas changé : « désenchevêtrer l'enchevêtrement, proche-oriental, décoder ses codes, démythifier les mythes ».

► Les Cent Portes du Proche-Orient — Les dates, les chiffres, les noms, les faits. Éditions Autrement. 320 pages, 149 Francs.

(Publicité)  
Journées d'ouverture de la chaire d'éthique médicale juive « POUVOIR SUR LA VIE, POUVOIR SUR LA MORT »  
Mardi 26 septembre et mercredi 27 septembre 1989 à 20 h 30. Sous la présidence de M. René Samuel Sirat, grand rabbin et du docteur Bernard KANOVITCH, président du centre Rachi.  
Avec la participation de :  
Michèle BARZACH, ancien ministre de la santé ; Gilles BERGOU, rabbin ; Pierre DRAI, premier président de la Cour de cassation ; docteur Yves CHAQUAT ; Emmanuel RUSCH, docteur ; professeur Claude JASMIN ; professeur Emile PAPERNIK ; professeur Ady STIG.  
Centre Rachi-Cast, 30, bd de France 75005 Paris — Tél. : 43-31-54-41 — P.A.F.

## Le général Aoun a accepté sans réserves le plan de paix de la Ligue arabe

LIBAN

BEYROUTH

de notre correspondant

Le général Aoun a accepté le plan arabe en sept points de pacification du Liban : le « oui, mais... » que l'on escomptait de sa part s'est transformé en un surprenant « mais oui... » proclamé sans réserves et fondé, comme il s'en est expliqué dans un message à la nation, sur sa confiance dans ses interlocuteurs arabes. « Nous donnons une chance de paix », a-t-il dit, en soulignant que son objectif demeurerait « la libération de tout le Liban ». Le général Aoun a communiqué sa réponse vendredi après-midi 22 septembre au médiateur de la Ligue arabe, M. Lakhdar Brahimi, après avoir pris son temps pour consulter le ban et l'arrière-ban du pays chrétien et lui faire partager la responsabilité de la décision.

Point d'orgue de cette concertation tous azimuts : le général s'est rendu auprès du patriarche maronite, Mgr Sfeir, qui devait effectuer samedi une visite officielle en RFA et au Vatican. À l'issue de cet entretien, il a ajouté une petite phrase à son message officiel : « La garantie, c'est nous », a-t-il dit, répondant à une question concernant les assurances qui ont pu lui être données pour contrebalancer les termes d'un document arabe jugé généralement favorable à la Syrie. M. Brahimi, visiblement soulagé, s'est déclaré, pour sa part, satisfait de la réponse du général et a considéré son « oui » suffisamment franc, pour qu'il puisse commencer sur-le-champ à travailler à la mise en œuvre de la trêve et de la levée du blocus.

Le hasard du calendrier a voulu que cette décision cruciale coïncide avec le premier anniversaire de

l'accession au pouvoir dans le réduit chrétien du général Aoun, à la suite de la vacance de la présidence de la République le 23 septembre 1988.

## Plus de mille morts et cinq mille blessés

Le Liban est donc depuis un an sans président. La première moitié de cette année s'est déroulée sans problèmes majeurs, la seconde, depuis le début de la « guerre de libération », a été, avec plus de mille morts, cinq mille blessés et 1 milliard de dollars de dégâts, la période la plus dure des quinze années de la guerre qui ravage ce pays.

Est-ce à dire que la guerre du Liban est maintenant finie ou à, tout le moins, comme le souhaitent des membres du triumvirat arabe (Algérie, Maroc, Arabie saoudite) que leur plan en sept points annonce le commencement de la fin ? À Beyrouth, tout le monde l'espère mais personne ne s'aventure encore à y croire. Les premiers tests seront la mise à l'épreuve du cessez-le-feu et la levée du blocus, puis la convocation du Parlement, hors du Liban, dans une ville qui reste à déterminer le 30 septembre.

Finalement, le général Aoun a donc dû accepter un plan qui ne parle pas de la Syrie, comme si elle n'était pas partie prenante dans l'affaire, qui soumet (théoriquement) les carcasses d'armes destinées à l'armée libanaise aux mêmes mesures d'embargo et de contrôle que celles destinées à l'armée syrienne, et qui, en outre, prévoit le maintien de l'armée syrienne au Liban durant deux ans après un délai indéterminé, requis pour la mise en place des nouvelles

institutions, puis, leur repli sur une ligne laissant aux Syriens plus de la moitié du pays, durant une autre période indéfinie.

Pourtant, on souligne à Beyrouth que le camp chrétien a également marqué des points, qu'un ancien ministre chrétien décrit comme suit : « Le général Aoun et le réduit chrétien ont survécu à une formidable pression militaire. Ils ont suscité l'intérêt du monde entier et provoqué son intervention sous de multiples formes. Ils ont obtenu l'intervention du monde arabe au plus haut niveau et si le triumvirat a fini par se plier au schéma syrien, il n'en a pas moins conservé — quels que soient les délais — le principe du retrait de

l'armée syrienne dans un document signé par Damas ».

À Beyrouth-Ouest, le premier ministre en secteur musulman, M. Selim Hoss, a dit de son rival en secteur chrétien : « Le général Aoun a voulu être le héros de la guerre, il pourrait être le héros de la paix ». Est-ce l'esquisse d'une main tendue ? Et comment Damas va-t-elle gérer les retrouvailles inter-libanaises programmées par le triumvirat arabe au niveau parlementaire ? On ne peut oublier que le général Aoun a promis qu'il « briserait la tête » du président Assad et qu'il a traité son régime « d'alaouite ». Celui-ci l'oubliera-t-il au nom de la raison d'État ?

LUCIEN GEORGE.

Menaçant l'Arabie saoudite

## Le Hezbollah libanais promet de venger les seize chiites koweïtiens exécutés à La Mecque

L'Iran a « vigoureusement démenti » samedi 23 septembre toute implication dans les attentats à l'explosif lors du pèlerinage de juillet dernier à La Mecque et qualifié de « sans fondement les accusations portées à son encontre par Ryad ».

Dans une première réaction à la diffusion jeudi soir par la télévision saoudienne des « aveux » des chiites koweïtiens exécutés par Ryad mettant en cause l'ébran dans ces attentats, un porte-parole du ministère iranien des affaires étrangères a souligné que les autorités saoudiennes ont « orchestré cette campagne et ce spectacle télévisé pour faire plaisir aux Américains » et « aux forces réactionnaires » dans la région. Il a, par

ailleurs, appelé les musulmans à « briser le silence face à cette campagne saoudienne », affirmant que « si le monde musulman ne réagit pas devant cet acte des Saoudiens, le pèlerinage à La Mecque sera encore à l'avenir l'occasion d'actes de violence ».

Le Hezbollah libanais a déjà répondu à cet appel en amonçant dans un communiqué remis à une agence de presse occidentale à Beyrouth, qu'il vengerait les seize chiites koweïtiens décapités à La Mecque. D'autre part, son chef spirituel, le cheikh Fadallah, a prévenu l'Arabie saoudite qu'elle devait s'attendre au « chaos » à la suite de l'exécution des Koweïtiens. — (AFP, Reuters.)

## AMÉRIQUES

CANADA : les élections au Québec

## Les indécis, arbitres de la compétition entre libéraux et indépendantistes

Plus de quatre millions et demi d'électeurs québécois sont appelés, lundi 25 septembre, à renouveler l'Assemblée de la province francophone. Le grand nombre d'indécis, selon les derniers sondages, rend moins sûre que prévu l'issue de la compétition entre les libéraux — au pouvoir — et les indépendantistes.

MONTREAL

de notre correspondant

Les Québécois sont à ce point préoccupés par les problèmes d'environnement que leurs politiciens ont scrupuleusement veillé à leur offrir une campagne « propre ». Pas d'affiches collées d'un côté ou de l'autre de la route, pas de petites guerres entre militants, rares sont les placards qu'on a osé barbouiller.

« Les affiches polluent. Nos politiciens sur l'environnement ne seraient pas crédibles si nous n'avions pas choisi la sobriété », explique l'organisateur en chef de la campagne du Parti libéral du Québec, Les libéraux, revus au pouvoir en 1985, avec M. Robert Bourassa à leur tête, se sont offerts de grands panneaux en bois. Moins fortuné, le Parti québécois, dirigé depuis mars 1988 par M. Jacques Parizeau, n'a que de petites pancartes accrochées aux poteaux téléphoniques ou aux balcons des sympathisants. « Le tout, amovible, ne laissera aucune trace après les élections », font remarquer les responsables de cette formation.

Habités depuis des lustres à une identification par la couleur (le rouge pour le Parti libéral, le bleu pour le Parti québécois), les électeurs n'y voient cette fois plus clair. Les libéraux se sont visiblement appropriés le drapeau bleu fleurdelisé du Québec, emblème des grandes luites indépendantistes de la province, pour ne pas laisser subsister qu'une trace de rouge.

Ces subtilités graphiques n'ont rien d'innocent. M. Bourassa a été un fervent partisan du « non » au référendum de 1980 sur la « souveraineté-association » du

Québec avec le reste du Canada (option d'indépendance rejetée par 60 % de la population) et il se présente comme un « nationaliste convaincu » mais « raisonnable », soucieux de défendre l'identité du Québec dans le cadre de la confédération canadienne. N'a-t-il pas négocié en 1987 le statut de « société distincte » pour sa province dans l'accord visant à favoriser l'adhésion du Québec à la Constitution du Canada ?

Cet accord n'est certes pas ratifié. Les deux provinces anglophones qui s'y refusent obstinément ont même réussi à faire renouer un sentiment antiquité-cois dans le reste du Canada. Mais M. Bourassa a bon espoir qu'avec l'aide de son ami Brian Mulroney, premier ministre du Canada, tout rentrera dans l'ordre d'ici à l'échéance de juin 1990. Pour ce diplomate d'Oxford et de Harvard, plus le Québec sera économiquement fort, plus il lui sera facile d'imposer ses choix politiques au sein de la confédération. A coups de privatisations et de baisses des impôts, il s'est d'ailleurs employé depuis 1985 à relancer l'économie du Québec avec un certain succès — la conjoncture canadienne aidant — afin de rattraper le retard pris sur la riche province voisine de l'Ontario.

Pour M. Parizeau, en revanche, il est clair que le reste du Canada ne voudra jamais reconnaître les particularités culturelles, économiques et politiques de la seule province francophone du pays. A ses yeux, il est tout aussi évident que le Québec ne pourra jamais se développer harmonieusement s'il doit partager avec Ottawa une bonne partie de ses pouvoirs.

## Sept semaines d'anticampanie

Dès son arrivée à la tête du Parti québécois, l'indépendantiste « pur et dur » Jacques Parizeau, ancien ministre des finances de René Lévesque, a entrepris de relancer l'idée de la souveraineté du Québec en présentant un processus très progressif, aux contours mal définis. S'il est élu, il demandera à

Ottawa le « rapatriement de certains pouvoirs sur les dossiers les plus urgents » : la politique culturelle et linguistique, l'éducation, la politique familiale et la formation professionnelle. En cas de fin de non-recevoir, des référendums seront organisés successivement. « En bout de course », les Québécois seront appelés à se prononcer sur la constitution d'un Québec indépendant, quoique lié économiquement avec le reste du Canada, dont la monnaie serait conservée.

Ces deux grandes conceptions ont été exposées mais jamais débattues au fond : d'une part, les deux chefs de parti ne sont pas parvenus à s'entendre sur l'organisation d'un débat télévisé ; d'autre part, la campagne électorale a été tout entière dominée par des imprévus. Le voyage rocambolesque de tonnes de déchets toxiques (du pyralite envoyé en Angleterre puis retourné au Québec) et l'affaire de la contamination au plomb de dizaines de personnes résidant près d'une usine polluante ont remis l'environnement au premier plan de l'actualité. Les grèves, légales ou illégales, des trois cent mille employés des services publics et parapublics du Québec, désireux de profiter de l'enrichissement économique de la province après avoir dû consentir à des réductions de salaire en 1982, ont ensuite mis chacun des deux grands partis dans l'embarras.

À l'issue de ces sept semaines d'anticampanie, les Québécois sont d'autant plus déconcertés que

MM. Bourassa et Parizeau, tous deux économistes de formation, ont à quelques détails près, énoncé les mêmes priorités à court terme, la question de l'indépendance mise à part : mêmes moyens pour prévenir le déclin démographique qui s'annonce au tournant du siècle, même accent mis sur l'éducation et la formation pour réduire un chômage (8,9 %) devenu structurel, mêmes efforts en vue d'encourager la recherche. Le Parti québécois a en du mal à mettre en avant sa différence, conformément à son étiquette social-démocrate. Les derniers sondages ont montré que ce dernier avait combié une partie du retard qu'il avait début août, mais le Parti libéral le devance toujours de dix points dans les intentions de vote.

Parmi les dix-neuf autres petites formations en lice (toujours considérées à faire plus ou moins piètre figure en raison du système de scrutin minoritaire à un tour en vigueur), seul le Parti égalité (Égalité) pourrait vraiment brouiller les cartes dans les quelques circonscriptions où il présente des candidats. Le vote de la minorité anglophone de la province, mécontente de la loi sur l'unilinguisme français dans l'affichage commercial, que M. Bourassa a fait voter en décembre dernier, lui paraît presque acquis (*le Monde* daté 10-11 septembre).

Les sondages montrent que 22 % des Québécois sont encore indécis. Il pourraient tout changer.

MARTINE JACOT

36 15  
I M

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

سكنا من الامل



## AFRIQUE

### AFRIQUE DU SUD

#### Les syndicats noirs lancent une campagne de boycottage des commerces blancs

Les syndicats noirs ont déclenché, vendredi 22 septembre, dans toute l'Afrique du Sud, un boycottage des commerces blancs qui doit durer deux semaines et qui s'inscrit dans le cadre de la campagne de désobéissance civile déclenchée il y a sept semaines par le Mouvement démocratique de masse (MDM).

Ce boycottage a été décidé par les deux grandes confédérations syndicales du pays, le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU) et le Conseil national des syndicats (NACTU), deux organisations traditionnellement rivales et pour une fois unies.

Les consommateurs noirs sont invités à ne franchir le seuil d'aucun établissement commercial blanc et à éviter de faire leurs achats même dans les boutiques tenues par « des collaborateurs noirs ou indiens du régime ». Mais les promoteurs de cette campagne insistent sur son caractère pacifique et déconseillent « tout recours à la force » contre les récalcitrants.

#### « Promesses vides »

De son côté, le Congrès national africain (ANC) a vivement condamné, vendredi, le discours prononcé, mercredi, par le président Frederik de Klerk lors de la prestation de serment. Selon le communiqué de l'ANC, ce dis-

cours avait pour but de « gagner du temps ».

« Les promesses » du nouveau gouvernement sud-africain, sont « aussi vides qu'insolentes », affirme le principal mouvement nationaliste noir. « Cette attitude intransigente ne nous laisse pas d'autres options que l'escalade de notre offensive, y compris dans sa composante armée, pour renverser le régime de Pretoria », conclut-il.

M. De Klerk, ne dispose plus que d'un seul moyen de prouver la sincérité de ses intentions : entreprendre immédiatement la liquidation de l'apartheid, a indiqué, vendredi, dans un communiqué, le ministre soviétique des affaires étrangères. A son avis, l'Afrique du Sud se trouve à une « importante période de son développement. De la rapidité de Pretoria à passer des paroles aux actes dépendra pour beaucoup son avenir. » — (AFP).

■ Assassinat du père de Zola Budd. — La police recherche un ouvrier agricole après l'assassinat, vendredi 22 septembre, dans sa ferme près de Bloemfontein (province de l'Etat libre d'Orange), de Frank Budd, cinquante-six ans, le père de l'ancienne championne de cross-country Zola Budd. Grâce à la nationalité britannique de son père, celle-ci avait pu obtenir un passeport britannique en 1984, ce qui lui avait permis de courir pour la Grande-Bretagne aux Jeux olympiques de Los Angeles, remportant ainsi l'indépendance du pays de l'apartheid. — (AFP).

### A Porto-Novo (Bénin)

#### Une rencontre Afrique-Europe pour l'interdépendance et la solidarité

Organisée par l'Association mondiale de prospective sociale en coopération avec le Conseil de l'Europe et l'Organisation de l'unité africaine, une rencontre Afrique-Europe pour l'interdépendance et la solidarité vient d'avoir lieu à Porto-Novo, au Bénin. A l'issue de ses travaux, elle a adopté la déclaration de Porto-Novo, qui invite à « porter un nouveau regard sur l'Etat (...) à la détermination des voies qu'il s'agit de lui faire parcourir : corruption, bureaucratisme, népotisme, tribalisme, parasitisme, paternalisme ».

Ce document insiste sur le fait que « l'Etat n'est vraiment au service du peuple et de l'homme que s'il est en Etat de droit. L'Etat ne saurait être confisqué par quiconque. Qu'on en finisse, donc, au plus vite, avec le régime d'apartheid et avec les dictatures de tous genres qui prennent des peuples entiers en otage ».

Un forum public sur les droits de l'homme a été organisé à la faveur de cette rencontre. Selon un intervenant, « les droits de l'homme sont l'affaire de tous. Partout dans le monde, les gens se mobilisent pour reconquérir la liberté (...) ». Le courant doit également passer en Afrique non seulement dans les discours politiques, mais dans la vie quotidienne des peuples.

« Il faut commencer par se libérer de la peur, réveiller l'opinion publique et persévérer dans la pression en faveur du respect intégral des droits de l'homme », a, d'autre part, affirmé un orateur. « Les droits de l'homme ne relèvent plus du domaine réservé des Etats ni de celui des ingérences illégitimes. Au contraire, étant l'affaire de tous, ils doivent être au véritable devoir d'intervention. »

■ BURKINA-FASO : protestation contre les exécutions sommaires. — La Ligue burkinabè des droits de l'homme et des peuples a condamné, vendredi 22 septembre, « l'exécution sommaire » des auteurs présumés d'une tentative de coup d'Etat, « dont les preuves n'ont pas encore été rapportées ». Quatre hommes, dont les ministres de la Défense et de la Promotion économique, accusés d'avoir tenté d'assassiner le président Blaise Compaoré, avaient été passés par les armes peu après leur arrestation dans la nuit de lundi à mardi. La Ligue se déclare « profondément préoccupée » par les « violations quasi quotidiennes des droits de l'homme recensées sous le régime actuel ». — (AFP).

#### Nouvelle protestation chinoise contre la réunion de dissidents à Paris

L'ambassade de Chine à Paris a protesté, vendredi 22 septembre, contre la tenue dans la capitale française du congrès constitutif de la Fédération pour la démocratie en Chine (FDC). « La partie française a permis à Wu'er Kaizi (dirigeant étudiant contestataire) et consorts de constituer à Paris le Front pour la démocratie. Cela n'est pas conforme aux principes du droit international et, en même temps, est une violation de la loi française. (...) Cela constitue un acte d'intervention flagrante dans les affaires intérieures chinoises. La partie française (...) devra endosser l'entière responsabilité qui en découlera sur les relations sino-françaises. »

La porte-parole de l'ambassade a répété que les dissidents étaient des « criminels de droit commun » (qui) organisent un front dans le but de renverser le gouvernement

chinois. L'ambassade a également entrepris des démarches auprès des autorités françaises pour demander « fermement » qu'une « enquête sérieuse » soit menée après l'incident « criminel » qui a détruit, mercredi, la voiture de son attaché commercial.

Pendant ce temps, le congrès du FDC s'ouvrait à la Sorbonne en présence de nombreuses personnalités et de représentants de partis politiques français et étrangers, dont MM. André Glucksmann, Harlem Desir, Yves Montand, le professeur Milliez, un représentant de la Commission des droits de l'homme du Parlement européen. On notait aussi la participation d'un député du Kuomintang — au pouvoir à Taïwan — et d'un député de l'opposition taiwanaise, M. Kang Ning-hsiang. Les congressistes devaient terminer leurs travaux dimanche.

### Selon le premier ministre thaïlandais

#### Les quatre parties cambodgiennes vont reprendre des discussions

Les quatre factions cambodgiennes doivent tenir des « discussions non officielles dès que possible », sans doute à Djakarta, afin d'éviter une guerre civile, a déclaré, samedi 23 septembre, le premier ministre thaïlandais, M. Chatichai Choonhavan. Selon ce dernier, le chef du régime de Phnom-Penh, M. Hun Sen, et le prince Sihanouk se sont engagés à y participer.

L'annonce du premier ministre thaïlandais est l'aboutissement d'efforts pour éviter une escalade de la violence au Cambodge au moment où des troupes vietnamiennes achèvent de quitter offi-

ciellement le pays, qu'elles doivent avoir évacué le 26 septembre. En particulier, la situation est tendue dans l'ouest du Cambodge, dans la région de Pailin, encerclée par les forces khmères rouges. L'ambassadeur vietnamien à Phnom-Penh a reconnu que des ressortissants vietnamiens s'enfuyaient par crainte de représailles et a accusé les Khmers rouges d'en avoir assassiné « un petit nombre ». Il a aussi admis l'existence de divergences au sein du régime de Phnom-Penh, ajoutant qu'elles s'effaçaient devant le « danger » que font peser les mouvements de guérilla. — (AFP).

## DIPLOMATIE

#### Volte-face soviétique sur le désarmement

Suite de la première page

Mais, quelles que soient leurs raisons profondes — l'IDS leur paraît-elle moins menaçante maintenant que ses ailes ont été rogées par le Congrès américain, ou bien éprouvent-ils un désir irrépressible de faire aboutir la négociation START ? — les Soviétiques ont abandonné une position sur laquelle M. Gorbatchev s'est arrogé pendant des années.

En ce à dire, que les START, entamées sous l'administration Reagan, mais plus ou moins au point mort depuis, pourraient redémarrer sur les chapeaux de roue ? Un négociateur américain a rappelé que le texte en chantier comprenait quatre cent cinquante pages entrecroisées de « plusieurs centaines » de paragraphes qui marquaient les points de désaccord. Il y a donc du pain sur la planche, et pour longtemps. Mais la position américaine, qui est de donner désormais la priorité aux négociations sur les armes conventionnelles, pourrait devenir plus difficile à tenir.

Toujours à propos des START, le porte-parole soviétique a annoncé qu'un « accord-cadre portant sur les essais de procédure de vérification » devrait être conclu d'ici à la fin des entretiens. Il s'agit à l'origine d'une idée américaine exposée par M. Bush dans la lettre qu'il avait adressée à M. Gorbatchev en mai : la vérification constituant l'une des difficultés majeures sur la voie d'un accord, pourquoi ne pas « tester » des mesures de vérification avant même que cet accord ne soit signé ?

Les Soviétiques ont aussi annoncé ce qu'ils présentent comme une concession concernant les missiles de croisière lancés depuis des navires de surface ou des sous-marins (SLCN) : ils proposent un accord prévoyant une limitation du nombre de ces missiles soit conclu « en dehors » de l'accord START proprement dit, mais malgré tout « en fonction » avec cet accord. Les Américains considèrent que le fond du problème est ailleurs. Ils doutent qu'il soit possible de vérifier la présence de missiles de croisière à bord de navires et plus encore de distinguer entre missiles conventionnels et nucléaires sans compromettre gravement la mise de ces navires.

Une autre idée soviétique, concernant cette fois les armes conventionnelles, ne semble pas plus enthousiasmer les Américains.

L'URSS, qui refuse que ses avions de « défense » soient pris en compte dans les contingents soumis à réduction, propose des mesures permettant de vérifier le caractère clairement « défensif » des appareils en question.

Des progrès plus substantiels ont été réalisés concernant une affaire qui traîne depuis des années : la mise au point des protocoles de ratification des traités de 1974 et de 1976 portant sur la surveillance des essais nucléaires. Après s'être longtemps opposés à la méthode dite du cortex préconisée par les Américains, les Soviétiques ont fini par l'accepter, à condition que les parties aient le choix entre cette méthode et deux autres : une méthode dite sismique et celle de la vérification sur place. Devant cette manifestation de bonne volonté, les Américains ont cherché à leur tour à aménager leur position sur d'autres points de détail, et la mise au point définitive du traité de 1974 semble en bonne voie (l'essentiel ayant déjà été fait pour le traité de 1976).

Autant le bilan — provisoire — puisque la rencontre ne devait se

terminer que samedi soir — semble positif sur tout ce qui concerne le contrôle des armements, autant les résultats paraissent maigres, et même incertains, à propos des questions dites « régionales », tout particulièrement celles de l'Afghanistan et de l'Amérique centrale.

« Le ton a été positif, mais ce sont des questions difficiles », a fait valoir le porte-parole soviétique, tandis qu'un négociateur américain essayait de trouver des motifs d'encouragement dans le fait que les Soviétiques étaient disposés à « explorer des idées », en particulier à propos de l'Afghanistan. Mais le son de cloche soviétique a été assez différent. M. Chevardnadze aurait surtout reproché aux Américains de ne pas respecter l'accord conclu en avril 1985 à Genève et de livrer des armes à la résistance (Washington a toujours estimé que cet accord ne lui interdisait nullement de poursuivre ses livraisons d'armes, comme Moscou le fait à l'égard de ses protégés de Kaboul).

La discussion sur le Proche-Orient n'a apparemment pas apporté grand-chose non plus. Selon un responsable américain, les Soviétiques ont admis que des élections dans les territoires occupés « pourraient constituer un pas important ».

Comme d'habitude, il a été question des droits de l'homme, ce qui a

permis à M. Chevardnadze de souligner que les Soviétiques qui émettent à l'étranger y reçoivent un accueil et un traitement adéquats. Et aussi de s'étonner que les Américains s'obstinent à accorder le statut de « réfugié politique » aux juifs soviétiques qui quittent leur pays pour tout autre motif.

Enfin, tandis que les Américains présentaient une liste de quelques refusés (« deux ou trois », selon le porte-parole soviétique), leurs interlocuteurs sortaient de leur côté une liste de « quarante prisonniers politiques américains, certains condamnés à des peines extrêmement lourdes, par exemple soixante-dix ans de prison, pour avoir participé à une seule manifestation ». Malgré les demandes des journalistes américains vaguement goguenards, le porte-parole soviétique n'a pas fourni de noms.

Cette petite bouffée venue d'une autre époque n'a pas suffi à casser l'atmosphère. Au contraire, Américains et Soviétiques insistent tous sur le caractère sérieux et constructif des entretiens et sur la qualité des rapports personnels entre MM. Baker et Chevardnadze. Si le climat est excellent, le temps divin et le site splendide y sont peut-être pour quelque chose.

JAN KRAUZE

#### Des explosifs se seraient trouvés à bord du DC-10

Suite de la première page

Les corps des victimes seront transférés dans les prochains jours de N'Djamena (Tchad) à Paris, afin d'y être identifiés et autopsiés. Les services de la médecine légale devaient déterminer si les passagers ont inhalé ou non des gaz émanant d'un explosif. Deuxième sorte d'indices, les militaires français récupéreront et enverront à Paris les débris de l'appareil, qui peuvent conserver des traces d'explosif.

L'hebdomadaire l'Express (le Monde du 23 septembre) ayant affirmé, dans son dernier numéro, que les autorités françaises détenaient des indices laissant à penser qu'un attentat était en préparation et qu'un réseau chite libanais était en cours de reconstitution en Afrique, la présidence de la République a diffusé, le 22 septembre, un démenti à ce sujet. Après « une vérification méthodique », l'Ellysée affirme « qu'aucun de nos services, aucun de nos ministères n'a reçu de menaces ni d'informations sur des préparatifs d'attentats anti-français (...) ». Aucun service

« anti » n'a eu connaissance de tels préparatifs, ni ne nous a communiqué quoi que ce soit ».

Selon l'Agence France-Presse, les sources autorisées déclarent également que le consul français à Conakry (Guinée) ait été rapatrié pour avoir fourni des passeports à des chutes libanaises et que le chef-freux de l'ambassade de France à Libreville (Gabon) ait été arrêté pour avoir communiqué des renseignements à un réseau intégriste musulman.

A l'Ellysée, on précise que « les articles de presse semblent faire l'amalgame entre menaces et informations sur des préparatifs d'attentats avec une sorte de climat permanent d'agitation anti-française ou anti-américaine de chutes installées en Afrique et ailleurs. Ces chutes font des déclarations ou écrivent des articles, mais il ne faut pas confondre cette espèce de bruit de fond avec des menaces précises ».

Il va de soi, soulignent-on cependant à l'Ellysée, que si la thèse de l'attentat était confirmée, l'enquête

s'orienterait aussi vers les réseaux chittes.

Un porte-parole d'UTA a indiqué que les neuf passagers de l'avion disparu, embarqués à Brazzaville et descendus à N'Djamena, avaient été retrouvés par les enquêteurs, qui souhaitent vérifier qu'ils n'avaient laissé aucun bagage à bord de l'appareil continuant vers Paris. Les neuf passagers ont été mis hors de cause.

Bien que la journée du samedi 23 septembre ait été décrite « journée de deuil » par le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), le Syndicat national des officiers mécaniciens de l'aviation civile (SNOMAC) et le Syndicat national des personnels navigants commerciaux (SNPNC), les vols de la compagnie UTA ont été maintenus. Des retards et des reports de vol sont prévisibles (renseignements : (1) 47-76-95-75). Plusieurs services religieux à la mémoire des victimes du DC-10 ont été prévus. A l'initiative des syndicats, un office devait être célébré, samedi 23 septembre à 15 h 30, dans l'église de Roissy-Val-d'Orse. La compagnie UTA, elle, a demandé une cérémonie religieuse, le jeudi 28 septembre à 15 h, en l'église de la Madeleine.

PATRICE DE BEER  
► Une vie pour la Chine, de Jacques Guillelmoz  
Mémoires 1937-1989, 452 p., 135 F. Robert Laffont.

(1) Histoire du Parti communiste chinois, 1921-1949, 2 volumes, Fayot 1975 ; Le Parti communiste chinois au pouvoir, 1949-1979, 2 volumes, Fayot 1979.

## ASIE

### BIBLIOGRAPHIE

Une vie pour la Chine, de Jacques Guillelmoz

#### Les souvenirs d'un des derniers témoins d'un demi-siècle de bouleversements

Rien ne prédestinait ce jeune officier des tirailleurs sénégalais basé près de Perpignan à devenir le témoin de la sinologie contemporaine en France. C'est sans le moins enthousiasme que Jacques Guillelmoz reçut en 1937 l'ordre de rejoindre la mission militaire française à Pékin. Il allait rester en Chine six ans avant d'y retourner à deux reprises dans des périodes de grands bouleversements, avant de terminer sa carrière à l'Université. Les mémoires de l'un des derniers grands témoins de la Chine depuis plus d'un demi-siècle permettent de mieux comprendre les événements de ces derniers mois.

Le général Guillelmoz, l'auteur de la meilleure étude sur le PC chinois (1) et qui collabora occasionnellement au Monde, livre ses souvenirs sur une des périodes les plus mouvementées de l'histoire de Chine. Il venait d'arriver à Pékin quand éclata l'incident du pont Marco Polo, qui déclencha la guerre sino-japonaise. De son poste, il vit l'armée japonaise grignoter lentement la Chine du nord avant de profiter de la défaite de juin 1940 pour débarquer en Indochine. Rallié de cœur à la France libre dont il avait reconnu de son affection du bout du monde — qu'elle était plus digne de respect que Vichy, le voici qui part Chungking (on dirait aujourd'hui Chongqing), la capitale nationale, via le Tonkin et la Chine du sud.

Il y suivra les péripéties de la guerre, les bombardements japonais et les querelles byzantines de cette capitale en exil, l'impatience des Américains face à l'imprévisi-

ble généralissime Chiang Kai-shek, plus préoccupé de préparer la guerre de demain avec les communistes que de mener celle du jour contre les Japonais, mais aussi il y fera connaissance avec le communisme chinois en la personne de son représentant Chou En-lai (Zhou Enlai). Observateur perspicace du drame qui se joue, il se prend de passion pour ce pays, en côtoie les dirigeants, se forge un jugement qui peut paraître aventureux à ses contemporains mais qui se révélera correct.

Sur le terrain, dans la Chine en guerre, le général Guillelmoz confronte sa réflexion à la réalité quotidienne et aux hommes. Il apprend et comprend. Il juge aussi la corruption et l'inefficacité du Kuomintang, la naïveté d'Américains qui refusent de voir le communisme derrière le suave Chou ou le jovial Mao, et qui le paieront cher plus tard. Il entrevoit déjà ce qui se passera après la guerre, et il aura des mots très durs sur Chiang tout comme sur l'aveuglement de certains diplomates. Rentré en Europe en 1943, il est renvoyé deux ans plus tard à Chungking puis à Nankin, redevenue la capitale nationale. C'est ainsi qu'il assistera à la victoire de l'armée rouge et vivra les deux premières années de la Chine populaire dans un Nankin qui se vidait de ses diplomates et se coulait lentement dans le moule contraignant du nouveau régime.

### Eviter

#### Dien-Bien-Phu ?

Là aussi, ses prévisions s'avèrent exactes. Même s'il ne parvient pas à convaincre les généraux et un gouvernement français « aveugle, inerte et même imprévoyant » que la victoire du communisme chinois est inéluctable et qu'il vaut mieux négocier avec le Vietnam avant qu'il ne fasse sa jonction avec les armées de Mao. S'il avait été écouté, le désastre de Dien-Bien-Phu aurait pu être évité. Mais on ne refait pas l'histoire et le colonel devenu diplomate es-tratégies asiatiques jouera un rôle important à la conférence de Genève en 1954. Dix ans plus tard, la révolte en Chine ; d'abord dans la mission chargée d'avertir le vieux Chiang de la décision de de Gaulle de reconnaître Pékin, puis comme attaché militaire en Chine populaire.

L'ingratitude des bureaucrates étant bien connue, c'est avec le grade de général à titre temporaire qu'il est envoyé en Chine. Il y vivra les dernières années de tranquillité apparente avant l'explosion de la révolution culturelle. Mais cette fois le travail de sappe que Mao effectue pour se débarrasser de ses rivaux échappera à tous les observateurs et c'est au fond de la Mandchourie que Guillelmoz apprendra le déclenchement d'un mouvement qui, pour lui, n'aura été ni révolutionnaire, ni culturel, ni même prolétarien. La nouvelle Chine l'aura déçu avec son nivellement et sa grisaille, sa vieille culture brulée à l'encre de l'idéologie, tout comme il avait été déçu par celle du Kuomintang.

A Paris, de 1962 à 1964, puis après son retour de Chine, Jacques Guillelmoz a commencé une nouvelle carrière. La France l'honorait d'une sinologie traditionnelle, il voulait aussi lui donner les instruments pour connaître et comprendre la Chine d'aujourd'hui, « à la fois immobile et novatrice », sa politique et sa diplomatie, son commerce et sa pensée, à l'instar de ce qui se faisait ailleurs. Un des premiers, il avait réalisé qu'on ne pouvait traiter avec ce pays mal connu et imprévisible que sur la base de données solides, fruit d'une recherche sérieuse, sinon, on risquait de se bercer d'illusions ; une leçon qui demeure valable. Qu'il soit permis à l'un de ses anciens étudiants de témoigner du rôle irremplaçable qu'il a joué dans ce domaine, en dépit de moyens chichement comptés, et dont la recherche actuelle sur la Chine porte toujours la marque.

PATRICE DE BEER  
► Une vie pour la Chine, de Jacques Guillelmoz  
Mémoires 1937-1989, 452 p., 135 F. Robert Laffont.

(1) Histoire du Parti communiste chinois, 1921-1949, 2 volumes, Fayot 1975 ; Le Parti communiste chinois au pouvoir, 1949-1979, 2 volumes, Fayot 1979.







Une enquête confidentielle des services de Matignon

## Radioscopie consternante du ministère de la justice

Conscient des faiblesses de son administration, M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice, a demandé à la Mission relative à l'organisation des administrations centrales dépendant des services du premier ministre de réaliser une étude de son ministère et de faire des propositions pour moderniser et déconcentrer ses services. Signé du président de la MODAC, M. Francis de Baecque, conseiller d'Etat honoraire, le rapport présente un constat sévère sur une administration prestigieuse mais dotée de moyens faibles, cloisonnée en « citadelles » centralisées, repliée sur elle-même, incapable de communiquer...

Il n'est pas toujours plaisant de se voir dans le regard des autres. Les membres de la Mission relative à l'organisation des administrations centrales dépendant des services du premier ministre ont été, pour certains, profondément choqués — par le rapport sur « l'état de la justice », rédigé en 1988 par l'inspection des services judiciaires, où l'on dénonçait l'« inertie » des magistrats (le Monde du 6 juillet 1988). Le rapport de la MODAC, commandé au printemps dernier par M. Arpaillange et consacré à l'administration centrale, est de la même veine. Distribué à titre confidentiel, chapitre par chapitre, aux différents directions du ministère, pour éviter les fuites, il doit faire prochainement l'objet d'une discussion globale place Vendôme, où il suscite déjà bien des remous. Menée pendant trois mois, l'enquête dresse un portrait peu flatteur de l'administration de la justice, qui se reflète bien dans la mauvaise image que s'en fait l'opinion publique.

### « L'empêchement de tourner en rond »

Le ministère est « cloisonné », « très compartimenté », le cloisonnement est devenu « un mode de pensée et d'action » ; il est excessivement « centralisateur » et « asphyxié par des tâches de pure gestion classique et courante ». « La crise de la justice, dont on parle depuis si longtemps, résulte, en partie, d'un centralisme excessif. En effet, toute décision de justice qui pour problème sous la pression des médias fait que l'administration centrale se trouve directement impliquée, considérée comme responsable et cela, en contradiction totale avec le principe de l'indépendance judiciaire et de l'autonomie de décision ». Ministère de la loi, le ministère de la justice est peu à peu devenu

un ministère soumis à des exigences de gestion : qu'il s'agisse des conséquences de la prise en charge par l'Etat, depuis 1987, des tâches de fonctionnement et d'investissement des juridictions de l'ordre judiciaire, jusqu'à la ressource des collectivités locales ; de la mise en place et du suivi du programme de construction des nouvelles prisons ou, plus généralement, de la crise de la fonction publique, qui touche toutes les professions dépendant du ministère de la justice. Or, place Vendôme, on a du mal à s'adapter à cette évolution, souligne le rapport, d'autant que « l'histoire récente du ministère de la justice est le reflet d'une lutte pour le pouvoir ; une plus grande efficacité n'étant pas toujours à l'origine des réformes

de l'Ecole de la magistrature et non de leurs compétences. Ils ont été formés « en vue de rendre la justice », alors qu'on les utilise à des tâches de gestion. Les « vieux » MACJ s'accrochent à leurs bureaux et ne veulent pas céder la place. Les jeunes sont « désenchantés » et souhaitent rejoindre au plus vite « la vie plus active et plus responsable des juridictions », alors qu'on manque cruellement d'administrateurs civils, d'ingénieurs et de techniciens.

### Conservatisme, jalousies et corporatisme

Le ministère, « prestigieux par l'histoire », a des moyens « modestes », et l'on peut se demander « si les crédits permet-



entreprises et les dysfonctionnements pas seulement dus au système lui-même.

La chancellerie assume mal « son rôle de gardien des grands principes juridiques » et collabore mal avec les autres ministères dans l'élaboration des lois. Lorsqu'elle est saisie, elle passe pour l'« empêchement de tourner en rond », « acteur obscur et taillonneur d'une construction technique dont elle n'a pas les compétences ni la compréhension ».

Son personnel d'encadrement, presque exclusivement des magistrats (cela remonte à une loi de 1936), n'est pas à l'abri des critiques. Dans le jargon judiciaire, on les appelle des MACJ (magistrats de l'administration centrale de la justice). Ils sont affectés en fonction de leur classement à la sortie

des entreprises et les dysfonctionnements pas seulement dus au système lui-même. La Direction de l'administration générale et de l'équipement (DAGE), qui réunit les pouvoirs en matière de budget, d'équipements immobiliers et d'informatique, et patronne la recherche, est « rejetée » par les autres directions, qui se comportent, elles, en « citadelles autonomes, jalouses de leurs prérogatives, de leur histoire et de leurs champs de compétences ». Il n'y a pas, au ministère de la justice, d'inspection générale ; pas plus que de service de documentation, « paradoxe d'une administration si attachée à son passé, qui se contente de la mémoire humaine, de la tradition orale et entasse dans ses couloirs prestigieuses archives ». Au point que les membres de la mission, en quête d'informations, ont dû chercher, direction après direction, « l'agent le plus ancien, le plus documenté, pour apprendre à connaître le ministère ».

Place Vendôme, « la rétention d'informations, le travail solitaire sont, semble-t-il, la lot commun ». « Ce ministère est très souvent agressé par les événements et les médias ». Incapable de communiquer à l'extérieur, comme à l'intérieur, « il devrait enfin admettre que la transparence dans nos sociétés modernes devient une exigence de gouvernement ».

On aura beau modifier les structures — et la MODAC fait, en ce sens, un nombre impressionnant de propositions (voir encadré) — rien ne changera sans une profonde modification des mentalités, alors que se superposent « les oppositions de corps, fondées sur les conservatismes, les jalousies et les stratégies corporatives, comme il en existe entre le monde des magistrats et celui des greffiers ; entre le monde des magistrats encore et celui des administrateurs ; entre les magistrats du siège et ceux du parquet ; entre les directions nobles et les autres, sans oublier les citadelles entre les générations ».

Au cabinet du garde des sceaux, on estime que ce rapport contient « des tas de choses intéressantes ». Il s'agit désormais de faire la part entre « le souhaitable et le possible ».

AGATHE LOGEART

## Des propositions pour une réforme

Aujourd'hui, six directions existent au ministère de la justice : la direction des affaires criminelles et des grâces ; les affaires civiles et le sceau ; les services judiciaires ; la DAGE (administration générale et équipement) ; l'administration pénitentiaire ; et l'éducation surveillée. La MODAC propose la suppression des deux premières et la création d'une « direction du droit » qui couvrirait le civil, le commercial, le pénal et l'international. Cette direction n'aurait pas d'attribution de gestion, mais suivrait les évolutions du droit, en constante liaison avec les juridictions. Elle aurait un rôle d'analyse, de synthèse et de retransmission des avancées de la loi et de la réglementation. Elle jouerait aussi un rôle de conseil des autres administrations.

Une « direction de la politique judiciaire », regroupant les affaires civiles et les affaires criminelles, serait créée. Elle se décomposerait en trois sous-directions : action civile et publique, communication avec le public et les médias et documentation. Elle serait organisée autour de « magistrats d'expérience, ayant une excellente connaissance du droit en général mais aussi de la vie en juridiction, capables de répondre à l'urgence ».

Réorganisées, les trois autres directions subsisteraient. Elles seraient, avec des structures renforcées, « les maîtres d'ouvrage de leurs actions ». La division des professions (qui dépend aujourd'hui des affaires civiles) serait rattachée à la direction des services judiciaires et transformée en sous-direction, dans la perspective de 1992. Une sous-direction de l'organisation judiciaire et des juridictions serait créée pour mettre en place « une politique dynamique et gestionnaire ».

Très contestée, l'actuelle DAGE, dont l'efficacité n'a pas convaincu les rapporteurs, qui soulignent l'intervention trop fréquente du cabinet du ministre dans ce domaine et le fait que les responsabilités y sont « peu ou mal assumées », serait transformée en « direction des moyens généraux et de la modernisation ». Il faudrait y faire entrer des techniciens de pointe.

### Il est temps de réagir

Il faut aussi déconcentrer, avec l'institution d'un « service régional de l'administration de la justice ». Le projet est d'ailleurs déjà à l'étude à l'échelon des cours d'appel.

Des systèmes particuliers s'appliqueraient à l'administration pénitentiaire et à l'éducation surveillée, en s'inspirant des exemples des établissements hospitaliers, sociaux ou scolaires, pour aboutir à une plus grande autonomie de gestion. Cette déconcentration devrait s'accompagner d'une unification des rémunérations, de la formation continue et de la carrière des personnels, « magistrats ou non ».

Il est temps de réagir, estime la mission, qui considère qu'il est tout à fait possible de s'engager dans cette restructuration, « dans le cadre d'un calendrier, en tenant compte de l'échéance de 1992 ». C'est à ce prix — même si les interlocuteurs de la mission ont manifesté « un certain doute quant à la capacité de réformer ce ministère » — que l'on pourra faire valoir un autre rôle de l'administration de la justice. Non plus une chancellerie « racroquevillienne » sur elle-même, perçue comme « sérieuse » mais « peu créative », mais bien comme une administration capable d'avoir un rôle « d'impulsion, de conseil et de contrôle ».

Ag. L.

Aux assises du Val-d'Oise

## Un ancien professeur condamné à douze ans de réclusion pour le meurtre de son épouse

La cour d'assises du Val-d'Oise a condamné à douze ans de réclusion criminelle, vendredi 22 septembre, Mahmoud Elbest, quarante et un ans, pour l'assassinat de son épouse Chantal, ancienne élève de son cours de mathématiques (le Monde du 23 septembre).

Après onze ans de vie commune et la naissance de cinq enfants, Mahmoud avait tué sa femme de cinq balles de pistolet, le 22 octobre 1987. Ayant appris peu avant que Chantal avait une liaison, Mahmoud s'était procuré un pistolet dans l'intention de se suicider et c'est lors d'une dispute qu'il avait dirigé l'arme contre elle.

Tous les proches, l'employeur et même la famille de la victime ont décrit l'accusé comme un personnage exceptionnel par son intelligence et ses qualités humaines. Cet aspect des débats semble avoir indisposé la cour. « Qu'est-ce que ça doit être difficile de vivre avec un saint ! », a soupiré l'avocat

général, M. Laurent Le Mele, en ironisant sur « un procès en béatification », avant de demander une peine de douze ans de réclusion criminelle.

Le président, M. Jean-Claude Pometan, au cours de l'instruction à l'audience menée presque exclusivement à charge, a, d'office, décidé de poser une question supplémentaire concernant la circonstance aggravante de la préméditation que ni les deux juges d'instruction chargés successivement du dossier, ni la chambre d'accusation, ni même le parquet n'avaient songé à soulever.

Dans ce contexte, la tâche des défenseurs, M. Pierre Jacquet et M. Patrick Atlas, était particulièrement difficile. C'est en vain que M. Jacquet avait demandé aux jurés : « Ne soyez pas plus royalistes que la famille de la victime ».

MAURICE PEYROT

Escroqueries au casino de Cannes

## Huit croupiers et deux joueurs sont inculpés

NICE — de notre correspondant régional

Huit croupiers du casino municipal de Cannes, Cannes Croisette, dont un chef de table, et deux « barons » (joueurs complices), ont été inculpés d'escroqueries, vendredi 22 septembre, par M. Joël Espel, juge d'instruction à Grasse. Sept croupiers et un « baron » ont

été écroués. Les malversations commises par ces dix personnes dont les identités n'ont pas été révélées — remonteraient au début de la saison d'été et porteraient sur une somme d'au moins 1 million de francs.

C'est en juillet que les responsables du casino « Cannes Croisette » ont commencé à avoir des soupçons sur certains de leurs employés et ont alerté la police des jeux, avant que la directrice générale de l'établissement, Mme Martine Maurin, dépose plainte contre X... Des moyens renforcés de surveillance ont alors permis de prendre en flagrant délit les huit croupiers qui se livraient, aux tables de roulette, à des pratiques classiques de « baronnage » consistant à payer des gains fictifs à des clients complices qui leur reversaient une partie des sommes détournées. Le casino Cannes Croisette, l'un des plus importants de France, a réalisé, au cours du dernier exercice 1987-1988, un produit brut des jeux de 76 millions de francs.

G. P.

### La composition de la Mission

Les membres de la Mission sont : MM. Pierre Bolotte, conseiller maître à la Cour des comptes ; Paul Funel, président de section du conseil général des ports et chaussées ; Jean-François Lorit, inspecteur général de l'administration ; Pierre Pascal, inspecteur général des affaires sociales ; Guy Vidal, payeur général du Trésor ; Christian Serredj, rapporteur général de la MODAC.

Les personnes particulières sont : MM. Raymond Hermal, chargé de mission à l'inspection générale de l'administration de l'intérieur ; Claude Jactel, inspecteur général au ministère de l'Agriculture ; Henri-Jean Lebeau, inspecteur général adjoint du ministère des affaires sociales ; Jean Moitrier, inspecteur général du ministère des affaires sociales ; Jean-Louis Moreau, inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale ; Didier Gasse, conseiller référendaire à la Cour des comptes.

## La direction des postes du Rhône accusée de discrimination raciale

LYON — de notre bureau régional

Pour avoir diffusé, le 24 mai dernier, une note de service interne demandant à son personnel de prendre des mesures discriminatoires à l'égard des personnes de race noire, la direction départementale des postes du Rhône (DDP) a été accusée de porter atteinte aux libertés fondamentales.

Cette circulaire, signée par l'inspecteur principal pour le chef de service départemental, demandait aux employés de ne pas ouvrir de livrets de caisse d'épargne aux personnes de race noire, de faire effectuer une enquête à domicile sur les clients qui se présenteraient, de ne pas autoriser de retrait d'argent supérieur à 5 000 francs, d'être « dans tous les cas extrêmement méfiant » et, si possible, de « faire arrêter le porteur » en cas d'escroquerie.

L'auteur du texte justifiait ces mesures en indiquant que, quelques jours plus tôt, des personnes d'origine zanzibari et angolaise, avaient été arrêtées pour escroquerie sur livret, et que les services de police de Lyon demandaient à la poste de redoubler de vigilance.

C'est un fonctionnaire des PTT qui a alerté le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP). Celui-ci a fait assigner la DDP en référé le 12 juillet. Son avocat, M. Jean-Félix Luciani, demandait qu'une voie de fait soit reconnue et qu'il y soit mis fin. En fait, dès réception de l'assignation, la poste a annulé la note incriminée. Le tribunal de grande instance de Lyon a rendu une ordonnance de référé, le 14 août, constatant que cette note était bien constitutive d'une voie de fait en ce qu'elle édictait « une discrimination fondée sur la seule appartenance de l'usager à une ethnie ».

Le MRAP souhaite maintenant qu'un juge pénal reconnaisse le principe de l'infraction (notamment la violation de l'article 187-1 du code pénal) et envisage donc une action en correctionnelle. Commentant cette affaire, le maire de Lyon, M. Michel Noir, a tenu à exprimer publiquement sa « désapprobation », vendredi 22 septembre, au cours d'un colloque consacré au logement social. Il a notamment déclaré : « Qu'en 1989 une telle circulaire puisse être signée par un gégus, c'est confondant ».

RAFAELE RIVAIS

Près d'Angoulême

## Mauvais traitements et ségrégation familiale

René Moreau, trente-deux ans, plombier à Linars (Charente), a été inculpé de coups volontaires à l'enfant de moins de quinze ans, de violence et voies de fait et de privation de soins et d'alimentation. Il a été écroué, le 18 septembre à Angoulême.

René Moreau avait épousé, il y a une dizaine d'années, une jeune divorcée, mère de trois enfants. Il refusait de subvenir à leurs besoins estimant que les allocations familiales versées à son épouse devaient suffire à nourrir et à habiller les enfants du premier lit avec lesquels il se montrait particulièrement dur.

Ainsi, depuis six ans, Loïc, âgé aujourd'hui de treize ans,

dormait sur un matelas posé à même le sol, dans une cave privée de lumière et de chauffage. Il avait été relégué au sous-sol par son beau-père sous prétexte qu'il souffrait d'incontinence nocturne.

Selon les premiers éléments de l'enquête, René Moreau frappait aussi Loïc et ses deux sœurs. Mais les enfants ne s'étaient jamais plaints jusqu'à présent. C'est seulement mi-septembre que les voisins ont alerté les gendarmes.

La mère a, pour sa part, été inculpée de mauvais traitements à l'enfant mais laissée en liberté. Ses quatre enfants ont, pour l'instant, été laissés à sa garde.



## SOCIÉTÉ

## SCIENCES

Un colloque international à Caen

## La percée des supraconducteurs est plus difficile que prévu

Cent trente chercheurs se sont réunis à Caen, jeudi 21 et vendredi 22 septembre pour un « Forum européen sur les applications industrielles de la supraconductivité », autour d'Alex Müller et Georg Bednorz, prix Nobel 1987 pour la mise en évidence, au printemps 1988, d'une nouvelle famille de matériaux supraconducteurs (qui laissent passer le courant électrique sans résistance ni perte d'énergie). Une réunion sans passion, sous le signe du réalisme.

A entendre les chercheurs européens, la petite révolution industrielle (ordinateurs miniaturisés ultrarapides, trains à lévitation magnétique, etc.) que cette découverte devait entraîner n'est pas vraiment pour demain, et l'enthousiasme qui avait saisi le monde des physiciens, il y a trois ans, semble bien retombé. Pourtant, la recherche continue à un rythme effréné, et la compétition internationale reste vive. Le colloque de Caen coïncidait d'ailleurs avec l'ouverture dans cette ville d'un centre des matériaux supraconducteurs destiné, comme ses homologues américains ou japonais, à assurer la meilleure articulation possible entre la recherche et l'industrie. Après la ruée de départ (le Monde du 8 avril), la course s'est transformée en marathon : du laboratoire à l'usine, le chemin est souvent plus long que prévu. Mais les premières études d'impact économique ont aussi dissipé quelques illusions.

L'avantage principal de ces nouveaux matériaux est de ne présenter aucune résistance au passage du courant à une température beaucoup plus haute que les alliages au niobium employés actuellement : -150 degrés environ au lieu de -269. Cent vingt petits degrés qui permettent de passer, pour la réfrigération, de l'hélium liquide, cher et difficile à manipuler, à l'azote liquide (-196 degrés) bon marché et couramment utilisé dans l'industrie.

Mais le coût de la réfrigération ne représente qu'une faible part des frais de fonctionnement des grosses machines. Et selon une

étude présentée à Caen par la société Siemens, l'intérêt économique serait négligeable pour les trains à lévitation magnétique ou les réacteurs expérimentaux de fusion nucléaire. Il serait « moyen » pour les gros aimants des accélérateurs de particules ou des appareils de résonance magnétique nucléaire des hôpitaux qui incorporent déjà les supraconducteurs « classiques ». Même déception pour les lignes de transport de courant haute tension supraconductrices : elles seraient trop fragiles, et les investissements nécessaires pour éviter les 8 % à 10 % de pertes du réseau conventionnel ne se justifient pratiquement jamais. L'emploi des nouveaux supraconducteurs pourrait, en revanche, être avantageux dans les turbogénérateurs électriques, les électroaimants à usage industriel, pour le stockage d'électricité dans d'énormes bobines enterrées, et, surtout en informatique, et pour les transmissions à très haute fréquence.

Cette étude présuppose évidemment que les matériaux soient disponibles sur le marché. C'est loin d'être le cas. Pour l'instant, les seuls appareils dans lesquels ils ont été utilisés avec succès sont les « squids », des systèmes qui permettent de détecter de très faibles champs magnétiques, employés pour détecter certaines particules en physique, ou pour étudier le fonctionnement du cerveau (magnétoencéphalographie) ou du cœur. Les militaires essaient de s'en servir pour repérer les sous-marins.

## « La partie n'est pas jouée »

Façonnés en couches minces, les nouveaux supraconducteurs présentent des propriétés très intéressantes pour l'informatique. Mais, comme pour le silicium qui sert aujourd'hui à fabriquer les puces, le passage du système expérimental de laboratoire au circuit intégré sophistiqué des ordinateurs modernes pourrait exiger plus de

## Au service de l'industrie

Le Centre des matériaux supraconducteurs, qui s'est ouvert récemment à Caen, est dirigé par Bernard Raveau, l'un des pionniers mondiaux dans ce domaine. Alex Müller et Georg Bednorz ont, en effet, effectué les travaux qui leur ont valu le prix Nobel 1987 sur un mélange de baryum, de lanthane et d'oxyde de cuivre, mis au point dans son laboratoire caennais en 1984, pour un usage n'ayant rien à voir avec la supraconductivité.

Sommairement, la découverte d'un matériau de peu une telle découverte, Bernard Raveau a su tirer parti de l'expérience qu'il possédait dans la fabrication et la maîtrise de ces matériaux, de céramiques baptisées « pérovskites ». Parallèlement à d'autres unités de recherche françaises, comme le laboratoire de physique des solides d'Orsay, il s'est spécialisé dans des travaux de développement, en liaison avec des

industriels. Il a, par exemple, déposé conjointement avec la compagnie Thomson un brevet portant sur un prototype de « squid » (appareil de détection des champs magnétiques très faibles). Son laboratoire s'imposait donc comme pivot de ce centre qui se veut tourné vers l'industrie.

Créé et financé par le ministère de l'éducation nationale, celui de l'industrie, le CNRS, le conseil régional, le conseil général et la ville, le Centre des matériaux supraconducteurs propose des conseils et de la qualification des matériaux aux entreprises, et de développement en exclusivité pour un partenaire industriel, de la veille technologique au conseil en brevets, de la formation de chercheurs à l'assistance pour la création d'entreprises. Dans cette optique, une « cellule de venturisme capital » a été créée au sein du centre.

## SPORTS

ATHLÉTISME : les 100 km de Millau

## Une grande randonnée pédestre

Millau en fête. La sous-préfecture de l'Aveyron accueille, samedi 23 et dimanche 24 septembre, les mille cinq cents concurrents des 100 km pédestres à allure libre, organisés pour la dix-huitième fois. Rendez-vous des passionnés du grand fond, cette épreuve a su préserver son identité : qu'ils effectuent le parcours en 6 heures 48 minutes, comme Jean-Marc Bellocq, vainqueur 1988, ou en 24 heures, les concurrents recevront la même récompense, un diplôme attestant de leur performance.

MILLAU

de notre envoyé spécial

La vitrine du pharmacien de la place du Mandarins est consacré au pied. Schémas, coupes longitudinales, explications du rôle des muscles, tout est détaillé sur les souffrances que peut endurer ce membre soumis à rude épreuve. Les marchands de vêtements de sport proposent des promotions spéciales sur les semelles et talonnettes « armées secrètes contre les ampoules et les petites blessures ». Des restaurants annoncent leur ouverture sans interruption. Quant aux hôtels, ils affichent complet. Millau, sous-préfecture de 15 000 habitants, vit à l'heure des 100 km.

Au lieu de s'aligner dans un été interminable, la cité aux tuiles

rouges prépare avec fièvre son rendez-vous annuel avec une manifestation sportive internationale devenue une fête. A l'origine, il y a le pari un peu fou d'un coureur passionné, Serge Cottereau, habitué aux distances de 20 km sur piste. Participant en 1971 aux 100 km de Biel (plus de deux marathons) en Suisse, il est enthousiasmé par cette épreuve où 2 500 hommes et femmes « participent naturellement sans se prendre au sérieux mais en allant pourtant au bout d'eux-mêmes ».

De retour dans son chef-lieu de Sainte-Affrique, Serge Cottereau tente de convaincre quelques amis de s'associer à lui pour organiser « une épreuve ouverte à tous, limitée à 24 heures et dont la récompense serait la même pour tous : un diplôme ». Un programme minime qui, à l'époque où le jogging n'est pas encore roi, convainc 68 amateurs prêts à s'élancer à 5 heures du matin dans les ruelles d'une ville déserte.

Rapidement, la notoriété de l'épreuve s'affirme et son aura dépasse les frontières. Le petit noyau des initiateurs s'organise et met en place un circuit fixe (très vallonné dans un paysage merveilleux) et des structures qui rendent la course « sérieuse ».

« Moi, je n'y croyais pas au début », annonce Patrick Ginesté, l'actuel président du comité d'organisation. Mais cet ancien spécialiste du 1 500 mètres a très vite été gagné par l'ambiance. Dès 1977, lorsqu'il prend la responsabilité de la section d'athlétisme du club sportif de Millau, il mesure l'enjeu de la course. « Il s'agissait de faire

connaître notre discipline, de montrer par une grande fête très publique que le sport peut être pratiqué par tous dans la bonne humeur. » Un deuxième pari réussi puisque, selon Patrick Ginesté, nombre des membres de la section athlétisme sont des anciens des 100 kilomètres ou leurs enfants.

## Trois cents bénévoles

Mais l'homme a su ne pas mélanges les genres. Les 100 kilomètres restent une épreuve ouverte à tous, farouchement indépendante d'une Fédération française d'athlétisme qui aurait souhaité à un moment l'absorber. « Notre organisation repose sur trois cents bénévoles qui, trois semaines avant la course, acceptent de répondre présents pour les différentes tâches que représentent la signalisation, les soins ou le ravitaillement », explique le président. Une équipe formée d'habitants des villes et des villages traversés par la course qui se mobilisent pendant vingt-quatre heures pour aider « ces gens admirables qui braveront la difficile côte de Tergues au kilomètre 60 ».

Aidé par la ville et, depuis quatre ans, par le conseil général, le comité gère un budget de 300 000 francs, qui permet de fournir aux concurrents les 2 000 litres d'eau minérale, les 160 kilos de sucre, ou encore les 500 kilos d'oranges des postes de ravitaillement. Fidèles aux premiers commerçants de Millau, qui ont accordé leur soutien dans les moments difficiles, les organisateurs se défient des gros mécènes. Ni financement important ni prime

dix ans d'efforts. « Nous en sommes au tout début dans la compréhension et la maîtrise de ce matériau », explique Daniel Kaplan, directeur du laboratoire de recherche de Thomson. Les possibilités sont très importantes, mais dans certains domaines, d'autres technologies comme les procédés optiques s'avèrent elles aussi très prometteuses. La partie n'est pas jouée. » Pour les ordinateurs d'usage courant, en tout cas, la technologie du silicium a atteint des prix de revient tellement bas qu'elle a encore de beaux jours devant elle.

Les difficultés sont encore plus grandes pour les applications électriques. Les nouveaux supraconducteurs sont des céramiques (quasiment de la poterie) très difficiles à façonner sous forme de fils suffisamment résistants. Ils ont, en plus, une fâcheuse tendance à perdre toute supraconductivité en présence de champs magnétiques un peu importants. Une propriété qui leur enlève tout intérêt pour la majorité des applications industrielles, et doit donc être éliminée.

Enfin, les chercheurs ont le plus grand mal à faire passer des courants de grande intensité dans les pièces épaisses. Un problème que les Japonais semblent, cependant, en voie de résoudre. Shoji Tanaka, directeur de l'ISTEC, un centre de recherche financé par les industriels nippons, a annoncé à Caen qu'il avait obtenu des courants de 100 000 ampères par centimètre carré. Dix fois plus que les Américains et les Européens.

Cette nouvelle pourrait justifier, à elle seule, les recherches que tous les grands pays industriels poursuivent d'arrache-pied, malgré la morosité due aux problèmes rencontrés. Alex Müller, lui, reste optimiste. Certes, reconnaît-il, le supraconducteur à température ambiante risque de rester du domaine du rêve pour un certain temps. Il faut, estime-t-il, axer l'effort pour l'instant sur la maîtrise du matériau lui-même. « De nombreux laboratoires ont obtenu ces derniers mois des succès remarquables, même s'ils sont moins spectaculaires que les premières températures critiques de 1987. Bednorz et moi ne pensions pas au départ que l'on pouvait arriver à de tels résultats en trois ans. »

JEAN-PAUL DUFOUT

## Aux Etats-Unis

## Le cyclone Hugo a fait douze morts en Caroline-du-Sud et en Caroline-du-Nord

Le cyclone tropical Hugo a frappé la ville de Charleston (Caroline-du-Sud) dans la nuit du jeudi 21 au vendredi 22 septembre. Les effets du cyclone se sont fait sentir en Caroline-du-Sud (onze morts) et en Caroline-du-Nord (un mort).

Les vents soufflant à plus de 250 kilomètres/heure, les pluies diluviennes, la montée du niveau de la mer ont additionné leurs effets ravageurs : le toit du vieux hôtel de ville de Charleston s'est envolé, une vingtaine de yachts sont échoués dans des rues ou des parcs, d'innombrables bâtiments ont subi des dommages plus ou moins importants. Dans les deux Etats de Caroline, sept cent mille personnes sont privées d'électricité. Une bonne partie

des deux cents mille habitants des zones côtières s'étaient réfugiés dans l'intérieur des terres. Comme dans les Antilles, on redoute les pillages.

Poursuivant sa course vers le nord-ouest, c'est-à-dire sur la terre ferme, Hugo a rapidement perdu de sa violence. Mais il a tout de même fait des dégâts sérieux à Charlotte (Caroline-du-Nord) située pourtant à près de 300 kilomètres de la mer. Les régions les plus touchées ont été proclamées « zones sinistrées ».

Dans la nuit de vendredi à samedi, Hugo continuait son chemin vers les Etats d'Ohio, de Pennsylvanie et de New-York accompagné de vents encore forts et de pluies abondantes.

## Le vieux Charleston

Charleston (Caroline du Sud), qui a été ravagée par le cyclone, a été fondée en 1670 et appelée ainsi en l'honneur du roi Charles II d'Angleterre. Elle a dû se prospérer au commerce, en particulier à celui des esclaves. Ce qui explique les superbes maisons que les planteurs s'y étaient fait construire et dont certaines subsistent encore.

Dès le début de la guerre de Sécession, en 1861, la Caroline du Sud rejoignit le camp des Sécessionnistes. La prise par ceux-ci du Fort Sumter, à l'entrée de la baie de Charleston, fut le premier combat de

la guerre de Sécession. Le commerce de Charleston, notamment celui du coton, souffrit beaucoup de la guerre. La ville ne fut prise par les Nordistes qu'en 1865. Et c'est devant Charleston qu'un sous-marin fut utilisé pour la première fois dans une bataille navale.

Le vieux Charleston a su préserver l'atmosphère du vieux-sud, celui d'avant la guerre de Sécession. Maisons et églises des dix-neuvième siècle, dix-huitième et dix-septième siècles, sont encore pleines de charme.

## MÉDECINE

La Virade de l'espoir

## Vingt mille marcheurs contre la mucoviscidose

A l'appel de l'Association française de lutte contre la mucoviscidose (AFLM) plus de vingt mille personnes devaient participer, dimanche 24 septembre, dans trente villes de France, à la cinquième Virade de l'espoir (1). Cette opération a pour but de recueillir des fonds au profit de la recherche sur la mucoviscidose, une maladie héréditaire d'évolution souvent très grave qui touche entre quatre mille et six mille enfants et adolescents en France. Les responsables de l'AFLM espèrent recueillir ainsi 4 millions de francs.

Il y a moins d'un mois (le Monde du 26 août), on apprenait qu'une équipe, constituée de chercheurs nord-américains et dirigée par les docteurs Lap Chee-Tsu et Francis Collins, venait, d'identifier le gène responsable de la mucoviscidose (2).

Ce résultat constitue une avancée considérable dans la compréhension des bases moléculaires de physiopathologie de cette maladie, inaccessible jusqu'à présent à tout traitement, et devrait avoir des conséquences importantes. D'une part, l'identification et l'iso-

lement du gène impliqué dans une maladie héréditaire conduisent toujours rapidement à la mise en place d'une méthode fiable de dépistage anténatal ou de dépistage des parents à risque (une personne sur vingt-cinq est en France porteuse du gène de la mucoviscidose). D'autre part, cette découverte laisse entrevoir pour la première fois la possibilité d'une thérapie génique, fondée sur la physiopathologie. La « virade » (traduction avergnate de la « balade ») de l'AFLM est une manifestation originale. Il ne s'agit pas en effet de verser « simplement » une somme d'argent, mais de participer à une chaîne de solidarité qui associe des marcheurs (ou des coureurs) et des « parrains », ces derniers s'engageant à donner 1 franc par kilomètre parcouru. La Virade 1988 avait permis de réunir 3 millions de francs, l'Association française des myopathes versant 900 000 francs à l'AFLM au terme de son dernier « Téléthon ».

J.-Y. N.

(1) Tous les renseignements peuvent être obtenus par télécopie : 36-15, code MUCO.  
(2) La mucoviscidose est une maladie héréditaire due à une série d'anomalies du métabolisme de certaines glandes qui sécrètent un mucus anormal trop visqueux. Les enfants atteints souffrent de troubles graves, respiratoires notamment, et voient leur espérance de vie considérablement réduite.

## Les registres d'Auschwitz

Les autorités soviétiques vont autoriser le Comité international de la Croix-Rouge à microfilmer des registres du camp de concentration d'Auschwitz contenant les identités de 74 000 morts, qui avaient été saisis par l'armée rouge. M. Jean-David Chapuis, membre d'une délégation du CICR rentrant de Moscou, a précisé que seuls 6 000 morts d'Auschwitz avaient jusqu'ici pu être recensés par le CICR.

Les autorités soviétiques vont aussi transmettre au

CICR quelque 130 000 cartes individuelles de déportés astreints au travail forcé dans les entreprises entourant le camp d'Auschwitz.

Les quarante-six volumes de registres mortuaires qui vont être communiqués au CICR étaient tenus par les nazis et contiennent les noms, par ordre alphabétique, de déportés de différentes nationalités qui avaient été enrégimentés dans le camp de concentration d'Auschwitz et qui y sont décédés. — (AFP.)



## COMMUNICATION

### L'affaire des quotas

## Les Etats-Unis engagent une procédure contre la politique audiovisuelle de l'Europe

Les Etats-Unis viennent d'ouvrir un nouveau front dans leur bataille contre le projet de directive européenne sur la télévision sans frontières. Ils ont choisi de porter l'affaire devant le GATT.

#### BRUXELLES

(Communautés européennes)

de notre correspondant

Dans la lettre adressée par la mission américaine auprès du GATT (1) aux pays signataires de la convention du Conseil de l'Europe sur l'audiovisuel, Washington dénonce la disposition (article 10) qui invite les Etats adhérents à veiller à ce que « les radiodiffuseurs réservent à des œuvres européennes une proportion majoritaire de leur temps de diffusion ».

L'administration Bush estime, en effet, que cette recommandation « pourrait mettre les gouvernements dans l'obligation de prendre des mesures qui violeraient les règles du GATT ». Ainsi leur est-il demandé d'accepter l'ouverture à la mi-octobre de « consultations » au sein de l'Organisation de Commerce Mondial, c'est-à-dire d'instaurer une procédure de mise en accusation de ce qui est, dans l'esprit des Américains, une infraction aux règles du commerce international.

Les quatre Etats membres de la Communauté — Royaume-Uni, Espagne, Luxembourg, Pays-Bas — qui ont jusqu'ici signé la convention de Strasbourg viennent de répondre que l'affaire relevait des relations bilatérales CEE/Etats-Unis, et non pas du GATT. A ce stade, donc, les Douze rejettent la demande de Washington.

La manœuvre américaine s'explique aisément. Le passage incriminé est, en effet, repris tel quel dans le projet de législation communautaire que les Douze n'ont toujours pas adopté, tant les divergences de vues demeurent fortes entre ceux qui le considèrent trop contraignant et les autres pas suffisamment. Les Américains se

trouvent ainsi sur un terrain favorable pour exercer leurs pressions.

Depuis le début des travaux de la Commission européenne, le lobbying américain n'a pas cessé, même après l'abandon de l'idée de quotas de diffusion. Il y a quelques semaines, M. Jack Valenti, président de l'Association des producteurs d'Hollywood, rencontrait les responsables européens pour stigmatiser le projet actuel.

Les milieux communautaires prennent l'affaire au sérieux, tant le poids des campagnes californiennes est grand aux Etats-Unis. Dans ces conditions, l'exécutif de la CEE s'efforce à persuader Washington que la directive telle qu'elle est conçue ne présente aucun danger pour les exportations américaines. Les experts communautaires font également valoir

qu'elle n'est prévue que pour cinq ans et qu'en terme de ce délai elle pourra être revue en fonction de l'évolution de la situation.

Derrière cette volonté d'apaisement se cache l'espoir pour la Commission de convaincre les ministres des affaires étrangères d'adopter la législation envisagée au cours de leur réunion du 3 octobre, à Luxembourg. Ce sera la dernière occasion pour les Douze de se prononcer sur le texte communautaire. Les procédures de la CEE prévoient, en effet, qu'il sera caduc au 6 octobre. Dans ce contexte, les Assises de l'audiovisuel de Paris (Europe audiovisuelle) pourraient jouer un rôle déterminant pour surmonter les derniers obstacles.

MARCEL SCOTTO

(1) Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

### Le contrôle de la Cinq

## M. Hersant poursuit sa contre-offensive

M. Robert Hersant force l'allure. Sans même attendre le jugement du tribunal de commerce de Paris, le PDG de la Cinq choisit de mettre ses adversaires au pied du mur, en accélérant la redistribution du capital de la chaîne. Dans une lettre, datée du 21 septembre, il notifie — « en qualité de président du conseil d'administration » — à l'ensemble de ses partenaires ce qu'il estime être deux projets de vente d'actions : celui — incontestable — du groupe les Echos et celui — contesté devant les juges — des Mutuelles agricoles Grouppam (la Cinq du 22 septembre).

« Les actionnaires », précise M. Robert Hersant, « décideront d'exercer leur droit de préemption devant adresser (...) une notification indiquant le nombre d'actions qu'ils désirent acquérir (...) dans un délai de trente jours (...) ». Ce délai expire par conséquent le 23 octobre 1989.

M. Hersant est parfaitement logique avec lui-même. Comme ses avocats lors de l'audience, il assimile l'échange de lettres entre les

Chargeurs SA de M. Jérôme Seydoux et Grouppam, à des promesses de vente et d'achat croisées, quand ceux-ci affirment n'avoir signé que des « options sous conditions suspensives ». Et pour mieux appuyer sa démonstration, le patron de la Cinq cite quelques extraits « choisis » du courrier de ses adversaires.

La hâte du PDG de la Cinq s'explique aisément. Minoritaire au conseil d'administration — dont il demande au tribunal de commerce d'empêcher la tenue, — il se sait en mauvaise posture en assemblée générale des actionnaires. Et, dans l'état actuel des rapports de forces au sein de l'actionariat, toute cession rapide des actions détenues par les Mutuelles agricoles ne pourrait, grâce au droit de préemption, que renforcer le clan de ses alliés — les groupes Vernes, Expor et SMA, filiale du CIC — au détriment du camp de ses adversaires conduits par M. Jérôme Seydoux.

P.-A. G.

### Le lancement du « Sunday Correspondent »

## Les journaux britanniques se disputent les lecteurs du dimanche

#### LONDRES

de notre correspondant

« Le dimanche aura une nouvelle qualité à partir du 17 septembre », la lecture du premier numéro du Sunday Correspondent, le premier journal dominical lancé en Grande-Bretagne depuis vingt-huit ans, ne confirme malheureusement pas ce slogan publicitaire martelé à la télévision ces dernières semaines. Il s'agit d'un homologue produit, sans plus, qui ressemble comme un frère, et parfois en plus, à ses concurrents, en particulier le Sunday Times, dont provient d'ailleurs une grande partie de l'équipe fondatrice.

Le journal dominical est une institution britannique au même titre que le week-end, dont il est, avec les compétitions de cricket à la télévision, une importante composante. Des lycéens se font un peu d'argent de poche en déposant tôt le matin ces épais journaux (sept cahiers pour le seul Sunday Times) dans les boîtes aux lettres. On y trouve souvent des scoop, jalousement préservés pendant toute la semaine par leurs auteurs. Les articles sont plus longs, mieux écrits.

L'éditorial du directeur, Peter Cole, n'indique pas de façon vraiment satisfaisante en quoi le Sunday Correspondent veut se distinguer par son contenu des titres existant sur le marché, le Sunday Times (1,3 million d'exemplaires), le Sunday Telegraph (653 000), et le deux fois centenaire Observer (687 000). Il insiste sur le caractère plus « ramassé » du nouveau venu, composé seulement de deux cahiers de trente-deux pages chacun et d'un magazine en couleur, « pour respecter votre temps précieux ».

Le Sunday Correspondent veut être un « journal moderne pour les années 90, sans propriétaire dominant (aucun actionnaire n'a plus de 9 % des parts) et libre de toute dépendance à un parti politique ». De fait, on n'y trouve pas les références obligées aux valeurs Thatcheriennes qui encombraient le Sunday Times de M. Rupert Murdoch.

Mais l'article de « une » sur le malaise au sein du Parti conservateur peut difficilement être qualifié d'excitant, et l'impression de « déjà vu » se maintient tout au long des soixante-trois autres, et plus encore dans le magazine, qui s'efforce d'imiter, sans y parvenir, celui de l'Independent.

#### En attendant

P. Independent on Sunday

Préparé depuis vingt et un mois, l'opération a coûté 18 millions de livres (environ 185 millions de francs). L'équipe (185 personnes dont 90 journalistes) est nettement plus réduite que celle des autres journaux dominicaux. L'objectif est d'atteindre dès la première année une diffusion de 350 000 exemplaires. Le Sunday Correspondent devrait sans doute pour y parvenir prendre bon nombre de ses lecteurs à ses concurrents, comme l'indiquait la campagne publicitaire de lancement ainsi que des paris du marché

de la publicité, laquelle finance actuellement à 80 % les trois journaux dominicaux de qualité existants.

Cette lutte sera encore plus rude à partir du 28 janvier 1990, jour de lancement de l'Independent on Sunday, le journal dominical de l'Independent. L'équipe de celui-ci sera totalement distincte de celle du quotidien. Elle comprendra 121 personnes, dont 83 journalistes, et l'objectif est, là aussi, d'atteindre 350 000 exemplaires.

Le succès de l'Independent quotidien, né en octobre 1986, qui a été l'événement majeur de la presse britannique de ces dernières années donne évidemment quelque poids à cette dernière entreprise. En annonçant ses intentions il y a quelques jours, le directeur de l'Independent, M. Andreas Whittam Smith, révélait que les responsables du Sunday Correspondent avaient approché pour un projet commun de journal dominical. Il avait sèchement repoussé leur offre.

DOMINIQUE DHOMBRES

### EN BREF

□ L'Est républicain : renvoi d'audience au tribunal de Nancy. — Le tribunal de Nancy a renvoyé au 18 octobre une audience qui devait statuer mercredi 20 septembre sur la légalité de la cession au groupe Bouriez de la société Grande chaudronnerie lorraine, qui détient 22 % du capital de l'Est républicain. Le PDG du quotidien de Nancy conteste cette transaction qui n'avait pas été soumise à l'agrément du conseil d'administration. Depuis, la transaction a été stoppée par le vendeur, le Républicain lorrain, qui souhaite céder ses parts à une filiale de l'Est républicain. Le groupe Bouriez conteste cette autre transaction ; au total, quatre actions judiciaires sont en cours devant les tribunaux de Paris et de Nancy.

□ L'agence italienne de publicité Armando Testa s'implante en France. — La première agence de publicité italienne, Armando Testa Spa (3 milliards de francs de chiffre d'affaires) vient de racheter, via une holding néerlandaise, 40 % d'une petite agence française, « 154 » (40 millions de francs de chiffre d'affaires). Pour les nouveaux associés, il s'agit d'affirmer que « le dynamisme, en matière de création et de communication, viendra du Sud », et non des gros réseaux anglo-saxons.

□ Un nouveau rédacteur en chef à « Lyon Libération ». — Robert Marmoz, ancien journaliste au Progrès de Lyon puis correspondant permanent de Libération à Lyon, occupera, à compter du 1<sup>er</sup> octobre, le poste de rédacteur en chef du quotidien lyonnais. Robert Marmoz succède à Michel Lepinay qui revient à Paris pour diriger le service économique de Libération.

## CARNET

### Naissances

— Marie-Josée SALINIE, Ferdinand, Michel SAULEZ,

sont heureux d'annoncer la naissance de

Marianna,

le 9 septembre 1989.

— Béatrice FUMEY

et Alain DELLEMOTTE,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Pauline,

le 17 septembre 1989, à Paris.

8, rue Malher,

75004 Paris.

### Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de

Martine

CHABOISSANT-VILLEGIER,

survenue le 20 septembre 1989, à l'âge de trente-quatre ans.

Les obsèques ont lieu dans l'intimité le 22 septembre.

Une messe sera célébrée à son intention, le samedi 30 septembre, à 11 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste, 158, avenue Charles-de-Gaulle, Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine).

Une affectueuse pensée est demandée à ceux qui l'ont aimée.

M. et M<sup>me</sup> Jacques Villegier,

Le Petit Calvaire,

17330 Saint-Martin-de-La-Coudre.

— M<sup>me</sup> Jean-Henri Denois de Saint-Marc,

Guillemina, Marianne, Emmanuelle,

M<sup>me</sup> Denois de Saint-Marc,

Le lieutenant-colonel et M<sup>me</sup> Jacques Desgrées du Lo,

leurs enfants et petits-enfants,

M. et M<sup>me</sup> Yves Boccaris,

leurs enfants et petits-enfants,

M. et M<sup>me</sup> Claude Salas,

leurs enfants et petits-enfants,

M. et M<sup>me</sup> Renaud Denois de Saint-Marc

et leurs enfants,

M. et M<sup>me</sup> Jean de Maillard

et leurs enfants,

M. et M<sup>me</sup> Gueguen,

M. et M<sup>me</sup> Krumer

et leurs enfants,

Le docteur et M<sup>me</sup> Conty

et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

leur épouse, père, fils, frère, grand-père, beau-frère et oncle,

survenue le 19 septembre 1989, lors de la catastrophe du DC-10.

2, rue Juliette-Lambert,

75017 Paris.

1, paroisse de La Béragère,

92210 Saint-Cloud.

— M<sup>me</sup> Henri Jannès,

sa mère,

M<sup>me</sup> Bogana Jannès-Kalinowski,

son épouse,

M<sup>me</sup> Isabelle Jannès,

sa fille,

MM. Robert et Christian Jannès,

ses frères,

Henri et Marie-Odile Jannès,

ses neveux et nièces,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part de la mort,

à l'âge de cinquante-trois ans, de

Jean-Pierre JANNÈS,

ancien élève de l'Ecole polytechnique

(promotion 1956),

ingénieur-conseil au Crédit lyonnais.

L'incinération, selon les vœux du défunt, a eu lieu dans la plus stricte intimité.

Une messe sera dite à son intention le samedi 30 septembre 1989, à 11 heures, en l'église Sainte-

Marguerite, rue Saint-Bernard, Paris-11<sup>e</sup>.

Ni fleurs ni couronnes. Dons à la recherche contre le sida (Arcat-Sida, 17, rue de Tournai, Paris-6<sup>e</sup>).

« Il y a un temps pour tout... un temps pour vivre, un temps pour aimer, un temps pour mourir... » Eccl. 3.

26, rue Mousset-Robert,

75012 Paris.

— Malakoff, Sidi-Bel-Abbès,

M. et M<sup>me</sup> René Erminy,

Christophe Erminy,

Caroline et Christian Dache,

Et leur famille,

ont la profonde douleur de faire part du décès de leur mère et tante,

Pauline LECOIN,

née Erminy,

survenue dans sa soixante-quinzième année.

Les obsèques auront lieu le mardi 26 septembre 1989, à 9 h 30, au cimetière de Bagneux.

Segbroeklaan, 410 E,

2565 Ee La Haye (Hollande).

60, avenue Augustin-Dumont,

92240 Malakoff.

— Marina Petrossian,

Eddie Petrossian,

Serge Petrossian,

Leonid Eutim,

ont la douleur de faire part de la mort de

Nora PETROSSIAN,

survenue le 13 septembre 1989.

Comme elle le souhaitait, il n'y a eu aucune cérémonie et elle a fait don de son corps à la science.

8, place du Docteur-Paul-Michaux,

75016 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> Robert Pichard

et leurs enfants,

M. et M<sup>me</sup> Christian Noël

et leurs enfants,

ont le regret de faire part du décès de leur frère et oncle

M. Michel PICHARD,

compagnon de la Libération,

officier de la Légion d'honneur,

croix de guerre 1939-1945,

OBE,

officier de l'Ordre de Léopold,

Les obsèques se sont déroulées dans la plus stricte intimité à Dieppe.

Une messe sera célébrée à sa mémoire, le mardi 3 octobre 1989, à 18 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides.

(Le Monde du 21 septembre.)

— M<sup>me</sup> Albert Saltiel,

ses enfants et petits-enfants,

M<sup>me</sup> Elsa Saltiel,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Albert SALTIEL,

survenue à son domicile le jeudi 21 septembre 1989, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont été célébrées le vendredi 22 septembre, à 17 heures, au cimetière israélite de Montfauvet (Vaucluse).

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques ..... 83 F

Abonnés et actionnaires ..... 73 F

Communications diverses ..... 88 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

Une messe sera dite à son intention le samedi 30 septembre 1989, à 11 heures, en l'église Sainte-

— Nous apprenons le décès, survenu le mardi 19 septembre 1989, du

général Henri VAILLANT,

dont les obsèques seront célébrées le lundi 25 septembre, à 10 h 30, en la chapelle du Val-de-Grâce et dont l'inhumation aura lieu le mardi 26 septembre, à Villard-de-Lans (Isère).

1946 le 11 octobre 1920 à Louviers (Normandie) et ancien sous-officier, Henri Vailant a servi en Algérie, en Indochine et en Algérie. Il a notamment commandé le 181<sup>e</sup> régiment d'infanterie motorisée en 1956 et la 2<sup>e</sup> brigade aéroportée en 1970. Avec le rang de général de corps d'armée, il a été, après 1976, directeur du personnel militaire de l'armée de terre. Le général Vailant était grand officier de la Légion d'honneur.

— M<sup>me</sup> Robert Vial,

M. Hugues Vial,

M. et M<sup>me</sup> Frédéric Vial,

M. et M<sup>me</sup> Antoine Vial,

seuls enfants,

Laure, Fanny, Emilie, Matthieu,

Benjamin,

ont la douleur de faire part du décès de

général Robert VIAL,

grand officier de la Légion d'honneur,

croix de guerre.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Louis des Invalides, Paris-7<sup>e</sup>, le mardi 26 septembre 1989, à 10 h 30, suivie de l'inhumation à Hotot-en-Auge (Calvados), à 15 h 30.

14, rue Wilhelm,

75016 Paris.

— Gaston Habib,

ancien maire adjoint du 9<sup>e</sup> arrondissement de Paris,

Ses enfants,

dans l'impossibilité de répondre individuellement aux nombreux témoignages de sympathie et hommages rendus à la mémoire de

M<sup>me</sup> M.-A. HABIB,

née Biesemann,

remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine et les prient de trouver ici l'expression de leur gratitude et de leur affection.

— Pour le huitième anniversaire de sa mort, une pensée est demandée à tous ceux qui ont connu et aimé

Jacques BARBICHON.

— « La espansa de los días — nos unio de amor. »

Félix C. COBO.

In memoriam d'amour en ce sixième anniversaire.

— Le 24 septembre 1982

Claude MAGNY

quittait ce monde.

Bonnes pensées.

— Pour le vingtième anniversaire de sa mort, le 25 septembre 1969, que le souvenir de

Victor ZOLTOWSKI,

sociologue des cycles intellectuels,

soit ici rappelé auprès de tous ceux qui l



## CULTURE

## THÉÂTRE

## Buffo, l'ange étonné

Howard Buten fait ce qui lui plaît: clown, romancier, psychologue... Le clown est de retour

Voilà bientôt seize ans que Howard Buten fait le clown et prend ça au sérieux. Comme ses deux autres métiers: psychologue, spécialiste des enfants autistes, et romancier heureux. Son premier livre traduit en français *Quand j'avais cinq ans, j'ai tué*, a dépassé les 800 000 exemplaires. Puis on a trouvé Gil, le petit garçon qui aimait trop fort Jessica dans *Le Cœur sous le rouleau compresseur*, on a découvert dans *Mon-sieur Butterfly* (1), un clown triste, père de quatre psychotiques profonds. Il faudra bien le couvrir, est-on pressé.

Le temps d'Howard Buten se partage entre ses trois rôles: « Je suis très compartimenté... C'est une question d'organisation sur l'année. J'ai simplement professionnellement tous mes centres d'intérêt. Pourquoi pas ? »

## Cinq ans de travail

Américain de trente-neuf ans, installé à présent en France, Howard Buten s'exprime dans un français presque parfait, avec de savoureuses ellipses enfantines. Mais il écrit toujours en anglais. Le voici de retour avec un spectacle plus dense, plus intense encore que lors de sa dernière apparition, il y a deux ans. Un spectacle un peu plus cruel, et désordonné aussi. Buffo saute à pieds joints sur son vilain petit canard devenu cygne, et sur son bébé violoncelle qui pleure juste dans la poubelle où il l'a jeté, à côté d'un poisson rouge qui parle (juste un peu de ventriloquie).

Avec un balai, une serpillère, et ces poubelles qu'il affectionne, Buffo compose une batterie d'infirmités. Avale l'embouchure de sa trompette, ou bien s'y coince la langue. Son corps est un univers qu'il ne cesse d'explorer. Il danse, et on voit la vie en rose. Lui s'observe, observe les autres avec le même regard d'ange étonné.

Buten travaille Buffo tous les jours, et pense à lui inventer des trucs nouveaux, pour ne pas s'ennuyer en le retrouvant tous les soirs, pendant trois mois au moins :



Howard Buten: « Est-ce qu'on sait pourquoi on aime quelqu'un ? »

« C'est une question de survie », dit-il. Il fait ce qu'il lui plaît, mais, avec l'écriture, est un peu partagé: « J'aime pas écrire, j'aime bien avoir écrit ». Il faudra bien le couvrir lui à demandé cinq ans de travail, avec plusieurs versions qu'il a fait lire à des « amis, des inconnus, un adolescent, un beau ».

Aujourd'hui encore, il n'est pas tout à fait satisfait: « Je sens que je vais le recommencer. C'est mon livre le plus ambitieux. Je voulais tout à la fois une sorte de polar,

avec des sous-intrigues, un roman scientifique sérieux et un récit d'une fantaisie très rigoureuse. Car j'aime les histoires fantastiques, mais clouées à terre par la réalité. Je devais gérer tout ça, et créer des personnages qui ne soient pas des pions pour faire avancer l'intrigue ».

Si on aime les courants d'air frais dans la tête, les balades au grand vent qui donnent les larmes aux yeux et du bonheur au cœur, il faudra lire cette histoire d'une amitié fabuleuse entre un chercheur,

Léon, et un nain dealer, shooté, alcoolique, voleur. Ensemble, quel que part, entre deux calculs d'ordinateurs, ils chassent le caribou et s'acharnent à établir la preuve de l'existence du Père Noël. Chacun, avec ses raisons, égoïstes.

## « L'existence du Père Noël »

Le nain retrouve un sens à la vie, et Léon vérifie l'hypothèse émise par Pote, son fils mort à quatre ans. Elle n'est autre que celle de Howard Buten lui-même. Il a écrit un document démontrant « une possibilité de l'existence du Père Noël, je dis bien une possibilité ». En chiffres, cela s'écrit zéro, virgule, cinquante-six zéros et cinq cent soixante-quatorze.

Buten enfant voulait devenir médecin et chercheur. Il admirait Einstein « pour sa moustache et sa chevelure ». Jusqu'à un jour où, beaucoup plus tard, un ami lui a apporté un livre sur la théorie: « J'en suis tombé amoureux, et je l'ai étudié. Je me suis dit: si on fait des découvertes tous les jours, c'est quoi les trucs impossibles? Le Père Noël. Tout le monde dit qu'il n'existe pas. Je ne serais pas plus étonné que ça, si un jour on découvrait un homme à barbe blanche, habillé de rouge, habitant vers le Pôle Nord et livrant des cadeaux ».

Docteur Buten reprend prochainement son travail avec les enfants autistes dans la banlieue parisienne. « Soit j'improvise, soit je continue ma recherche sur l'induction. Un truc qui m'intéresse. J'aime les autistes, c'est tout. Je ne sens bien avec eux. Je parle pour moi, pas pour eux. Est-ce qu'on sait pourquoi on aime quelqu'un ? »

## ODILE GURTOT

Buffo-Ranlagh, 20 h 30. Matinée dimanche 17 h 30. Relâche lundi. Jusqu'au 30 décembre (tél.: 42-88-64-44).

(1) Tous ces livres sont publiés par les Éditions du Seuil.

## DANSE

## Balanchine entre Mozart et Stravinsky

Pour sa seconde représentation au Théâtre des Champs-Élysées le New York City Ballet a retrouvé l'esprit de son créateur

La muse désappointée qu'on montrait en sortant du Théâtre des Champs-Élysées, le premier soir, a fait place le lendemain à un sourire: on retrouvait Balanchine sur les scènes, et des allées avaient poussé aux pieds du New York City Ballet.

*Divertimento* n° 15, c'est la musique de Mozart donnée à voir, ses structures mélodiques, rythmiques, harmoniques, éclairées par le mouvement avec une lisibilité merveilleuse: c'est Balanchine vivant la tradition classique avec un constant bonheur d'invention, un respect teinté de malice. La troupe semble s'être souvenue que la pure injure, naguère, était d'être traité par Mr B. de « non musical »: sa virtuosité obéit toujours à Mozart.

Le bal est mené par huit solistes remarquables — mention spéciale à Wendy Whelan, radiance, élégance, beaux bras, à Stéphanie Saland au charme capiteux, à Merrill Ashley tricotant des points avec un trio insolent. Et à Telle Ib Andersen, ballerine de Balanchine et de l'école d'Isadora Duncan, difficile de mieux danser.

*The Waltz Project*, de Peter Martins, utilise des pièces pour piano demandées à une douzaine de compositeurs américains sur le

thème de la valse. Quatre couples, New-York en fond de décor: rien d'insoluble, mais une chorégraphie habile, d'amusants rapports de séduction, un climat très américain.

Le couple Stravinski-Balanchine nous offre un finale en fan d'artifice avec la *Symphonie en trois mouvements*. Seize amazones blanches, queue de cheval au vent, caracolent, bientôt rejointes par cinq couples bondissants en noir et blanc puis six solistes pétaradants (les trois filles en maillot rose), Heather Watts, hélas, mais deux jumeaux de choc, Shawn Stevens et Margaret Tracey. Un son de la discipline pas vraiment évident, mais une vitalité, un panache, une énergie qui vous donnent des fourmis dans les jambes.

Mozart et Stravinski sont beaucoup plus présents sur le plateau que dans la fosse, où l'Orchestre Colonne s'empale à les assassiner.

SYLVIE DE NUSSAC

► *Divertimento* n° 15 et *Symphonie en trois mouvements* sont dansés à nouveau samedi 23 à 20 h 30. Théâtre des Champs-Élysées.

## L'alliage léger de Carbone 14

Dans « le Dortoir », treize Québécois s'essaient à jouer aux enfants de Bob Wilson et de Pina Bausch

Pour certains, le dortoir des institutions religieuses est une somme de souvenirs contradictoires, et pour d'autres, une kyrielle d'exercices à ses manettes, comme Gilles Mahon, metteur en scène et chorégraphe du spectacle présenté ces jours-ci au Théâtre de la Ville, c'est à la fois un lieu d'un réalisme cru et un formidable laboratoire d'inventions.

Pêle-mêle, cela va de la bataille de polochons à la course effrénée entre les lits de fer, la culotte sur la tête, de l'enfer des ronflements grognés par un voisin à la découverte des joies et des cruautés du premier amour, vite fait mal fait sous

les lavabos près des douches. De l'insomnie en forme de défilé morbide. Des angusties de la vie sexuelle à l'occasion, enfin transmise de s'exercer à ses manettes dans la confiance de la nuit. De la quête avouée du vide par une compagne somnolente à la transfiguration du mariage policier de la peur surveillante générale en sarabande excitée. De la projection sur les murs gris à la découverte des grands secrets...

Il y a tout cela dans le spectacle de Carbone 14, autant dire que l'on ne s'ennuie pas. Mais on assiste un peu perplexes à ce défilé d'un premier degré, alliage d'une grande naïveté et de prétention intellectuelle, malheureusement défaille. Sur la forme du spectacle, une boîte carrée qu'on a déjà vue chez Bob Wilson, belle donc, et les jolies lumières de Martin Saint-Onge, on n'aurait pas grand-chose à dire s'il n'y avait la musique tourmentée et laide de Michel Drapreau — qui redécouvre en les appuyant sur les répétitions magistrales de Phil Glass et les errements poétiques de Steve Reich.

Sur le fond, cela devient plus grave. Il y a le choix des textes qu'on nous inflige, au mépris de leur sens, un moyen d'une sonorisation délibérément déglutée et la peinture d'un univers tellement caricaturé que les questions qu'il soulève sont ravalées au niveau de la blague, de l'anecdote. Cela dit, l'énergie de toute la troupe suscite un mouvement de sympathie. Et puis il y a une scène très belle, très forte, une scène de transition où le dortoir, dans un tourbillon virtuel, devient la rue, et l'affrontement, la violence, la mort. C'est déjà ça, mais c'est trop peu.

OLIVIER SCHMITT

► Théâtre de la Ville. Jusqu'au samedi 23 septembre à 20 h 45. Tél.: 42-74-22-77.

## « Le Flamenco et ses valeurs », de Frédéric Deval

## Un livre précieux

Dans son petit livre (petit mais essentiel), Frédéric Deval raconte sa nuit de Noël 1988 à Lebrija (entre Séville et Jerez), en famille: Pedro Bacan, un des meilleurs guitaristes du moment, El Fusi, chanteur-danseur, et d'autres moins célèbres, certains parfaitement inconnus mais fameux, avaient alors dansé, chanté. Tout le monde avait bu du fino, et il éternuait.

« El Fusi avait chanté un peu, puis dansé un peu, enroulé ça et là des ébauches en demi-teinte, allusions aux allusions, grâces montées et reprises. Mais de moment général, point... Voilà. L'attente, le fino, la chaleur, tout y passe ».

C'est une nuit de Noël. N'importe qui venu de loin en aurait eu les yeux écarquillés pour la vie. Mais de génie, point. Personne n'y tromper. Nulle importance, d'ailleurs. La vie, ça ne consiste pas à attendre le génie (le *duende*) tous les soirs. Ça consiste d'abord à vivre. Et si le *duende* vient, tant mieux. De toute façon, il n'en fait qu'à sa tête. Bref, sur le coup de 3 heures du matin, l'auteur du *Flamenco et ses valeurs* s'est assoupi sur le campé. Mieux...

An bon, quelques heures plus tard (c'est un *leche y churros* bien gras), Bacan, Fusi, tout le monde est désolé pour le dormeur Deval. Parce que c'est juste après 7 heures que ça s'est passé, devant le Tout-Lebrija. « El Fusi, subitement et pendant d'inoubliables longs moments, fut vraiment bouleversé et chanta des gitanos qui l'aimaient et qu'il aimait, il avait véritablement représenté Lebrija dans son âme collective ».

Cette scène même est typiquement flamenco. Dans son livre, on trouve de tout, pages, Frédéric Deval n'oscille rien. Ni l'histoire, ni la symbolique, ni l'activité sociale, ni le commerce, qui régissent le monde du flamenco. Et encore moins sa dimension mythique. La préface est de Maurice Ohara.

Les photos sont de Michel Diniz. L'ensemble est, à l'heure de la mode flamenco, indispensable. En fait, Frédéric Deval se trompe. Il

ne dormait pas, la nuit du 25 décembre 1988: il écrivait son livre.

Toutes les questions que peut poser la représentation du flamenco en Andalousie et hors Andalousie sont traitées dans *Le Flamenco et ses valeurs*. Par exemple, ce qu'il en est du Teatro del Arte flamenco de Cristóbal Reyes. Quel pari? Chanteurs, danseurs et guitaristes reconstituent un parcours, du *marinista* (le chant des forges) aux *buleries* finales en passant par le *rituel* des *poes* gitanes. C'est une reconstitution. C'est une introduction. C'est une façon d'ignorer son goût. Le livre de Frédéric Deval en main.

## FRANCIS MARMADE

► El Teatro del Arte flamenco, à la Comédie Caennaise, jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre, 20 h 30. Tél.: 42-87-85-25.

► *Le Flamenco et ses valeurs*, Frédéric Deval, préface de Maurice Ohara, Aubier/Festival d'Aries, 94 p., 68 F.

## La mort du compositeur Irving Berlin

Le compositeur américain Irving Berlin est mort vendredi 22 septembre, à New-York. Il était âgé de cent un ans, auteur de près de mille chansons. Irving Berlin avait émigré aux États-Unis en 1893. Il avait connu son premier succès en 1911 avec *Alexander's Ragtime Band*. Des millions d'Américains ont fredonné *God Bless America*, *White Christmas* ou *Puttin' on the Ritz*. « Il n'y a pas de place dans la musique américaine », disait de lui un autre compositeur. Irving Berlin a écrit dix-neuf comédies musicales pour Broadway: *Watch Your Step*, *Call Me Madam* ou *Mr. President*. Il a également réalisé quinze musiques de film comme *Top Hat*, avec Fred Astaire et Ginger Rogers.

## MUSIQUES

## Toubillon de carnaval

Opéra maudit, « Benvenuto Cellini » de Berlioz connaît enfin le succès à Lyon pour la dernière édition d'un festival qui fête son dixième anniversaire

S'il est vrai que le Festival Berlioz termine sa carrière en fêtant ses dix ans (voir ci-dessous), il n'aura pas à ronger de son dernier spectacle. Après le *Benvenuto Cellini* calamiteux de 1982 au Palais des sports, celui qu'on réalisait Patrice Chéreau et Moïse Leiser à l'Auditorium est d'une qualité analogue à leurs *Trois de 1987*, encore qu'ils aient tenu davantage leur imagination en bride.

Il se sont appliqués à monter en épingle par une animation incessante cette musique vi-à-à, qui est le meilleur de l'œuvre, en multipliant les péripéties et les jeux de scène, non seulement dans le carnaval romain emporté par un tourbillon

épique, mais aussi dans les scènes plus intimes.

Il ont voulu, à juste titre, souligner le côté opéra-comique souillé par Berlioz, allant même jusqu'à emprunter la reconstitution de projet initial avec les dialogues parlés, partiellement établis par un musicologue britannique, Hugh MacDonald (1), avant de supprimer presque tous ces dialogues en raison de la longueur du spectacle!

Mais le ton est donné et les personnages ne peuvent guère être pris au sérieux, en particulier ce Cellini qui s'intéresse bien davantage à sa nouvelle conquête qu'à la statue de Persée qu'il doit livrer, contraint et

forcé, au pape. Ce robuste et séduisant gaillard (Neil Rosenheim), qui saute par les fenêtres, à la voix puissante, belle dans le médium, éternelle dans l'aigu, comme tant de Siegfried en liberté, paraît sortir d'un roman d'Alexandre Dumas.

Danièle Borst, séduisante Teresa, notamment dans le duo charmant de deuxième acte, n'a pas une voix assez ferme et dramatique pour les épisodes très enlevés qui demandent un abaissement et une vocalité à toute épreuve. Faut-il souligner, une nouvelle fois, qu'on ne comprend pas un mot ni de l'un ni de l'autre?

La plupart des personnages sont bien caricaturés et franchement comiques: le Balducci de François Loup dans le style Harpagon; le Fieramosca avantageux et pleutre de Michel Tremont; le cabaretier frère de Beckmesser d'Yvan Matiahi, et même le pape de Victor von Halem, vieillard sans voix quand il chante, mais alerte comme un jeune homme. Sans oublier l'Ascanio travesti de Constance Foe au timbre un peu rugueux, mais à l'allure très pétillante.

Le spectacle est soulé par l'interprétation des fameux chœurs *Pro Musica* de Londres, dont on se demande comment ils peuvent évoluer avec tant d'aisance et d'exactitude musicale dans un lieu aussi restreint et malaisé que l'Auditorium, ainsi que les batteurs, les acrobates et quantité de figurants qui peuplent le carnaval.

JACQUES LONCHAMPT

► Prochaines représentations les 23, 26, 28 septembre et 1<sup>er</sup> octobre.

(1) Cf. l'article de Gérard Cosé dans le Monde du 14 septembre.

## Derniers feux

Présentant la politique culturelle de la nouvelle municipalité aux journalistes venus pour l'inauguration du Festival Berlioz, MM. Michel Noir, maire de Lyon, et Jacques Oudet, son adjoint à la culture, leur ont appris... la disparition de ce même Festival, ou plutôt son remplacement possible par un autre où « le symbole de la création musicale à travers la mémoire, le nom même de Berlioz, sera maintenu ».

Après dix ans, le Festival Berlioz a, certes, bien rempli sa mission. Il a provoqué un grand mouvement de curiosité et d'enthousiasme pour le compositeur dans un public très large (plus de six mille personnes, samedi, pour le premier concert dans la nouvelle halle Tony-Garnier), et permis d'explorer maints recoins peu connus de son œuvre. Sans doute aussi s'est-il favorisé d'autres initiatives,

comme l'intégrale des *Trois de* à Nice et à Marseille l'an passé.

Mais la municipalité lyonnaise n'avait peut-être pas grande envie de poursuivre une manifestation créée par l'équipe précédente et qui coûte 15 millions de francs, alors que la reconstruction de l'Opéra, enfin mise en chantier, mobilisera à elle seule quelque 387 millions de francs.

Quant au Festival de musique contemporaine dont on parle, la nécessité n'en paraît pas très évidente actuellement à l'échelle nationale.

Fondateur du Festival, Serge Baudo s'est retiré sur le point de des pieds. Il serait question de lui confier « la création d'un hymne régional Rhône-Alpes sur un thème de Berlioz... »

J. L.











# ÉCONOMIE

Réunion à Washington du Comité intérimaire

## Les grands pays industrialisés débattent d'une augmentation des ressources du FMI

En prélude aux assemblées plénières du FMI et de la Banque mondiale qui se tiendront du mardi 26 au jeudi 28 septembre, les sept pays les plus industrialisés du monde (groupe dit G 7) devaient se réunir samedi à Washington. Au menu : évolution des taux de change et dette du tiers-monde.

Ces réunions se tiennent alors que trois grandes banques américaines — Manufacturers Hanover, Chase Manhattan et J.P. Morgan — annonçaient une augmentation très importante (4 milliards de dollars) de leur provision pour pertes sur des prêts aux pays du tiers-monde, signe avant-coureur d'annulations de dettes.

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Selon M. Ono Ruding, ministre des finances du gouvernement néerlandais et président du Comité intérimaire (instance politique du FMI) qui devait tenir session dimanche 24 et lundi 25 septembre, l'augmentation des quotas de cette institution devrait se situer entre 50 % et 67 %. Il s'agit d'une décision « à ce sujet ne soit pas prise, comme convenu, avant la fin de l'année », a déclaré à la presse M. Ruding.

Pour M. Ruding, l'augmentation des quotas est justifiée par le rôle

que doit jouer le Fonds dans la mise en œuvre de la « stratégie renforcée de la dette », plus connue sous le nom de Plan Brady de réduction de la dette. C'est un fait qu'aujourd'hui les finances du Fonds (dont les versements au titre des nouveaux crédits sont inférieurs aux remboursements qu'il reçoit) sont dans une situation « très satisfaisante ». Mais, d'ici à deux ans, estime l'actuel président du Comité intérimaire, il pourrait bien avoir besoin de liquidités additionnelles. Ce laps de temps correspond à peu près au délai nécessaire pour qu'un accroissement des quotes-parts des pays membres soit ratifié.

### Le Japon dépasse la Grande-Bretagne

M. Ruding a lancé un appel pour que les cinq membres permanents du conseil d'administration du FMI s'entendent entre eux dès maintenant, au moins sur le principe que le réajustement de leurs contributions respectives et donc de leurs pouvoirs de vote respectifs, soit obtenu sans changer globalement le pourcentage (environ 42 %) de leurs participations par rapport au total des quotas. En termes purement financiers, ce pourcentage n'a pas grande signification. Il est, de ce point de vue, beaucoup plus important dans la réalité, puisque les cinq sont les principaux contributeurs de devises convertibles, les seules qui soient utilisables par le FMI pour ses opérations de prêts.

Mais c'est pour des raisons politiques qu'il serait opportun de ne pas bouleverser l'équilibre des

droits de vote (41,3 % environ pour les cinq), alors que, pour des raisons tenant aux changements intervenus dans les capacités contributives, le moment est venu de donner au Japon la deuxième place — comme c'est déjà le cas pour la Banque mondiale, — après les États-Unis.

Cela pose un problème de susceptibilité pour la Grande-Bretagne, qui a gardé jusqu'à ce jour le deuxième rang que les accords de Bretton Woods, négociés en juillet 1944, lui avaient attribué dans la nouvelle configuration. Le quota britannique serait égal à celui de la France. Cela représenterait déjà une concession à Londres car, selon les critères retenus, la place de la France devrait être au-dessus de celle du Royaume-Uni. La RFA continuerait d'occuper la troisième position après les États-Unis et le Japon. La nouvelle révision des quotes-parts des États membres devrait déboucher sur une des plus fortes augmentations jamais enregistrées, et cela à partir d'un niveau très élevé historiquement : 89,2 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux (DTS) contre 38,9 milliards en 1976 après la sixième révision. Outre les États-Unis, deux pays ne sont pas encore convaincus qu'une augmentation « substantielle » soit nécessaire : la Grande-Bretagne et l'Arabie saoudite. Au-delà de leurs préférences doctrinales, ces deux pays ont tout intérêt à ne pas voir leurs poids respectifs dans l'institution diminuer par une augmentation différenciée des quotes-parts.

En ce qui concerne le dollar, il ne semble pas que le groupe des Sept (les cinq plus l'Italie et le Canada), dont la réunion était pré-

vue pour le samedi 23 septembre à Washington, aille beaucoup au-delà d'un tour d'horizon sur les marchés, en se félicitant de leur calme retrouvé depuis quelques jours. L'impression prévaut que dans les pays les plus touchés par le retour de l'inflation, Royaume-Uni en tête, le point culminant pourrait bien avoir été dépassé.

Selon un communiqué de la Banque mondiale, des « progrès » ont été accomplis à l'occasion de la réunion, jeudi, des trente-quatre pays donateurs, qui doivent d'ici à la fin de l'année s'entendre sur la neuvième reconstitution triennale des ressources de l'Association internationale de développement. Reste à déterminer à quoi correspond ce mot de progrès dont use l'actuel directeur du service des ressources de l'Association internationale de développement. L'AID accorde des prêts de très longue durée, trente-cinq et quarante ans, ne portant pas intérêt aux pays dont le revenu par tête est inférieur à 400 dollars. Au cours du précédent exercice, elle a conclu des engagements pour 4,9 milliards de dollars (la Banque mondiale et ses filiales ont pris, il y a déjà un certain temps, la sage décision de tenir à nouveau leurs comptes non plus en DTS mais en dollars). L'AID n'est plus la seule institution spécialisée dans ce genre d'opérations qui équivalent à des dons. Le Fonds monétaire octroie depuis trois ans aux pays les plus pauvres des « facilités d'ajustement structurel » et d'ajustement structurel renforcé sur dix ans, avec une franchise de cinq, le taux d'intérêt pour les cinq dernières années étant de 0,5 %.

PAUL FABRA

Après le rachat d'Uniroyal

## Michelin devient le numéro un mondial du pneumatique

En annonçant le 22 septembre l'acquisition, pour 4,5 milliards de francs, du groupe pneumatique nord-américain Uniroyal-Goodrich, Michelin renforce sa position outre-Atlantique et prend une option pour la première place mondiale des fabricants de pneus.

Fidèle à son habitude d'extrême discrétion, le groupe Michelin s'est contenté d'un communiqué laconique pour annoncer, vendredi 22 septembre, son rachat d'Uniroyal-Goodrich, le deuxième fabricant de pneus d'Amérique du Nord, et le cinquième au plan mondial. A l'issue de négociations avec le principal actionnaire d'Uniroyal-Goodrich, M. François Michelin va pratiquement doubler de taille dans cette zone stratégique, en s'ajoutant les sept usines d'Uniroyal dont les effectifs représentent 18 500 personnes. Très présent sur le marché nord-américain de la première monte et du remplacement, Uniroyal deviendra une filiale de Michelin et « pourra assumer son développement en gardant sa personnalité propre, dans le respect de l'identité de son personnel et de l'image des marques auxquelles sa clientèle est attachée », selon les termes du communiqué.

### Un marché en mutation

Sur un marché du pneumatique en pleine mutation, marqué par la montée en puissance des fabricants japonais, Michelin était depuis longtemps soucieux de gagner en taille, principalement outre-Atlantique, où se trouve le premier débouché du monde. En 1988, son alliance avec l'italien Pirelli pour la prise de contrôle de Firestone avait débouché, le japonais Bridgestone raflant la mise après avoir déboursé 2,6 milliards de dollars.

L'acquisition par Michelin de Uniroyal-Goodrich devrait ouvrir au groupe français la porte du marché des marques « privées » sur lequel il était totalement absent et où Goodyear détiendait la première place. Le marché américain est en effet partagé à parts égales entre les grandes marques qui vendent leurs pneus sous leur nom et des centaines de petites marques qui achètent leurs pneus aux fabricants.

Dans un communiqué, le président d'Uniroyal, M. Charles Ames a indiqué vendredi que ce rachat « représentait une excellente opportunité pour [son] groupe », insistant sur l'apport en ressources financières et technologiques de Michelin. Le groupe de Clermont-Ferrand, présent sur le marché américain depuis 1971, poursuit sa stratégie d'implantation dans les grandes régions de consommation du monde. L'Asie, où sa part de marché atteint seulement 3 %, pourrait être sa prochaine destination.

## REPÈRES

### COISSANCE

Recul du PNB

au Japon

au deuxième trimestre

L'activité économique au Japon a régressé au deuxième trimestre, de 0,8 % par rapport au trimestre précédent, selon l'Agence de planification économique. Ce fléchissement ramène à 3,1 % le taux de croissance, en rythme annuel, contre 9,1 % au premier trimestre 1989. Cette contraction s'explique par un recul marqué de la consommation privée (-1,3 %), repli le plus prononcé depuis le deuxième trimestre 1974 et par une diminution des ventes à l'étranger (-3,2 %) qui ont surtout concerné l'automobile.

### Révision à la baisse aux Etats-Unis

La croissance de l'économie américaine a été de 2,5 %, en rythme annuel, au second trimestre, ce qui est inférieur à la précédente estimation de 2,7 %. Cette correction de 0,2 % s'explique essentiellement par une croissance des dépenses de consommation moins élevée que prévu. Celles-ci ont augmenté de 1,9 % entre avril et juin, alors qu'une progression de 2,2 % avait été annoncée dans le courant de l'été.

Le département du commerce a indiqué que les bénéfices après impôts des entreprises américaines avaient baissé de 7,2 % au second trimestre et non de 5,4 %, chiffre donné le mois dernier.

## SOCIAL

La poursuite de la grève chez Peugeot

## Les démêlés de l'économie et du social

Suite de la première page

Il ne faut pas y voir le succès d'une série d'entreprises, mais celui d'une nation, d'une cohérence industrielle et sociale allant de l'école à l'usine. Ces succès n'ont pas été obtenus par le rattachement de moitié du yen depuis quatre ans.

Or l'Europe, qu'on le regrette ou pas, se construit sur le mode libéral, c'est-à-dire sans protection. Dans l'automobile, les conséquences seront grandes. Les Japonais détiennent aujourd'hui 11 % du marché. A leurs exportations vont s'ajouter, demain, les productions des usines bâties en Grande-Bretagne.

Comme les pays qui ont aujourd'hui des quotas d'importation (la France, l'Italie, l'Espagne, la Grande-Bretagne) devront les laisser passer le 1<sup>er</sup> janvier 1993, les Japonais gagneront, vers 1995, entre 18 % et 25 % du marché européen, évalué à 15 millions de voitures.

Pour PSA, qui en contrôle 14,9 %, le calcul est simple : perdre 1 point de marché, c'est 150 000 voitures ; 2 points, et il

faut arrêter l'équivalent de la production de l'usine de Mulhouse...

On comprend que M. Calvet se sente « stressé » et qu'il veuille mettre à profit le répit ménagé d'ici à 1993 pour achever la mise en « capacité de se battre » de son groupe. L'heure n'est pas venue de relâcher l'effort.

### Le paternalisme toujours vivant

Pour résister aux importations de voitures, ne faut-il pas importer le modèle social japonais ? En partie, oui. Dans l'industrie, la référence n'est plus, comme auparavant, américaine, elle est japonaise. Peugeot, comme tous les industriels français, allemands, américains, a multiplié les visites à Toyota City depuis cinq ans, pour voir, apprendre et copier. Ainsi sont nés les « zéros » (zéro défaut, zéro délai, zéro stock, zéro panne), les cercles de qualité, etc.

Le schéma japonais impose : des équipes de brancards commandant des robots, remplaçant des ouvriers immigrés obéissant à la chaîne.

On peut juger, non sans raison, que la fidélité des ouvriers japonais

à leur entreprise est suspecte et le système est aliéné. Mais il est aux portes de l'Europe.

La France n'est pas le Japon, elle doit trouver une réponse, une dynamique nationale de long terme. Le faire impose, d'abord, de changer ses modes de rémunération en faisant largement appel à l'intéressement (le bonus nippon). Ensuite, il faut savoir organiser la transition sans heurt. Chez Peugeot, les anciens non-diplômés, ayant vingt ans de maison, s'opposent aux jeunes Bac + 2 : chaque catégorie estime devoir recevoir un salaire supérieur à l'autre.

Enfin, et surtout, il faut modifier radicalement l'organisation du travail et les prises de décision. Décentralisation, concertation, motivation, etc. ; autant de slogans qui courent, c'est vrai, les murs des usines. Mais le conflit de Peugeot montre qu'ils sont détournés de leur sens. L'individualisation des salaires sert encore à encourager plutôt la soumission que l'émulation. Du haut en bas de la hiérarchie, le paternalisme d'antan a gardé des forces.

Obtenir un accord de tons, de l'école aux syndicats, en faveur du développement industriel, acclimater la social-démocratie choisie par les Français dans les usines, c'est finalement une tâche plus difficile que de réaliser un redressement financier.

ERIC LE BOUCHER

## Nombreux soutiens aux grévistes

Tandis que M. Jacques Calvet, PDG de Peugeot, excluait à nouveau, vendredi 22 septembre, toute idée de revenir sur ses positions, les grévistes de Mulhouse et de Sochaux ont poursuivi leurs opérations collectives de fonds. De nouveaux appels à la direction de Peugeot, pour qu'elle ouvre des négociations, ont été lancés. Mais M. Calvet, en présentant la 605 à la presse, a déclaré : « Quand nous prenons des décisions, nous nous y tenons ».

A Sochaux, les syndicats ont indiqué qu'une somme de 18 000 francs a été versée par des non-grévistes, et la seconde « journée de solidarité » a permis aux grévistes mulhousiens de percevoir, près de 10 000 francs après les 200 000 francs recueillis lors de la journée de jeudi. La municipalité de Belfort, dirigée par M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, a

accordé une subvention de 50 000 francs aux grévistes, de même que la municipalité communiste de Bémontcourt (Doubs), alors que le conseil général du Territoire de Belfort leur a versé 100 000 francs.

A Mulhouse, où les ateliers de montage et de carrosserie ont été bloqués plus de deux heures vendredi, la production a été limitée à 600 voitures (sur 1 300 en temps normal), de même qu'à Sochaux (contre 1 820 en vitesse de croisière). D'autre part, deux secrétaires nationaux du Parti socialiste, MM. Michel Charzat et Gérard Collomb ont rendu visite, vendredi, aux grévistes de Peugeot pour les assurer de leur solidarité. Quant à Mgr Charles-Amarin Brand, archevêque de Strasbourg, il a déclaré : « L'homme qui souffre a le droit d'être écouté (...). Ne pas le faire, c'est le blesser dans sa dignité ».

Selon les experts réunis à Montréal

## Les ressources énergétiques ne poseront pas de problème dans un proche avenir

La conférence mondiale de l'énergie s'est achevée, vendredi 22 septembre, à Montréal sur une note optimiste. « Les ressources énergétiques ne poseront pas de problème fondamental dans un proche avenir », selon les auteurs du rapport final. L'approvisionnement en énergie reste pourtant un problème important pour les pays en développement.

MONTREAL

de notre correspondante

Telle que présentée par l'un des responsables de la Banque mondiale, l'équation est dramatiquement simple. D'un côté, les investissements à réaliser dans les pays en voie de développement pour répondre aux besoins énergétiques s'élèvent, d'après les projets déposés, à 100 milliards de dollars par an durant la prochaine décennie. De l'autre, la Banque mondiale et les différents programmes gouvernementaux d'aide bilatérale ne pourront fournir chaque année plus de 17 milliards de dollars (112 milliards de francs). A charge pour les pays en développement de trouver le solde ou de convaincre les investisseurs privés étrangers du bien-fondé de leur projet.

M. Anthony Churchill, directeur du comité Energie et industrie de la Banque mondiale, a estimé que la solution passait par la privatisation de la production de l'électricité dans les pays où l'Etat la contrôle. A la même table ronde, M. Cordell Hull, président du géant américain Bechtel Power Corp. a renchéri. Selon lui, les capitaux étrangers ne seront attirés dans les pays en développement qu'à partir du moment où ces derniers s'attacheront à présenter des projets guidés par deux maîtres mots : efficacité et rendement.

### Transfert de technologie

Pas de développement sans énergie et pas d'énergie sans capitaux. Or, les représentants des pays concernés ont souligné que les investisseurs étrangers faisaient, en général, payer très cher les risques potentiels qu'ils encouraient en venant sous leurs latitudes. Ceux d'entre eux qui ne produisent pas de pétrole ont aussi trouvé que les perspectives qui leur étaient offertes, dans le cadre de cette conférence, n'avaient rien d'encourageant.

L'or noir, considéré par le président de la conférence, M. Marcel Boiteux, comme « l'énergie idéale

pour remplacer le bois de feu » et limiter la déforestation, devrait voir ses prix augmenter lentement mais sûrement, en raison de la croissance de la demande mondiale surtout.

Invités à s'engager plus vigoureusement sur la voie des économies d'énergie, les pays en développement ont levé les bras au ciel. En Inde, ont expliqué les responsables de l'Institut Tata de recherche sur l'énergie (le plus important du tiers-monde), la demande d'électricité s'accroît en moyenne de 12 % par année. Elle augmenterait encore de 8 % à 9 % par année si tous les moyens étaient mis en œuvre pour réduire le gaspillage. Montréal du doigt au chapitre de la pollution de l'air par les combustibles fossiles (charbon, gaz, pétrole) qu'ils utilisent abondamment, ils ont rétorqué que « l'aspiration à un environnement propre était fonction du niveau de vie des consommateurs ».

Outre le recours au nucléaire et à l'hydraulique pour les pays qui peuvent se le permettre, les solutions envisagées requièrent d'importants transferts de technologie du Nord au Sud. « Il faudra encore soixante-quinze à cent ans avant que les énergies renouvelables entrent vraiment dans les mœurs », a estimé un représentant du secteur énergétique privé américain.

MARTINE JACOT

## EN BREF

Manifestations des agents des finances. — L'appel à des manifestations lancé par l'intersyndicale CGT-CFDT-FO-CGC-CFIC-SNUJ (autonome) a été suivi vendredi 22 septembre par les pays par 7 000 à 8 000 agents du ministère des finances, selon les organisateurs (2 500 selon la police). Une délégation a été reçue par un conseiller du premier ministre. Dans les régions, des défilés ont également eu lieu (1 500 personnes à Toulouse, 400 à Arras et à Rennes, 250 à Grenoble) pour obtenir l'ouverture de négociations sur les traitements (les syndicats réclament 30 points d'indice, soit 700 F par mois) et les effectifs. Selon l'intersyndicale, « il n'y a pas de différence entre la manière dont on (...) traite les fonctionnaires des finances et celle dont on traite les ouvriers de Peugeot ».

Mercedes-Benz-France : fin de la grève. — Le mouvement de grève, commencé le 14 septembre à l'usine Mercedes-Benz-France de Molesheim (Bas-Rhin), a été interrompu le jeudi 21 septembre. Les grévistes ont repris le travail le

matin même pour que s'ouvrent des négociations selon la condition fixée par la direction. La CGT affirme que le conflit pourrait rebondir dans les prochains jours si un accord n'intervenait pas. La direction propose actuellement une prime unique de 500 francs, et les grévistes — 250 selon la CGT, 190 selon la direction — revendiquent une augmentation uniforme de 800 francs.

Erratum. — Le tableau récapitulatif l'évolution des divers impôts, en page 28 de nos éditions du 22 septembre, contenait une erreur : les colonnes 2 et 3 concernaient l'année 1989 et non l'année 1988. D'autre part, le barème de l'impôt de solidarité, publié dans nos éditions du 23 septembre, doit être précisé : la première tranche de ce barème, au taux 0, va de 0 franc de patrimoine à 4,130 millions de francs (nous avions indiqué 4,1 millions) ; la deuxième tranche, au taux de 0,5 %, va de 4,130 millions à 6,7 millions de francs. Le reste sans changement.



## REVUE DES VALEURS

## BOURSE DE PARIS

Depuis deux mois, pas une semaine ne se passe sans que l'indice CAC, le célèbre baromètre de la Bourse de Paris, ne pulvérise ses records. La période écoulée n'a pas fait exception. Toutefois, si la performance est appréciable, avec le franchissement de la barre des 500 points, elle s'est effectuée sans enthousiasme. Quatre jours de suite, à pas comptés, le CAC a atteint de nouveaux sommets avant de culminer vendredi 22 septembre à 550,43. Il s'appréciait ainsi de 1,7% par rapport au vendredi précédent. Le seuil des 500 points est désormais démantelé, comme le fut celui des 300 le 22 juillet dernier. Rue Vivienne, personne n'aurait voulu troquer l'épave suivante et parler d'ouverture des futurs 600 points.

La hausse d'été, traditionnellement attendue par les boursiers, était donc à nouveau au rendez-vous cette année après deux ans d'absence. Commencée en juin, elle s'est achevée jeudi sur une liquidation gagnante de 3,8%. Cette progression de septembre est donc la meilleure enregistrée au cours de ces quatre derniers mois. Pourtant, les cinq dernières séances n'ont pas la même réputation.

Jusqu'à jeudi, le marché est demeuré extrêmement calme, sans incident particulier. Les indicateurs de tendance ont oscillé entre -0,1% et +0,17%, se stabilisant à 0,09% mercredi en clôture. Les intervenants ne réagissent pas aux statistiques mensuelles (hausse de commandes des chantiers, stabilité des prix), confirmant la bonne tenue de l'économie outre-atlantique et l'absence de récession brutale. Jeudi, un petit frisson s'empara des opérateurs pendant la réunion des dirigeants de la Bundesbank. Une fois encore, en décidant de ne pas durcir leur politique monétaire, les autorités allemandes contribuent à relancer l'activité boursière. La tendance redressait positive (+0,09%) après avoir perdu jusqu'à 0,5%. Vendredi, le nouveau mois boursier d'octobre démarrait sous le signe de la fermeté (+0,83%), mais sans aucun emballement. Les gestionnaires continuent à préférer attendre l'issue de la réunion du G7, groupe des sept pays les plus industrialisés, prévue samedi et dimanche pour décider de leurs futures stratégies.

Deux événements ont toutefois troublé la monotonie ambiante rue Vivienne. Mercredi, une occupation de la Bourse par plusieurs centaines d'agents du Trésor et des finances en grève a assombri le vieux palais habituellement désert, sans pour autant perturber vraiment les cotations. Seuls les marchés d'options sur actions ont été bloqués pendant quelques heures, ainsi que la négociation des dix dernières valeurs françaises encore négociées à la cote (CEG, Michelin, Midl, Saint-Gobain, Société générale et Suez). Quarante-huit heures plus tard, c'était à nouveau l'effervescence autour de ces actions. Mais

## Les 550 à pas comptés

L'ambiance était autre. Les slogans revendicatifs étaient remplacés par du champagne et de la musique. Un guitariste et un violoniste avaient été invités par les comités pour célébrer le dernier jour d'existence de ce groupe de cotations. Désormais, toutes les valeurs françaises inscrites à la cote officielle et au second marché sont intégrées dans le système informatique de cotations automatisé en continu. Elles ne s'échangent plus à la criée, mais par l'intermédiaire d'écrans.

## Le lancement de la contrepartie

Parallèlement à cette modernisation, pour rendre plus attractif le marché de Paris et surtout pour augmenter sa liquidité et attirer des investisseurs internationaux, la Société des Bourses françaises a désigné les établissements qui pourront, dès le mois d'octobre, se lancer dans une nouvelle activité : la contrepartie. Cette opération permet à l'intermédiaire de servir directement son client en s'interposant entre lui et le marché. En prenant position pour son propre compte, il peut répondre immédiatement à la demande des investisseurs, en particulier sur de grosses quantités de titres. Ces sociétés de Bourse ont été retenues pour s'exercer dans ce type de transactions nouvelles en France : Bact-Allela-Farra, de Cholet Dupont, Delahaye-Ripault, DLP James Capel et Meeschner-Rousselle.

Une fois encore, la semaine a été rythmée par la publication de résultats semestriels encourageants pour Saint-Gobain, CEG et Essilor, mais qui n'ont pas eu d'effets véritables sur l'évolution des actions. Vendredi, Dassault a littéralement décollé à la suite des rumeurs concernant un contrat de 9 milliards de francs avec les Kowévites. Ces derniers pourraient annoncer prochainement l'acquisition de vingt-quatre Mirage-2000. En revanche, Eurotunnel, une fois encore, a été victime de multiples rumeurs, notamment d'un surcoût des travaux, plus important que celui annoncé en juillet, auquel s'est ajouté un risque de paralysie de chantier en raison des grèves chez un sous-traitant. Au chapitre des hausses, Chargeurs SA et Rhine-Poissac ont payé leur tribut. Le groupe de M. Seydoux a payé l'accident du DC-10 d'UTA, filiale des Chargeurs, et des incertitudes liées à une éventuelle reprise de la S. Les pertes de cette chaîne

## Semaine du 19 au 23 septembre

de télévision pourraient, en cas de reprise, peser sur les comptes, estimant certains analystes. Mercredi, le certificat d'investissement Rhine-Poissac réagissait, quant à lui, négativement à l'acquisition de RTZ Chemicals et de la division spécialités de l'américain GAF. Les 8,5 milliards de francs à payer ont, au départ, inquiété les investisseurs, d'autant que les premières informations en provenance de Londres résistaient l'acquisition de RTZ Chemicals très onéreuse.

Le secteur des assurances, toujours très suivi depuis l'OPA de Suez sur la Compagnie Industrielle, s'est enrichi d'une OPE lancée par le groupe AXA-Midi, le 19 septembre. Cette offre publique d'échange porte sur des firmes du groupe (Drouot Assurances, La Paternelle risques divers, Présence Assurances et Présence Vie) et a pour objectif de les regrouper dans AXA-Midi Assurances. Cette société, négociée sur le marché au comptant, devient pour l'ensemble ce que M. Claude Béhar le « principal vecteur boursier pour ses activités d'assurances ». Les parties proposées sont de huit AXA-Midi Assurances pour cinq actions Drouot Assurances, ce qui confère à ce titre une valeur de 659 francs pour un dernier cours de 621 francs; cinquante-deux actions AXA-Midi pour cinq obligations convertibles Drouot Assurances, soit 4 285 francs contre 3 917 francs; six actions AXA-Midi pour une action La Paternelle, soit 2 472 francs contre 1 670 francs; neuf AXA-Midi contre quatre Présence Assurances, soit 927 francs contre 665 francs; six actions AXA-Midi contre une action Présence Vie, soit 2 472 francs contre 1 680 francs. Ces projets d'offres débiteront toutefois uniquement lorsque les autorités boursières auront donné leur aval. Il en sera de même pour l'OPA lancée mercredi par la CEG sur la CEAC (Compagnie européenne d'accumulation), dont elle détient déjà 73 % du capital.

La Société des Bourses françaises a donné son accord pour deux offres de reprise, l'une concernant TRI et l'autre la SOGENAL. Philips pourra donc acquérir l'ensemble des titres de sa filiale au prix unitaire de 1 600 francs, permettant aux actionnaires d'enregistrer un gain de 14 % par rapport aux 1 400 francs enregistrés avant l'interdiction de cotation le 17 août dernier. Enfin, la parité retenue pour l'offre publique d'échange de la Société générale sur la SOGENAL est d'une action A Société générale contre quatre SOGENAL, comme le proposait l'initiateur, et non d'une pour trois comme le demandait le responsable de la Bourse de Nancy. Seul amendement : les actionnaires détenaient moins de quatre titres pourront recevoir, en espèces, 135 francs par action.

DOMINIQUE GALLOIS

## BOURSES ÉTRANGÈRES

## NEW-YORK

## Hésitation

Wall Street s'est encore laissé envahir par la torpeur, malgré des statistiques économiques montrant une croissance modérée démentie de pressions inflationnistes. Dans un marché calme, l'indice Dow Jones a peu fluctué, terminant la semaine sur un gain de 7,03 points par rapport à la clôture du vendredi précédent. Les analystes ont attribué l'hésitation des investisseurs à plusieurs éléments, parmi lesquels la perspective d'une hausse de la production des cours depuis le début de l'année, et ainsi l'attente des conclusions de la réunion du Groupe des sept pays industrialisés (G7) prévue dimanche. Leur décision pourrait avoir une influence sur l'évolution du dollar et des taux d'intérêt.

Les valeurs du secteur bancaire ont bien réagi à la résolution des grandes banques américaines d'augmenter leurs réserves pour couvrir d'éventuelles pertes sur leurs prêts aux pays du tiers-monde.

Indice Dow Jones du 22 septembre : 2681,61 (contre 2674,58).

	Cours 15 sept.	Cours 22 sept.
Alcoa	74,50	74,37
AT&T	47,75	47,75
Boring	56,25	56,75
Chase Man. Bank	37,50	40
De Pont de Nemours	116,62	118,25
Eastman Kodak	48	48
Exxon	44,87	45,25
Ford	52,12	51,75
General Electric	57	56,12
General Motors	49,42	47,75
Goodyear	65,75	65,75
IBM	115,62	116,75
ITT	68,25	68
Mobil Oil	56,62	56,75
Pfizer	67,50	67,50
Schlumberger	42,50	42,50
Tecan	51,12	51,37
UAI Cap. (en Allg.)	279,75	281,25
Union Carbide	25,50	25,37
USX	34,12	33,50
Westinghouse	67,75	66,37
Xerox Corp.	65,25	64,37

## LONDRES

## Semaine irrégulière

L'annonce du patronat sur une possible récession de l'économie britannique, le creusement du déficit budgétaire en août et les craintes d'une nouvelle hausse des taux d'intérêt en Grande-Bretagne après l'annonce d'une nette progression de la masse monétaire et des crédits bancaires ont incité les investisseurs à la prudence. L'indice Footsie a clôturé en légère hausse (3,7 points) par rapport à la semaine précédente à 2 370,2.

Les assurances, affectées par les dégâts dus à l'ouragan Hugo, ont limité leur progression. Jaguar s'est envolé après l'annonce par l'américain Ford de son intention de porter sa participation à 15 %.

Indice « FT » du 22 septembre : 100 valeurs, 2 370,2 (contre 2 366,5) ; 30 valeurs 1 949,5 (contre 1 949,7) ; fonds d'Etat, 85,80 (contre 85,88) et mines d'or, 210,7 (contre 207,01).

	Cours 15 sept.	Cours 22 sept.
Beecham	512	498
Bovril	315	313
BP	353	353
Chatter	384	386
Courtauld	384	386
De Beers	14,75	14,75
Free Gold (*)	13,50	15,42
Glan	16,50	16,50
GLS	12,77	12,77
Hammer	328	347
Johnson	447	441
Unilever	438	438
Waters	249	253
Warren	—	—

(\*) En dollars.

## FRANCFORT

## Nouvel élan

Les valeurs ouest-allemandes ont retrouvé un nouvel élan en fin de semaine bien que le marché reste fondamentalement incertain dans l'attente d'un éventuel relèvement prochain des taux d'intérêt.

Indice du 23 septembre : DAX 1 628,80 (contre 1 595,31) ; Commerzbank 2 032,8 (contre 1 996,7).

	Cours 15 sept.	Cours 22 sept.
ABG	247	264,50
BASF	253,50	253,50
Boehr	396,50	397,75
Commerzbank	205,50	205,50
Deutschebank	665	665
E.ON	235,30	237,10
Karstadt	637,20	670,20
Mannesmann	275,50	279,50
Siemens	594,50	615
Volkswagen	471,10	474,50

## TOKYO

## Légère hausse

Le mouvement de hausse modéré observé depuis une semaine s'est poursuivi au Kabuto-cho où la production reste de mise.

Indice du 22 septembre : Nikkei, 34771,79 (contre 34401,88) ; Topix, 2 625,40 (contre 2 618,43).

	Cours 14 sept.	Cours 22 sept.
Akai	817	772
Daewoo	1 760	1 820
Canon	1 740	1 820
Fuji Bank	3 690	3 570
Honda Motor	1 580	1 590
Mitsubishi Electric	2 350	2 320
Mitsubishi Heavy	1 150	1 150
Sony Corp.	2 250	2 400
Toyota Motor	2 560	2 350

## Mines, caoutchouc outre-mer

	22-9-89	Diff.
Géophysique	900	+ 18
Imetal	402	+ 33
Michelin	180,80	+ 0,20
Métaleurop	284,30	+ 48,90
RTZ	59,70	+ 1,65
ZCI	3,39	+ 0,1

## Produits chimiques

	22-9-89	Diff.
Inst. Métrix	6 350	+ 260
Labo. Bel	2 330	+ 46
Rosell Ué	1 111	+ 4
BASF	594	- 4
Boyer	1 037	+ 7
Hoechst	1 064	- 2
Imp. Chemie	138	+ 0,90
Norak Hydro	143,50	+ 2,50

## Pétroles

	22-9-89	Diff.
BP - France	145	+ 3,78
Elf-Aquitaine	544	+ 5
Esso	526	+ 14
Exxon	295	- 14
Petrolfin	2 950	+ 19
Primagaz	878	+ 7
Raffinage	191,50	+ 16,50
Royal Dutch (I)	449	+ 8,78
Sogehap	435	+ 5
Total	530	+ 21

(1) Coupon de 7,30 F.

## Métallurgie

## construction mécanique

	22-9-89	Diff.
Alpi	571	+ 5
Arvion Dussault-B.	699	+ 5
De Dietrich	1 725	+ 10
FACOM	1 560	+ 80
Five-Lille	474	+ 24
Marine West	526	+ 13
Peugeot	505	+ 33
Peugeot SA	920	+ 10
Sagem	1 408	+ 50
Saint-Chaillou	320	+ 8
Strat	1 130	+ 22
Valen	916	+ 6
Vallourec	474,90	+ 53,90

## Valeurs diverses

	22-9-89	Diff.
Accor	878	+ 43
Arjomari	3 155	+ 225
Bis	783	+ 22
Bis	713	+ 8
CGIP	1 646	+ 14
Club Méditerranée	652	+ 3
Essilor	3 355	+ 3
Europe 1	323	+ 48
Groupes C&D	3 325	+ 44
Hachette	440,30	+ 9,70
HAVAS	1 180	+ 59
L'Air liquide	683	+ 4
L'Oréal	4 055	+ 75
Navigation Miro	1 239	+ 67
Nord-Est	262,50	+ 3,50
Saint-Gobain	784	+ 2
Saatchi	1 400	+ 40
Skin Rostignol	1 325	+ 70

## Alimentation

	22-9-89	Diff.
Béghin-Say	706	+ 27
Boulogne	3 349	+ 12
BSN	742	+ 4
Carrefour	3 602	+ 102
Casino	237	+ 10,80
Euronorm	3 450	+ 45
Guyane et Gasc.	1 140	+ 18
Moët-Hennessy	4 525	+ 30
Nestlé	34 550	+ 1 450
Océid (Gis)	944	+ 29
Oliver	472	+ 21,50
Paradis	421	+ 8
Promodis	4 400	+ 235
St-Louis-Bouchon	1 571	+ 107
Source Perrier	1 810	+ 30

## Banques, assurances

	22-9-89	Diff.
Bail Equipement	392	+ 7
Banque (Cie)	622	+ 12
Cedex	690	+ 13
CFP	1 000	+ 13
CFI	499	+ 9
Chargeurs SA	1 199	+ 101
Midland Bank	725	+ 13
Hélio (LA)	725	+ 13
Locofin	544	+ 10
Locofin	544	+ 10
Locofin	544	+ 10
Midl	1 440	+ 35
Midland Bank	725	+ 13
OFP	1 690	+ 47
Paribas	512	+ 11
Paribas de récess	508	+ 45,50
Pfaff	1 130	+ 10
Schneider	890	+ 280
Société générale	536	+ 12
Suez (Cie Fin.)	392	+ 14
UCB	362	+ 4,40

## Bâtiment, travaux publics

	22-9-89	Diff.
Auxil d'entr.	1 095	+ 25
Bouygues	74	+ 1
Chimie Française	1 835	+ 120
Dumez	1 118	+ 63
GTM	1 400	+ 20
J. Lefebvre	1 400	+ 20
Leclercq	1 785	+ 49
Maisons Phénix	88	+ 5
Poliet et Chausson	785	+ 10
SGE-SB	249,50	+ 1,50

## Filatures, textiles

	22-9-89	Diff.
Apache (Fin.)	1 729	+ 29
Bois	78	+ 38
CFAP	665	+ 35
Danart	4 010	+ 4
DMC	631	+ 205
Galettes Lafayette	2 355	+ 89
La Redoute	4 150	+ 89
Neuves Galeries	713	+ 37
Primtemp	825	+ 32
SCOA	76,80	+ 2,80

## Mines d'or, diamants

	22-9-89	Diff.
Anglo-American	1 608,20	+ 2,30
Anglo	528	+ 39
Bul. Gold M.	81	+ 4,95
Canad Gold Field	151,50	+ 2,30
De Beers	96,45	+ 2,75
De Beers	75	+ 3,90
De Beers	31	+ 0,85
De Beers	366	+ 6
De Beers	47	+ 1,95
De Beers	236	+ 11,50

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 22 septembre 1989

	Sept. 89	Déc. 89	Mars 90	Juin 90
Premier	—	—	—	—
+ haut	108,20	108,08	107,88	—
+ bas	108	107,90	107,72	—
Dernier	108	107,90	107,72	—
Compensation	108,02	107,90	107,68	107,40

## LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	18 sept.	19 sept.	20 sept.	21 sept.	22 sept.
RM	2 753 153	3 270 056	3 329 385	4 384 504	—
Comptant	6 540 228	6 540 786	6 796 292	7 024 865	—
R. et obl.	353 254	403 626	479 961	406 798	—
Actions	—	—	—	—	—
Total	9 646 635	10 214 468	10 605 638	11 816 167	—

## INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 30 décembre 1988)

	126,9	127,1	127,1	127,3	—
France	126,9	127,1	127,1	127,3	—
Etrangères	118,8	118,4	118,2	118,4	—

## SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

(base 100, 30 décembre 1988)

	125,5	124,6	124,7	124,8	126,1
Tendance	125,5	124,6	124,7	124,8	126,1

(base 100, 31 décembre 1981)



# CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### Libéralisation au Luxembourg

Les francs de Belgique et du Luxembourg ont la même valeur extérieure. Pourtant, des placements comparables effectués sur les marchés des capitaux de ces deux pays procurent des rendements différents. L'explication de toute retenue à la source dont bénéficient les titres libellés en francs luxembourgeois a permis que se développe au Grand-Duché un marché très actif. Les investisseurs y acceptent des conditions nettement inférieures à celle qu'ils trouvent sur son marché national. Le gouvernement belge pour ses propres fonds d'Etat : environ 8,60 %, alors que les obligations luxembourgeoises de débiteurs privés, si elles sont cotées en Bourse, ne rapportent actuellement que 7,65 %.

Cette situation pourrait se modifier bientôt sous l'effet de deux éléments susceptibles de favoriser une convergence des rendements. D'une part, Bruxelles entend réduire prochainement de 25 % à 10 % seulement le taux de l'impôt prélevé sur les revenus des capitaux, tout en maintenant au précompte mobilier son caractère libératoire. Il y a là un facteur de nature à peser sur les rendements, et de nombreux spécialistes prévoient que les taux des obligations gouvernementales belges pourraient en conséquence diminuer d'environ 0,20 %.

Au Luxembourg, d'autre part, de profondes mesures de libéralisation sont à l'étude qui devraient être annoncées incessamment. Il est question, purement et simplement, de lever toutes les barrières et protections qui compartimentent le marché des emprunts en francs luxembourgeois. A partir du 1<sup>er</sup> juillet de l'année prochaine, il ne devrait plus subsister aucune restriction concernant la forme, la taille ou la durée des émissions nouvelles. Le lancement de nouveaux emprunts ne devrait plus dépendre de leur inscription préalable à un calendrier. Il est probable également qu'à titre de réciprocité les banques de certains pays étrangers seront autorisées à participer directement aux adjudications mensuelles d'obligations assimilables du gouvernement belge.

En dépit de leur aspect très positif, les mesures de libéralisation et de déréglementation prévues au Luxembourg sont vues avec scepticisme par de nombreux spécialistes. Souvent, on ne fait que peu de cas de la perspective ouverte par la suppression du

calendrier des émissions, qui promet un enrichissement du marché en nouveaux débiteurs de qualité. On sous-estime également l'avantage pour un marché de pouvoir déployer son activité primaire sans avoir à se soumettre à un encadrement administratif. On néglige aussi tout l'apport qu'une saine concurrence peut fournir à une place financière dans son ensemble.

S'il en est ainsi, c'est parce qu'on redoute une accumulation soudaine de nouveaux emprunts d'ici au 1<sup>er</sup> juillet prochain. Quelques centaines de millions de candidats à l'emprunt ont, en effet, déjà fait enregistrer leurs projets. Le marché pourrait difficilement supporter qu'ils se concrétisent tous dans l'espace de seulement neuf mois, ce que d'anciens n'avaient pas prévu. Ils invoquent à cet égard l'appellation de la plupart de ces débiteurs à se présenter dans un environnement qui risque d'être plus compétitif et donc plus difficile à partir du second semestre de 1990. De telles craintes sont assurément exagérées. Mais elles pourraient fort bien se traduire par une légère montée des taux d'intérêt au Grand-Duché.

Un éventuel réajustement de l'écart entre les rendements offerts en Belgique et au Luxembourg aurait pour conséquence de réduire les possibilités d'arbitrage d'une place à l'autre. Le marché luxembourgeois perdrait alors de son attrait pour ceux des grands débiteurs internationaux qui cherchent à swapper le produit de leurs emprunts.

Ceux-ci ont été nombreux ces derniers mois à bénéficier de contrats d'échange leur permettant de disposer finalement de fonds dans une devise tierce. C'est ce que vient, avec succès, de faire la Communauté économique européenne, qui, mercredi 20 septembre, par le truchement du Crédit lyonnais, a émis pour 450 millions de francs luxembourgeois de titres à revenu fixe. L'opération, entièrement swappée contre des fonds en dollars à taux variable, était offerte en quatre tranches dont les durées s'élevaient de un à quatre ans et les rendements de 7,71 % à 7,77 %. Celle d'un an est particulièrement intéressante, car elle représente une nouveauté sur ce marché. Jamais auparavant n'y avaient été lancées d'obligations d'une durée aussi brève.

### Les débiteurs français très présents sur l'euro-marché

Sur les marchés des emprunts en dollars des États-Unis, où les dimensions sont tout autres, la semaine écoulée a été marquée par la réussite de la gigantesque émission de 1,5 milliard lancé pour le compte de la Banque mondiale.

L'opération porte sur dix ans, une durée actuellement très recherchée. Lundi 18 au matin, avant que la Banque mondiale n'ait indiqué le profil précis de sa transaction, un débiteur du secteur public, le Crédit local de France, avait montré que c'était bien à dix ans qu'il fallait lever des fonds si on voulait le faire avec l'assentiment des investisseurs. Emise à quelque dix semaines au-dessus du rendement correspondant des fonds d'Etat américains (compte tenu des commissions qui reviennent aux banques), l'emprunt du Crédit local était dirigé par Paribas. Il a été fort bien accueilli. Son taux d'intérêt facial est de 8,75 %. Son montant est de 250 millions de dollars. Deux jours plus tard, une autre opération française devait d'ailleurs être lancée sur dix ans également, mais à des conditions plus proches de celles des obligations du gouvernement des États-Unis. Il s'agit d'un emprunt de 200 millions de dollars pour le compte de la Caisse

centrale de coopération économique (CCCE), dont les obligations, émises au taux facial de 8,75 % l'an, sont garanties. A sa sortie, l'emprunt CCCE, que dirige Bankers Trust International, offrira, au pied des commissions, un rendement de 52 centimes supérieur à celui des fonds d'Etat américains. Les deux emprunts font l'objet de contrats d'échange par lesquels le Crédit local de France et la CCCE s'engagent à échanger leurs obligations contre des fonds en francs français, il est très vraisemblable qu'il se soit substitué à un euro-emprunt en francs dont la rumeur annonçait la sortie il y a quelques semaines. Un recours direct au marché de l'eurofranc, encore très valable, aurait été beaucoup plus coûteux.

De son côté, Interfinance crédit national s'est adressé à un marché qu'aucun débiteur du secteur public français n'avait encore sollicité, celui du dollar néo-zélandais. Son emprunt de 60 millions sera rémunéré au taux facial de 15 % l'an durant trois ans. Le conseil de Hambro Bank, l'opération est également liée à un swap au terme duquel Interfinance dispose de fonds en dollars américains à taux variable.

CHRISTOPHE VETTER.

## DEVISES ET OR

### Le deutschemark reprend de la vigueur

Les semaines se suivent et ne se ressemblent pas : faible à la veille du week-end dernier, le mark s'est nettement redressé cette semaine vis-à-vis non seulement du dollar mais aussi de toutes les devises, le franc français compris (3,38 F contre 3,37 F). Ce redressement tout relatif a été favorisé à la fois par la perspective d'un nouveau relèvement des taux directeurs de la Banque fédérale d'Allemagne et par un net recul de la devise américaine, victime de rumeurs sur la place de New-York (voir la rubrique « Marché monétaire et obligataire »).

En conséquence, le dollar, après avoir touché les 2 DM est revenu à 1,95 DM vendredi 15 septembre. On sait que ce vendredi-là, dopé par la publication de statistiques favorables, dont celle du déficit commercial américain ramené à 7,58 milliards de dollars en juillet (chiffre le plus bas depuis cinq ans), le dollar avait bondi pour retomber lourdement dans l'après-midi à New-York, à la suite d'une série de rumeurs infondées : décès du président Bush, faillite de la Chase Manhattan Bank sous le

poids des junk bonds (obligations à haut rendement et haut risque). Le dollar perdait 7 pfennigs d'un coup pour se rétablir à 1,95 deutschemark, vendredi en fin de séance, cours auquel il s'est stabilisé tout au long de la semaine dernière, dans des marchés calmes qui attendaient tous la réunion du groupe des sept pays les plus industrialisés du monde, ce week-end.

A la veille de cette réunion, les pronostics allaient bon train. Les opérateurs avaient relevé une série de propos « baissiers » et concertés sur le cours du dollar, que M. Theo Waigel, ministre allemand des finances et M. Ryutaro Hashimoto, son confrère japonais, trouvent « trop élevés ». De son côté, le Trésor américain envoyait une série de « signaux » dans le même sens, laissant entendre que la fermeté persistante du billet vert pouvait compromettre l'amélioration de la balance commerciale, ce qui est évident, mais à terme, un an ou deux, comme l'a prouvé l'expérience de 1986-1987. Vendredi encore, un fonctionnaire de ce même Trésor affirmait, sous le cou-

vert de l'anonymat, que la fermeté du dollar « ne reflétait pas les données économiques fondamentales observées aux États-Unis ».

Partant de ces propos, deux écoles s'affirmaient avant la réunion de Washington. Les baissiers, comme Salomon Brothers à New-York, estiment que les membres du G7 pourraient conclure un nouvel « accord du Plaza » comme celui du 22 septembre 1985 qui avait marqué le début de la retombée du cours du dollar (porté en février 1985 à 10,60 F et à 3,47 DM). Un tel accord, accompagné d'une hausse des taux en RFA et au Japon et d'une baisse aux États-Unis, pourrait effectivement faire baisser le cours de la devise américaine. Les haussiers, comme Morgan Stanley, toujours à New-York, parient le contraire. On verra bien lundi prochain !

F. R.

### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 18 AU 22 SEPTEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	\$E.M.	Franc suisse	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Franc	Yen
New-York	1,9790	15,1745	20,2064	21,3864	2,4492	45,4229	8,0712	
	1,9770	15,1745	20,2064	21,3864	2,4492	45,4229	8,0712	
Paris	10,7753	6,5990	—	398,17	338,12	16,1491	299,32	4,6994
	10,7709	6,4775	—	398,14	337,30	16,1220	299,32	4,6938
Bruxelles	2,6022	1,2098	25,2297	—	86,2098	4,1356	76,9426	1,2021
	2,6022	1,2098	25,2297	—	86,4317	4,1356	76,9426	1,2021
Frankfurt	3,6047	1,0486	25,5751	115,39	—	4,7735	88,6719	1,3072
	3,6047	1,0486	25,5751	115,39	—	4,7735	88,6719	1,3072
Stuttgart	44,3073	41,85	4,1358	24,774	20,5497	—	12,5728	2,2626
	44,32	41,85	4,1358	24,774	20,5497	—	12,5728	2,2626
Amsterdam	3,4619	2,1980	33,53	130,14	112,37	5,3033	—	1,5644
	3,4619	2,1980	33,53	130,14	112,37	5,3033	—	1,5644
Winnipeg	22,228	1,405	21,32	83,85	770,86	34,6118	639,22	—
	22,2639	1,435	21,67	82,72	771,14	34,6201	639,34	—
Tokyo	229,64	146,39	22,852	84,034	74,5625	3,5552	65,9646	8,0817
	229,19	146,39	22,852	84,034	74,5625	3,5552	65,9646	8,0817

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 22 septembre, 4,5199 F contre 4,5346 F le vendredi 15 septembre.

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### L'ombre de la Bundesbank

La fièvre du samedi soir ? Non, celle du jeudi 13 heures ! C'est à ce moment de la semaine, à l'exception, la réunion du conseil d'administration de la Banque fédérale d'Allemagne (Bundesbank) ou, plus familièrement, « Buba ». Jeudi 21 septembre, le conseil de ladite Buba a laissé échapper le taux directeur de l'établissement, taux d'escompte à 5 % et, surtout, taux lombard (avances sur titre) à 7 %, en vigueur depuis le 29 juin 1989.

Cette stabilité n'avait rien de nouveau. Depuis le 15 décembre 1988, aucun des professionnels du marché de la monnaie n'a vu de la réunion du groupe des sept pays les plus industrialisés du monde, ce week-end à Washington. Mais, estimant les opérateurs, on ne perd rien pour attendre. A en croire le dernier rapport mensuel de la Bundesbank, la menace d'inflation n'est nullement conjurée, la surchauffe de l'économie allemande continuant de faire courir le risque de hausse des prix domestiques au moment où les prix à l'importation augmentent en raison de la dépréciation du mark.

En outre, se profile l'ombre des négociations salariales au printemps prochain, qui verront les revendications des syndicats se faire tout à fait pressantes. Enfin, la Buba estime que sa politique en matière de liquidité et de taux n'a obtenu, jusqu'à présent, que de modestes résultats sur le front des prix, malgré trois relèvements de ses taux directeurs depuis le début de l'année. Ajoutons que la masse monétaire allemande a progressé, en août, de 5,2 % sur une base annuelle, contre 4,9 % en juillet (révisé à 5 %).

Toutes ces constatations font que la probabilité d'un nouveau relèvement des taux directeurs outre-Rhin devient très forte. Techniquement, les nouvelles prises de la Buba se sont effectuées, cette semaine, avec un nouveau petit cran à la hausse, entre 7 % et 7,15 %, ce qui consacre le débordement du taux lombard de 7 %, traditionnellement considéré comme un plafond. Non moins traditionnellement, un tel détachement signifie que, tôt ou tard, le Lombard devra être abaissé. Cette semaine, courait, en provenance de Tokyo, la rumeur selon laquelle un accord sur les taux d'intérêt serait conclu lors de la réunion du G 7 : la RFA et le Japon relèveraient les leurs et les États-Unis les baisseraient (voir en rubrique « Devises et or »).

Tout cela, évidemment, ne met pas en joie le marché de Paris. Pour le court terme, la Banque de

France retirait, vendredi 21 septembre, 10 milliards de liquidités à l'occasion de son adjudication régulière, au taux inchangé de 8,75 %, en argument de l'avance prise par les banques dans la constitution de leurs réserves. Le marché a interprété cette ponction comme une volonté de ne pas laisser glisser les bons d'intérêt français chefs de file n'a pas été guidée par tout le monde, certains établissements profitant de la situation sur le marché pour se sauver du syndicat de placement, et de dicter en chœur : « Voilà ce qui arrive aux petits qui veulent venir jouer dans la cour des grands ».

Une innovation à Paris

Fortes de cette douloureuse expérience, la Société générale et la Banque Indosuez — co-chefs de file du grand emprunt de la semaine, 2,5 milliards de francs pour EDF — ont imaginé une nouvelle formule, celle dite de « l'écart protégé ». Pendant deux jours après le lancement, l'émetteur accepte de relever un peu le rendement offert, au cas où les rendements généraux du marché se décaleraient à la hausse, par suite des événements. En vigueur sur le marché de l'eurodollar, cette pratique, avalisée par la COB, avec quelques réticences car elle change un peu les conditions indiquées sur la notice officielle d'émission, est à l'avantage exclusif des souscripteurs, ainsi protégés contre une augmentation soudaine des rendements. On n'a pas fait de folie ! L'écart ainsi offert ne dépassait pas 0,07 %, sur un rendement à l'émission fixé à celui de l'OAT, 8 % + 0,42 %. Conséquence : l'emprunt EDF n'a certes pas fait d'étincelles, vu la morosité ambiante, mais s'est assez correctement placé. Visible-ment, la formule de l'écart protégé a plu. Au reste, elle n'a joué qu'à hauteur de 0,01 % du supplément, à l'intérieur des 0,07 % disponibles.

Ajoutons, enfin, que l'emprunt de 1 milliard de francs de la Banque européenne d'investissements (BEI), bonne signature, est passé « tout juste » la semaine dernière, avant la dégradation des marchés. Cette fois-ci, le Crédit lyonnais qui, à l'autonomie dernier, avait souffert d'une colle « historique » sur un même emprunt BEI, n'a pas joué les kamikazes, le rendement réel de 8,82 % dépassant 9 % avec les ristournes sur commissions. Un rendement de 9 % : c'est ce que veulent les prêteurs actuellement et il faut bien leur donner. Sinon gare !

FRANÇOIS RENARD

## MATIÈRES PREMIÈRES

### Le sucre en verve

L'ouragan Hugo qui a ravagé la Guadeloupe a aussi apporté quelques remous cette semaine sur le marché du sucre. Lundi 18 septembre, les cours à Londres gagnèrent en séance 9 dollars pour s'établir à 315 dollars la tonne, dopés par la crainte des professionnels de voir la perturbation gagner les Caraïbes et dévaster les plantations. Le lendemain, les prévisions météorologiques les plus alarmistes se sont par chance révélées fausses et les prix du sucre ont repéré l'avance de la veille. Cuba a été épargné par l'ouragan, recevant même des pluies qui manquaient jusqu'ici aux zones sacrifiées.

Le marché est cependant resté bien orienté ces jours derniers, clôturant le 22 septembre, à Londres, à 320 dollars la tonne, particulièrement soutenu par les achats indiens de sucre blanc. L'Inde a passé commande pour deux cargaisons de 10 000 tonnes (à 520 dollars la tonne), avec l'intention de se faire livrer dans les prochains mois un total de 200 000 tonnes. A l'approche des élections générales et de l'entrée dans une période de festivals hindous, le gouvernement a jugé utile d'importer du sucre pour désamorcer les critiques de l'opposition sur les pénuries et les gaspillages. En fait, l'Inde devrait importer 500 000 tonnes de « blanc » en 1989, en raison aussi d'une baisse de sa propre production (au profit d'autres cultures) et d'un développement accru de la contrebande en direction du Yémen. Le Yémen du Nord a précisément acheté, au grand jour cette fois, 40 000 tonnes de sucre blanc à 460 dollars la tonne, l'Égypte et la Syrie annonçant pour leur part, le 22 octobre, leur intention d'enlever incessamment la même quantité de marchandise.

Le sucre bénéficie globalement d'un net assainissement qui se poursuit depuis cinq ans. Pour la

cinquième année consécutive, la consommation mondiale en 1989 devrait être inférieure à la production. Les courtiers londoniens E.D. and F. Man estiment à 2,4 millions de tonnes le déficit sucrier pour la campagne en cours, étant la production à 107,1 millions de tonnes (contre 105,7 millions de tonnes en 1988) et la demande à 109,5 millions de tonnes (contre 107,08 millions de tonnes en 1988-1989).

Des tensions sur l'offre devraient se faire sentir en Europe, où, selon la maison de négoce onest-allemande F.O. Licht, la production de sucre blanc diminuera cette année d'environ 1 million de tonnes, malgré une légère augmentation des surfaces emblavées (+ 10 000 hectares dans la CEE, + 28 000 hectares dans les pays de l'Est). Cette étroitesse du marché se traduit d'ores et déjà par

l'importante prime de 80 dollars par tonne du sucre blanc sur le sucre roux. L'appétit de nombreux pays du tiers-monde pour le sucre raffiné et la plus grande disponibilité du sucre de canne sont à l'origine de ces hausses. Mais, si l'on a fait, les stimulations suffisantes pour repartir de l'avant. Malgré la déclaration du président George Bush, en début de semaine, par laquelle il se disait prêt à reprendre « à tout moment » les négociations sur un nouvel accord international, le pessimisme des professionnels est resté de mise. Le conseil de l'Organisation internationale du café, qui se réunira à Londres du 25 septembre au 6 octobre, pourrait toutefois « fixer des clauses économiques régulant la commercialisation et le prix du café », si l'on en croit les dernières déclarations du ministre costa-ricain du commerce extérieur, M. Luis Diego Escalante. Trois mois après la suspension des quotas d'exportation et l'abolition de la chute des prix, la réunion prévue dans la capitale britannique s'annonce des plus importantes. Les États-Unis ont fait savoir qu'ils accepteraient une application progressive de leurs deux exigences principales, à savoir la suppression du marché parallèle du café « hors quota », et la meilleure place faite aux cafés arabiques doux d'Amérique centrale. Le Brésil continue de voir d'un mauvais œil cette dernière revendication qui aurait pour effet de réduire sa part de marché protégé.

Dans ce contexte, certains pays producteurs sont tentés par la mise en place de relations bilatérales avec les consommateurs. C'est le cas du Costa-Rica, qui s'apprête à lancer une offensive de charme vers le Japon.

ERIC FOTTORINO

PRODUITS	COURS DU 22-9
Café A. g. (Londres)	1 830 (+ 35)
Trois mois	
Aluminium (Londres)	1 702 (+ 11)
Trois mois	
Nickel (Londres)	18 550 (- 275)
Trois mois	
Soie (Paris)	2 655 (- 85)
Octobre	
Café (Londres)	758 (- 42)
Septembre	
Chaux (New-York)	1 654 (- 48)
Décembre	
Soie (Chicago)	280 (- 7)
Décembre	
Méta (Chicago)	230 (-)
Décembre	
Soie (Chicago)	187,70 (- 2,90)
Octobre	

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.



Après une semaine de tractations

## Les trois otages de Tilff libérés sains et saufs un ravisseur tué, deux autres incarcérés

Sains et saufs, les trois otages de Tilff près de Liège (Belgique), M<sup>me</sup> Marie-Madeleine Jauris et ses deux filles, Gaëlle, dix ans, et Françoise, treize ans, ont été libérés dans la soirée du vendredi 22 septembre. Elles étaient toutes les trois prisonnières de leurs ravisseurs depuis plus de six jours.

Quelques heures après la libération des otages, l'un des trois malfaiteurs, Philippe Delaire, un Français de vingt-huit ans, considéré comme le meneur, a été tué. Un de ses complices, Tony Wagemans, a été grièvement blessé. Le troisième homme, Edouard Delecky, a été arrêté et incarcéré.

### LIÈGE

de notre envoyé spécial

« Heureusement, le dernier mot est resté à la justice » : tel a été le commentaire, samedi 23 septembre à 2 heures du matin, du procureur général de Liège, M. Léon Giet, qui a supervisé avec un calme remarquable toute l'affaire, quelques minutes après l'épilogue de celle-ci. L'issue de cette prise d'otages, qui avait débuté, samedi 16 septembre, à 18 h 30, à Tilff, dans la banlieue de Liège, pour se terminer à Dvoirché, un quartier populaire de la « cité ardente », lui donne, semble-t-il, raison.

Les trois otages sont libres. Leur état psychique et physique est relativement satisfaisant. Un des ravis-

seurs a été tué ; l'un de ses complices a été grièvement blessé. Le troisième est incarcéré.

Les trois hommes ont été mis hors d'état de nuire quelques heures seulement après la libération des otages. Mais l'attente durait depuis plus de six jours.

Tout commence donc le samedi 16 septembre, vers 18 h 30. Trois malfaiteurs, menés par Philippe Delaire, prennent en otage le gérant d'une banque, M. Jauris, son épouse, Marie-Madeleine, et les deux filles de celle-ci. Leur but : se faire ouvrir les coffres de la banque. Impossible avant lundi, répond M. Jauris. Les malfaiteurs s'installent alors pour le week-end.

Le dimanche 17 septembre, à 23 heures, M. Jauris, profitant de l'assoupissement d'un de ses gardiens, parvient à fuir en sautant d'une fenêtre. Il prévient les forces de l'ordre qui établissent aussitôt un cordon protecteur autour de la villa. Delaire communique d'abord avec un interphone, puis avec un téléphone, avec les policiers. Il accueille, le lundi après-midi, par une fin de non-recueil, les propositions des autorités : la possibilité de fuir et 30 millions de francs belges (environ 5 millions de francs français) contre la libération des deux filles.

### La « bonne nouvelle »

Les otages, à aucun moment, n'ont été, semble-t-il, véritablement maltraités. Mais la visite de la villa après la libération des otages donne une idée de la fébrilité et de la folie destructrice des ravisseurs : meubles et objets détruits à coups de masse de fonte, murs maculés, bouteilles brisées.

La première « bonne nouvelle » est tombée jeudi vers 19 heures.

Philippe Delaire déclare qu'il accepte les propositions de la police. Et vendredi à 19 heures deux policiers apportent, dans une camionnette, la première partie de la rançon. L'attente, une ambulance arrive, quelques minutes plus tard, en marche arrière. La petite Gaëlle sort de la camionnette et s'engouffre dans le véhicule, qui remonte la rue principale et tourne à droite. La fillette en sort, elle est libre. Quelques minutes plus tard, le même scénario se reproduit : deuxième partie de la rançon, ambulance, liberté pour l'aînée, Françoise.

Examinées par un médecin, les enfants paraissent dans un état satisfaisant. Les deux fillettes sont emmenées conduites dans un hôpital de Liège pour un examen médical plus complet.

A Tilff, la nuit tombe. La tension est alors à son comble. Un commissaire de police lance un dernier appel aux ravisseurs : « Rendez-vous. Nous avons tenu parole. Nous avons été corrects. Rendez-vous ! » L'appel reste vain. Les malfaiteurs et leur dernier otage, M<sup>me</sup> Jauris, s'engouffrent dans une Mercedes qui prend la direction de Liège. Les événements vont alors s'accélérer. Moins d'une minute après, les ravisseurs sont pris en chasse par une dizaine de voitures de police qui partent en trombe. Un peu plus tard, on apprend que M<sup>me</sup> Jauris a été libérée. Le ministre de la justice, M. Michel Rocard, félicite les forces de l'ordre. C'est à Liège que se noue le drame. Les trois hommes, après avoir changé de voiture à Wandre, entrent dans Liège. Ils veulent, semble-t-il, se diriger vers les Pays-Bas. Ils prennent une nouvelle voiture après en avoir expulsé le conducteur mais, redoutant les barrages, ils rebrousse-

chemin et se dirigent vers Dvoirché, où ils disposeraient d'une « planque » dans une tour de vingt-huit étages qui domine la ville, sur les bords de la Meuse.

Mais les policiers sont déjà là - rejoints par les hommes de l'escadron spécial d'intervention (ESI). Ces derniers, en effet, avaient non seulement identifié les deux complices de Delaire, mais aussi repéré toutes les possibilités de repli de celui-ci.

Une fusillade éclate au huitième étage de la tour. Delaire, le visage criblé de balles, meurt sur le coup. Tony Wagemans est grièvement blessé mais parvient à monter avec Delecky, sur le toit de la tour. Les policiers de l'ESI bloquent toutes les issues, alors que les projecteurs illuminent l'immeuble. Les deux hommes jettent par paquets les billets de 5000 francs belges de la rançon. Les bandes se pressent pour les recueillir, malgré l'intervention des policiers, qui ont encerclé le quartier. Finalement, d'un quart d'heure, un policier de l'ESI, ignorant que Philippe Delaire est mort, l'invite à se rendre : « Philippe, tu ne vas pas mourir comme une bête... Ta vie ne va pas se terminer sur ce toit (...). Il faut encore y croire... Philippe, arrête les frats... Montre-toi professionnel... Réagit en homme... Ne meurs pas comme un lâche. Vous avez la garantie d'en sortir vivants ».

Vers deux heures du matin, deux taches blanches se décrochent sur les bords du toit. Les deux hommes lèvent les mains. Ils se rendent. Tony Wagemans, en sang, est évacué sur une civière sous les sifflets et les huées de la foule. Même cri de haine lorsque Delecky est emmené vers la prison de Lanaken.

JOSE-ALAIN FRALON.

### POLOGNE

## Légalisation de l'association étudiante NZS

La Cour suprême de Pologne a légalisé, vendredi 22 septembre, l'association indépendante des étudiants NZS, proche de Solidarnosc, huit ans après sa dissolution, et au terme d'une longue bataille juridique. Les autorités judiciaires ont finalement accepté la clause du statut de la NZS prévoyant le droit de grève. L'association de l'association au printemps, alors que les syndicats Solidarnosc et Solidarnosc agricole étaient légalisés. La décision de vendredi, prise neuf jours avant la rentrée universitaire, devrait permettre d'éviter une rentrée agitée.

La Cour suprême a également décidé d'annuler la condamnation à mort de l'ancien directeur de la section polonaise de Radio-Free-Europe, M. Zdzisław Najder, intellectuel polonais d'opposition. M. Najder avait été condamné à mort par contumace pour « espionnage » alors qu'il se trouvait en Occident, en 1983, au moment de l'état de guerre. M. Bronisław Geremek, l'un des leaders de Solidarnosc, avait reconnu la condamnation à la Diète l'annulation de cette condamnation. « Infamante », (UPL, AFP.)

□ Visite de M. Glazov à Yassov. — M. Valéry Glazov d'Yassov, président du groupe libéral au Parlement européen, se rendra en Pologne du 27 au 30 septembre pour s'informer des besoins d'aide économique et financière de ce pays. Il doit y rencontrer le président Jaruzelski, le premier ministre M. Mazowiecki et le premier secrétaire du POU, M. Rakowski. (AFP, Reuters.)

### Plusieurs préavis de grève déposés à la SNCF.

Plusieurs arrêtés de travail pourraient affecter, jusqu'au mardi 26 septembre, le trafic de la SNCF, ainsi que l'armement naval assurant les liaisons trans-Manche. Des préavis de grève du 22 au 26 septembre ont été déposés au Mans (Sarthe) et à la gare Saint-Lazare, à Paris, par la CGT, la CFDT et la FGA (autonome). Selon la SNCF, aucune perturbation n'était observée samedi au matin. En revanche, deux tiers du trafic devraient être assurés par la compagnie SNCF entre la France et la Grande-Bretagne (50 % seulement pour Calais-Douvres) jusqu'au 26 septembre, en raison d'une grève des marins CGT et CFDT. Enfin, une partie du personnel de la société TSI chargée du nettoyage des rames du TGV Atlantique s'est mise en grève vendredi pour obtenir des améliorations salariales et des effectifs supplémentaires.

### Des arrêts de travail pourraient perturber le forage du tunnel sous la Manche

Le forage des galeries du tunnel sous la Manche pourrait être interrompu si la grève qui paralyse depuis le 18 septembre les usines de fabrication des voies - les pièces destinées au tunnel - se poursuit, a estimé vendredi 22 septembre la direction du consortium Transmanche Link.

À la fin de l'année de Saint-Germain (Pas-de-Calais), qui compte 450 salariés, ces arrêts de travail ont été provoqués par la CGT, la CFDT et le FO qui réclament l'ouverture de négociations sur les salaires et les qualifications. Le tribunal de Boulogne-sur-Mer doit se prononcer lundi 25 septembre sur une plainte de la direction contre des grèves qui bloquent les accès à l'usine.

## L'ESSENTIEL

### DATES

Il y a quarante ans l'éclosion de Lado Reijl. ... 2  
Lire aussi page 3 : la Hongrie va indemniser les victimes du stalinisme.

### ETRANGER

**Rencontre Marchais-Gorbatchev**  
« Soutien indéfectible » du PCF... 3  
**L'attentat de l'IRA en Grande-Bretagne**  
Dix morts et vingt-deux blessés lors de l'explosion d'une caserne du Kent. 0

**Les élections au Québec**  
Le lundi 25 septembre, les indécis (22 %) arbitreront la compétition entre libéraux et indépendantistes.

### POLITIQUE

**Les élections sénatoriales**  
Comment vote-t-on ?  
**Radioscopie de la Chancellerie**  
Une enquête confidentielle dresse un portrait peu flatteur de l'administration de la justice.

### SOCIÉTÉ

**Les 100 kilomètres de Millau**  
Une randonnée pédestre pour amateurs... 8  
**Le cyclone Hugo**  
Dix morts en Caroline du Sud et du Nord.

### Un colloque sur les supraconducteurs

Cent trente chercheurs réunis à Caen tentent l'enthousiasme provoqué par la découverte des supraconducteurs... 8

### COMMUNICATION

**Les Etats-Unis contre l'audiovisuel européen**  
Washington s'engage devant le Gatt une procédure contre le politique des quotas... 9

### ECONOMIE

**Michelin achète Uniroyal**  
La firme de Clermont-Ferrand deviendra le numéro un mondial du pneu... 13

**La conférence mondiale de l'énergie**  
Les experts estiment que les ressources ne posent pas de problèmes dans un avenir proche... 13

### Crédits et changes

La semaine à la Bourse de Paris : Libération au Luxembourg ; L'ombre de la Bundesbank ; Le sucre en vogue... 15

### Services

Abonnements... 2  
Carnet... 8  
Météorologie... 12  
Mots croisés... 12  
Spectacles... 11  
Radio-Télévision du Monde... 12  
La télévision du Monde... 3615 LEMONDE  
3615 LM

En raison de l'abondance de l'actualité, le page Régions paraîtra dans le numéro de lundi daté mardi 25 septembre.

### EN BREF

□ Rencontre entre M<sup>me</sup> Thatcher et M. Gorbatchev. — Le premier ministre britannique, M<sup>me</sup> Thatcher, est arrivé vendredi 22 septembre à Moscou, après une visite de quatre jours au Japon, et devait rencontrer M. Mikhaïl Gorbatchev samedi.

Selon l'Agence Tass, les discussions entre les deux dirigeants devaient porter sur le désarmement, les relations Est-Ouest, les relations bilatérales, et la sécurité en Europe.

« Même si les points de vue des deux pays ne coïncident pas toujours, les rencontres entre leurs dirigeants ont donné une impulsion supplémentaire à la recherche de compromis et de points de convergence », a écrit l'agence officielle. — (AFP.)

□ YUGOSLAVIE : douze enfants tués dans un accident. — Douze enfants ont été tués et plus de vingt autres blessés, vendredi 22 septembre, au cours d'une collision entre un autobus scolaire et un train à un passage à niveau non gardé près de Zagreb, a indiqué l'agence de presse Tanjug. — (AFP.)

□ Les partis conservateurs soutiennent la poursuite et le renforcement de la répression en Chine. — La quatrième conférence de l'Union démocratique internationale (UDI), regroupant les partis conservateurs de vingt-huit pays, a achevé ses travaux samedi 23 septembre à Tokyo, en présence de particulier du premier ministre britannique et du vice-président américain. Les conservateurs ont critiqué la « brutale répression et les mesures impitoyables » prises par les autorités chinoises pour se maintenir au pouvoir et salué le « processus de réforme » entrepris en URSS, en Pologne et en Hongrie, estimant que celui-ci devrait être « soutenu et aidé ». — (AFP.)

□ IRAK : vingt-trois personnes blessées dans une explosion à Bagdad. — Vingt-trois personnes, dont huit Yougoslaves, ont été blessées jeudi soir 21 septembre dans deux explosions « de faible puissance », qui se sont produites au Club britannique de Bagdad, a annoncé l'agence Tanjug. Le seul blessé grave, selon l'agence officielle yougoslave, est un jeune Polonais de vingt ans, dont l'état est toujours critique. Les explosions se sont produites en début de soirée pendant une séance de cinéma dans le jardin du club. — (AFP.)

□ Une session de l'ONU sur la drogue. — L'Assemblée générale des Nations unies tiendra, le week-end prochain, une session extraordinaire consacrée à la lutte contre la drogue, a annoncé, vendredi 22 septembre, l'ambassadeur du Brésil auprès de l'ONU et président sortant du Conseil de sécurité. Le président Bush, qui doit s'adresser lundi à l'Assemblée générale, devrait lui aussi aborder le problème de la drogue dans son discours. — (AFP.)

□ MAROC : prochaine visite de Hassan II en France. — Le roi Hassan II doit faire, à partir du vendredi 29 septembre, une visite privée de plusieurs jours en France au cours de laquelle il sera reçu, en sa qualité de président en exercice de l'Union du Maghreb arabe (UMA), par le président Mitterrand. Créée en février, l'UMA regroupe le Maroc, la Tunisie, l'Algérie, la Libye et la Mauritanie. — (AFP.)

□ NAMIBIE : élections du 7 au 11 novembre. — L'élection d'une assemblée constituante se déroulera du 7 au 11 novembre prochain, a annoncé, vendredi 22 septembre, à Windhoek la radio du Sud-Ouest africain. Les résultats de ce scrutin seront rendus publics trois jours plus tard, le 14 novembre. — (AFP.)

□ L'écritain Amos Kanan sera poursuivi pour « outrage à la magistrature ». — L'écritain israélien Amos Kanan sera poursuivi pour « outrage à la magistrature » à la suite de ses attaques dans la presse contre des juges qui avaient fait preuve de laxisme envers des Israéliens accusés du meurtre de Palestiniens, a-t-on appris vendredi 22 septembre, de source judiciaire. L'écritain s'était notamment élevé il y a plusieurs mois contre la condamnation à six mois de prison seulement d'un colon israélien qui avait abattu un enfant palestinien. M. Kanan avait également critiqué la décision d'un juge de libérer sous caution un Israélien soupçonné d'avoir tué un automobiliste palestinien en l'ayant tué avec une arme à feu contre son véhicule. — (AFP.)

□ Les cycles Peugeot seront vendus à Raleigh. — Peugeot a annoncé, vendredi 22 septembre, qu'il avait obtenu des négociations pour la cession de sa filiale fabricant des cycles à Derby International, société qui contrôle Raleigh, Gazelle et Kalkhoff. Peugeot Cycles, avec mille personnes et six cent cinquante-neuf mille bicyclettes vendues l'an passé, estime

être d'une taille insuffisante. Derby emploie quatre mille personnes et vend deux millions et demi de vélos. La cession de la vente devrait intervenir avant la fin de l'année.

□ Baisse du tarif de l'abonnement sur le TGV-Atlantique. — Après les manifestations qui ont perturbé l'inauguration, le 20 septembre, du TGV-Atlantique, un accord est intervenu entre M. Jean-Marie Metzler, directeur commercial Voyages de la SNCF, M. Jean-Claude Boulard, député (PS) de la Sarthe et président de la communauté urbaine du Mans, et des représentants des associations d'usagers, sur le tarif des abonnements mensuels entre Le Mans et Paris. La SNCF a accepté de ramener à 922 francs l'abonnement mensuel qu'elle soumettait par ailleurs à 1 674 francs, soit un décaissement par rapport aux tarifs actuels. D'autre part, la SNCF a annoncé le rétablissement d'une desserte en train classique « Corail » entre Le Mans et Paris, à partir du 28 janvier 1990.

□ Suspension des pilotes du Boeing accidenté d'US Air. — Les autorités fédérales américaines ont suspendu, le 23 septembre, les licences des pilotes et du copilote du Boeing-737 d'US Air qui n'avait pu décoller, le mercredi 20 septembre, de l'aéroport new-yorkais de La Guardia, et dont la chute dans l'Est River avait provoqué la mort de deux personnes. Le copilote avait enclenché le dispositif de fermeture automatique des gaz au lieu de celui de mise automatique des gaz. Les deux pilotes avaient attendu trente-six heures pour se soumettre aux tests sanguins permettant de déceler l'usage de la drogue et de l'alcool (REUTERS.)

□ Un nouveau conseiller technique au cabinet de M. Jean-Pierre Chevènement. — M. Jean-Pierre Chevènement a été nommé conseiller technique au cabinet du ministre de la Défense (Journal officiel du 21 septembre). Il a été chargé des affaires judiciaires, juridiques et de gendarmerie, en remplacement de M. Olivier Guérin.

□ [Né en 1947 et magistrat de formation, M. Jean-Pierre Chevènement a appartenu, après 1982, à divers cabinets ministériels (M. François Auzan, successivement secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale et secrétaire d'Etat à la Défense ; M. Jean Chevènement, successivement secrétaire d'Etat à la Défense et secrétaire d'Etat chargé de l'économie sociale). En août 1984, M. Chevènement devenait substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nanterre (Haute-de-Seine).

□ GOLF : Ryder Cup, avantage à l'Europe. — Après avoir mal débuté la journée, l'équipe de golf d'Europe a pris l'avantage, vendredi 22 septembre, sur son homologues américaines lors de la première journée de la Ryder Cup (le Monde du 22 septembre). Menés 3-1 après les fourchettes du matin, les Européens - grâce à l'Espagnol Severiano Ballesteros en grande forme (unagle et trois birdies consécutifs) - ont remporté les quatre parties quatre ballles de l'après-midi sur le parcours de Belfry (Angleterre) balayé par un vent violent. Ils étaient ainsi en bonne position pour conserver la trophée enlève aux Américains en 1985.

□ FOOTBALL : Bordeaux battu à Moscou. — En match amical de la onzième journée du championnat de France de première division de football, les Girondins de Bordeaux, qui sont les leaders du classement, ont été vaincus vendredi 22 septembre leur seconde défaite (2-0) de la saison au stade Louis-II de Monaco.

Le numéro de « Monde » daté 23 septembre 1989 a été tiré à 538 318 exemplaires

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel  
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36.15 LEMONDE

Le Monde  
ÉCONOMIE

سكنا في الامم